

# INTERVENTIONS

*critiques en économie politique*

No 1

1978

**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES**

CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25<sup>e</sup> anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, bénévole,  
Chomedey, Ville Laval, Qc. courriel: [rtoussaint@aei.ca](mailto:rtoussaint@aei.ca).  
[Page web](#) dans Les Classiques des sciences sociales :  
[http://classiques.ugac.ca/inter/benevoles\\_equipe/liste\\_toussaint\\_rejeanne.html](http://classiques.ugac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_toussaint_rejeanne.html)  
à partir du texte de :

## **Interventions critiques en économie politique No 1.**

Montréal : 1978, 156 pp.

[Madame Diane-Gabrielle Tremblay, économiste, et professeure à l'École des sciences de l'administration de la TÉLUQ (UQÀM) nous a autorisé, le 25 septembre 2021, la diffusion en libre accès à tous des numéros 1 à 27 inclusivement le 25 septembre 2021 dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : Diane-Gabrielle Tremblay : [Diane-Gabrielle.Tremblay@teluq.ca](mailto:Diane-Gabrielle.Tremblay@teluq.ca)  
Professeure<sup>[1]</sup> École des sciences de l'administration  
Université TÉLUQ  
Tél :<sup>[1]</sup> 1 800 665-4333 poste : 2878

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

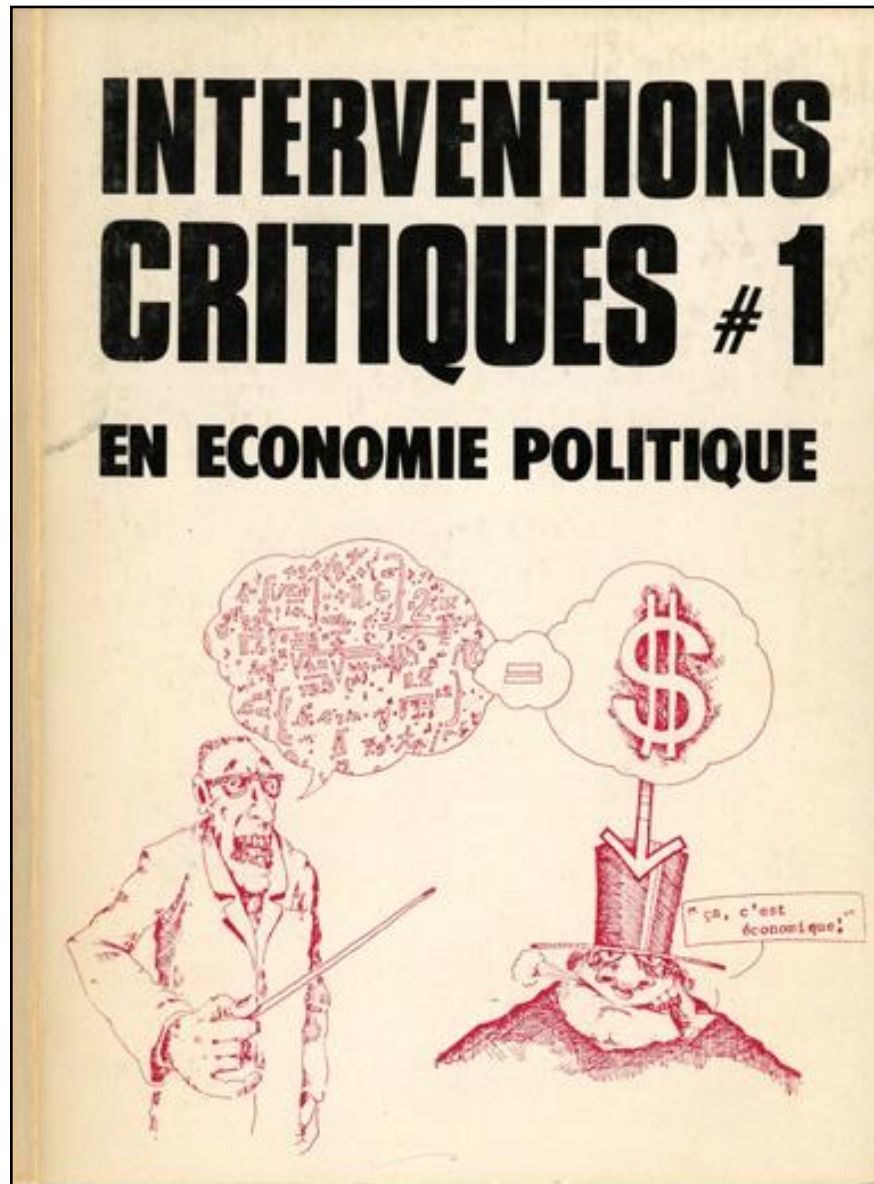
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 4 octobre 2023 à Chicoutimi, Québec.



**Interventions**  
critiques en économie politique

**No 1**



Montréal : 1978, 156 pp.

**Interventions**  
critiques en économie politique  
**No 1**

## Quatrième de couverture

[Retour au sommaire](#)

Assurément, une revue en économie politique se situe dans le champ théorique et, comme telle, pourrait se limiter à ce niveau. Mais quel en serait l'intérêt alors ? À quoi servirait de mieux saisir le fonctionnement des économies capitalistes si, sans perspectives concrètes, nous tombions dans le fatalisme et le sentiment d'impuissance qui sert aussi bien la reproduction du système que l'optimisme béat et passif ? Au-delà de la critique du système, il faut faire la critique de la critique: chercher la voie du changement-remplacement du système, s'inscrire directement dans les débats politiques actuels, offrir des perspectives de luttes dans une société concrète, le Québec.

1978

**Note pour la version numérique :** La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[5]

**Interventions**  
critiques en économie politique  
No 5

## Sommaire

[Présentation](#) [7]

[Interventions. Pourquoi cette revue ?](#) [9]

[L'enseignement des sciences économiques](#) [17]

[Le conflit au module de science économique de l'UQAM](#) [23]

[Le colloque de Trois-Rivières](#) [29]

[Réflexion sur le contenu de l'enseignement](#) [33]

[Réponse au GRC \(Un. Laval\)](#) [39]

[Sur les prétentions de la science économique](#) [45]

[Épistémologie](#) et histoire de la pensée économique [53]

L'économie et son champ d'étude. Sur la définition de l'économie [67]

[L'anthropologie économique et les objets de l'échange](#) [99]

[Textes à l'appui](#) [13]

La méthode de L'économie politique, in "*Contribution à la critique de l'économie politique*". K. Marx ; Éditions Sociales 1957, p.164 et suivantes.

[Espace polarisé et le sous-développement régional](#) [123]

[Notes](#) [143]

[Notes sur l'inflation](#) [143]

[Notes sur la conférence économique](#) [146]

[Notes sur un discours de M. Laurin](#) [149]

[Rubrique de livres](#) [153]

[6]

[7]

**Interventions**  
critiques en économie politique  
No 1

## Présentation

**Le Collectif**

[Retour au sommaire](#)

Voici le premier numéro de “**Interventions**”. D’où vient cette revue ? Au début ’78, un groupe d’étudiants et de professeurs d’économie, en “rupture de ban” avec les théories économiques officielles, conscient du large espace politique qui existe pour un tel projet et de sa nécessité dans la période actuelle, se réunissent et décident de fonder une revue d’économie politique. Le projet était dans l’air depuis un certain temps déjà : l’annonce d’un colloque des étudiants d’économie de tout le Québec au début mars allait précipiter les choses en montrant que la critique de la “science économique” libérale suscitait un large intérêt. La grève de 6 semaines des étudiants du module d’économie de l’UQAM pour l’embauche d’un professeur de théorie économique marxiste le confirma. Le texte présentant ce projet de revue, qui a fait l’objet d’un “numéro 0” au début mars, distribué à 150 copies dans plusieurs universités et CEGEPS du Québec, a été reproduit ici. Le magazine “Zone Libre” dans son dernier numéro en a déjà publié des extraits.

Comme l’indique le texte de présentation, un axe majeur de la revue sera de critiquer l’enseignement. C’est le thème choisi pour le premier numéro. On ne peut choisir meilleur sujet d’autant plus que, critiquant renseignement, plus que le simple contenu des faits enseignés de la matière des cours, c’est toute l’approche, la méthode de l’économie libérale que nous remettons en cause et combattons.

[8]

Les textes qui constituent ce numéro pourront paraître quelque peu arides et abstraits. De fait, c'est à ne pas lire dans le métro... Mais pour traiter le sujet de façon un tant soit peu sérieuse et qui dépasse les premières impressions, il a été nécessaire de passer par là. Le deuxième numéro de "**Interventions**", qui devrait paraître à l'automne '78 portera sur "l'impérialisme et la question nationale du Québec" et devrait, sans sombrer dans l'empirisme, être plus abordable. De fait, nous ne visons pas un public de "spécialistes avertis", mais au contraire un public large même si, dans un premier temps les lecteurs se trouveront sans doute d'abord dans les universités et les CEGEPS.

Le présent numéro se compose de 3 parties. La première, la plus importante, constitue en quelque sorte le "corpus théorique" ; la deuxième a trait à l'enseignement de l'économie au Québec et aux luttes menées qui s'y rapportent ; la 3<sup>e</sup>, que l'on pourrait appeler "chroniques" regroupe des commentaires sur l'actualité, des nôtres de lecture etc. ... Le texte sur les politiques sectorielles de développement constitue une introduction au 2<sup>e</sup> numéro. Ce découpage s'est effectué, en fait, par la force des choses, des événements et des articles écrits. Il ne correspond pas — du moins pas encore — à une formule définitive que nous voudrions adopter.

En terminant, signalons que si l'équipe à l'origine de la revue est constituée de 8 personnes, elle n'est pas fermée ; nous serions très heureux d'accueillir dans nos rangs de nouveaux collaborateurs...

Enfin, on le sait, une revue pour vivre a besoin d'argent. "Interventions" ne pourra exister qu'avec le produit de ses ventes au numéro et de ses abonnements. Ce numéro a pu être produit grâce à une cotisation de chaque membre de l'équipe et à des emprunts... qu'il faudra bientôt rembourser... Alors n'hésitez pas à envoyer vos souscriptions. Abonnez-vous !

[9]

**Interventions économiques**  
*pour une alternative sociale*

**No 1**

## “INTERVENTIONS. Pourquoi cette revue ?”

**Le Collectif**

### ***I. Opportunité d'une telle revue***

[Retour au sommaire](#)

Alors même que l'économie capitaliste mondiale, avec ses millions de chômeurs et son inflation, connaît sa plus grande crise depuis les années trente, jamais les économistes et les politiciens n'auront été autant désarmés devant les mesures à prendre. Malgré la crise monétaire, la “crise de l'énergie”, l'échec ou plutôt l'imposture des mesures de contrôle “anti-inflation” (anti-salaires en réalité) en Grande Bretagne, aux États-Unis, au Canada, le plan Barre en France,... et malgré la “crise fiscale” de la plupart des États capitalistes et l'inévitable échec des conférences Nord-Sud, non seulement s'obstine-t-on à refuser de reconnaître le caractère structurel et généralisé du phénomène, mais encore n'y a-t-il d'autres solutions proposées que des recettes traditionnelles sorties des tiroirs. On ne peut guère apporter de solution à un problème qui, pour beaucoup, n'a jamais existé.

[10]

Le vide de la science économique officielle est d'autant plus visible que sur la base d'une distinction ronflante entre micro et macro, elle a pu donner le nom de science à une vague métaphysique du “laissez-faire” au niveau micro, et à un bricolage du plus terre-à-terre au niveau

macro. À la micro, on laisse le soin de faire l'homélie du bonheur, de l'harmonie et du progrès ; à la macro, le soin de montrer que ceux-ci existent, à coup de statistiques, de modèles ou d'autres formalisations dont l'articulation relève davantage de l'analyse combinatoire que d'une quelconque rationalité.

Mais qu'est-ce que le chômage, l'inflation dans tout cela ? Ce ne peut être que des anomalies, des catastrophes, des accidents que le mauvais sort nous a envoyés. D'ailleurs les "réunions au sommet" des spécialistes ne sont pas sans nous rappeler ces longues processions pour implorer la clémence d'un dieu qui nous aurait envoyé la peste, la guerre et le choléra.

Les Keynésiens, alors que tout allait "bien" au dire des indicateurs économiques, nous avaient bercés dans l'illusion que les interventions des gouvernements, liées à la compétence des spécialistes pouvaient éliminer les crises à tout jamais. À cet optimiste maintenant révolu a succédé un pessimisme qui, dans sa compréhension naturaliste, ne peut expliquer la situation qu'en termes de catastrophes et qui, dans son ignorance suffisante, l'a caractérisée vite d'un mot nébuleux : la stagflation.

Malgré tout, un large courant critique se développe jusqu'au sein même du "collège invisible" qui tend à réactualiser l'intérêt pour les théories ricardiennes, c'est-à-dire pour les théories qu'on avait pu qualifier, au nom du progrès scientifique, de dépassées. On peut aussi noter, suprême horreur, que même Marx, l'être honni de la pensée bourgeoise, se trouve à être décortiqué, dépecé et vidé de sa substance pour voir s'il n'aurait pas écrit quelque chose d'intéressant. Et, on voit ces pontifes néo-classiques que sont les Samuelson, Morishima, Bronfenbrenner et autres, venir nous dire que, "somme toute, Marx n'est pas si mal que cela", voire que c'était un "néoclassique qui s'ignorait".

[11]

Jamais comme aujourd'hui, le vide dans lequel nous ont laissés l'apologie et l'empirisme, n'aura été aussi frappant !

C'est dans ce contexte de crise théorique et pratique de la pensée bourgeoise que l'opportunité de créer une revue d'économie politique nous apparaît comme une urgence.

Nécessité, on ne peut plus claire, dès lors que l'on considère l'importance du point de vue critique autant chez les économistes que vis-à-vis de ceux-ci. Pour nous, il est on ne peut plus évident que le but de cette revue, est de renouer de manière vivante et actuelle, avec la critique de l'économie politique et la méthode vis-à-vis de celle-ci, telles qu'elles ont pu être entreprises par Marx tout au long de son œuvre.

Pour beaucoup, le marxisme apparaît bien souvent comme une alternative périmée au paradigme néo-classique. Le mépris à l'égard de la critique de l'économie politique, le rejet d'une approche théorique, le profond anti-communisme hérité de Duplessis et le carriérisme sont autant d'éléments qui ont pu justifier et justifient encore pour certains de ne saisir les problèmes que sous l'angle d'une théorie figée, apolo-gétique et obscurantiste. Or, la critique de l'économie politique ne se réfère pas à des recettes toutes faites. Notre projet ne s'envisage que dans le cadre d'un débat le plus large et le plus ouvert possible, où se confrontent le plus grand nombre d'orientations progressistes et critiques.

## ***II. L'approche globale dans la revue***

Au départ, la revue refuse de limiter son champ d'intérêt à la vision bornée et sectaire dans laquelle les économistes "modernes" veulent consigner l'économie. L'approche critique en économie ne peut pas s'abstraire de la réalité sociale et historique de la société dans laquelle s'inscrivent les rapports économiques. S'il y a une autonomie relative du champ économique, il n'y a pas indépendance de celui-ci qui permettrait de déterminer des lois et des principes universels et éternels. L'économie étant l'enjeu central des luttes sociales, elle ne peut [12] pas être découverte par la "neutralité" scientifique des Samuelson et Tremblay qui n'auraient qu'à transmettre et dévoiler froidement la "vérité" de prétendues mécanismes homéostatiques et tendances à l'équilibre général à une population profane...alors que celle-ci est obligée de lutter sans relâche contre un système dont les contradictions ne cessent de s'accroître !

Savoir qu'il faut manger pour vivre, que les consommateurs ont des besoins à satisfaire, que les biens économiques sont rares, ne nous

apprend rien sur le fonctionnement, la source (base) et le caractère historique transitoire du système capitaliste, rien non plus sur les forces sociales qui déterminent les besoins, provoquent l'insatisfaction (la demande), définissent et produisent les biens économiques et la rareté : pour qui ? pourquoi ? comment ? aux dépens de qui ? dans quelles conditions peut-on remettre en cause les raisons d'être même de l'économie de marché et de la "loi de la jungle".

"Tous les stades de la production ont des déterminations communes que la pensée fixe comme des déterminations universelles ; mais les prétendues conditions universelles de toute production ne sont rien d'autre que ces moments abstraits qui n'appréhendent aucun stade historique réel de la production. "(Karl Marx. "Introduction à la critique de l'économie politique")

La perspective sociale et historique dans laquelle on situe l'économie politique implique une rupture avec la conception impérialiste, fonctionnaliste et métaphysique de la science. La compartimentation des domaines scientifiques a servi à justifier et permettre la vision économiste bien définie de la société, basée sur les critères d'efficacité particuliers et privés de la bourgeoisie, en rejetant au nom de la pureté scientifique ce qui ne correspondait pas au champ restreint de "L'Économique" : les contradictions et les luttes sociales et politiques, et ce qui était "idéologique", i.e. ce qui partait d'un point de vue socialement critique et historique.

Décloisonner et rattacher l'économie politique au social implique nécessairement que la revue soit ouverte aux apports philosophique, sociologique, historique, anthropologique et autres. Il faut favoriser une communication très large et transgresser les frontières formelles :[13] refaire l'unité des sciences sociales. De même, quant au contenu des articles, la démarche critique implique de rompre avec les dichotomies métaphysiques abstrait/concret, théorique/pratique, logique/empirisme, etc. Donc, pas de théorisations de la théorie pour la théorie, ni compilations pratico-pratiques aveugles.

### *III. Le champ d'intervention*

“L’arme de la critique ne saurait remplacer la critique par les armes. ”Karl Marx.

Assurément une revue en économie politique se situe dans le champ théorique et, comme telle, pourrait se limiter à ce niveau. Mais quel en serait l’intérêt alors ? À quoi servirait de mieux saisir le fonctionnement des économies capitalistes si, sans perspectives concrètes, nous tombons dans le fatalisme et le sentiment d’impuissance qui servent aussi bien la reproduction du système que l’optimisme béat et passif ? Au-delà de la critique du système, il faut faire la critique de la critique : chercher la voie du changement-remplacement du système, s’inscrire directement dans les débats politiques actuels, offrir des perspectives de luttes dans une société concrète : le Québec.

L’abstentionnisme, le cynisme ou le conformisme des intellectuels servent bien l’ordre établi. Ainsi, c’est à l’université que se “reproduisent” les “intellectuels organiques” (selon la formule d’Antonio Gramsci) et les idéologues du capital, qui continueront de diffuser ou d’appliquer le discours dominant et d’aliéner et de fourvoyer les forces sociales en lutte, les laissant sans autre alternative que le système de pensée existant et incontesté. On doit tenter d’avorter cette reproduction idéologique dans l’œuf, à l’école. Il faut donc en démystifier l’apparence cohérente théorique, faire éclater la “fausse science”, forcer les intellectuels à sortir du confort de leur tour d’ivoire. Nous devons montrer comment le pragmatisme et la discontinuité du libéralisme formel des néo-classiques et des universités déforment plusieurs esprits critiques ou les font dévier en [14] les rendant éclectiques, en les démembrant. Ceux-ci sont alors incapables de focaliser, d’organiser et de concentrer leurs critiques dans un pôle qui déchirerait la “sécurité scientifique” et l’illusion savante du camouflage intellectuel de l’idéologie dominante, ce qui encouragerait et corroborerait la critique quotidienne et empirique des luttes ouvrières et populaires qui ont besoin de leur propre science contre les illusions et les récupérations du discours officiel.

C’est pourquoi une intervention majeure de la revue sera de critiquer l’enseignement de l’économie et des autres sciences sociales au Québec, offrir aux étudiants des alternatives et des critiques face aux cours

et professeurs qui les endoctrinent, tout en proclamant bien haut la neutralité scientifique.

Concrètement dans la société québécoise, la libération nationale constitue l'enjeu conscient le plus crucial dans la période actuelle. Et les intellectuels de tout poil ne peuvent se contenter de compter les points dans la lutte. 1) L'hégémonie politique du PQ et l'appui explicite (FTQ), "critique" ou implicite des bureaucraties syndicales au gouvernement du PQ, 2) la contradiction entre les intérêts des travailleuses et travailleurs "vs." la paix sociale du PQ (cf. la supercherie de "l'entente" sur la Wayagamack). et 3) l'absence d'un pôle-débats d'intellectuels critiques (et non défaitistes) sur la question nationale québécoise et sur les rapports entre cette libération à faire et les intérêts des travailleuses et travailleurs et les intellectuels critiques progressistes, voire, amené la résignation de certains face à "un Québec impossible" (sic) ou l'absence totale de perspectives au colloque "Un an après : bilan du gouvernement du Parti Québécois" (nov. '77).

La revue devra donc stimuler les contributions critiques diverses, les discussions et les débats sur ce thème et sur celui des impérialismes canadiens et américains au Québec. Conscients que plusieurs étudiants et autres inconnus ont des idées, études ou travaux intéressants et utiles, mais qu'ils ne peuvent diffuser, nous vous invitons tous à faire parvenir vos analyses.

[15]

Évidemment, tous les sujets touchant à la critique de l'économie politique sont les bienvenus, qu'ils s'attaquent à l'oppression et à l'exploitation des femmes, à la nature de l'État, à l'impérialisme en général, au sursis du capitalisme tardif, à la rentabilisation des services sociaux, à l'écologie politique, etc.

De telles pratiques ne signifient nullement que l'analyse scientifique et la théorie n'ont pas de place dans la revue où doivent être dissoutes et perdues dans des analyses et des luttes pratico-pratiques localisées ou désordonnées (parce que sans théorie ni stratégie). Mais, sans tomber dans l'ouvriérisme, les intellectuel(le)s critiques doivent non seulement partir du concret et revenir au concret dans leur analyses, mais aussi rompre leur isolement et leur individualisme dans leur pratique : sortir de leurs habitudes et comportements qui ont été une cause

déterminante du mépris vis-à-vis de la critique de l'économie politique par le monde en lutte et du peu d'interventions valables des intellectuelles dans les dernières années (y inclus le milieu étudiant). Notre pratique limite asymptotiquement notre conscience et notre objectivité dans les sciences sociales.

Telle doit être le champ d'intervention de la revue et de ceux qui y participent.

#### ***IV. L'équipe à l'origine de la revue et votre participation souhaitable***

Aucun grand nom, aucun "bonze", rien que des quidams étudiants ou enseignants. Plusieurs ont participé ou participent à des luttes concrètes dans des milieux divers. La plupart viennent de la science économique. Certains n'ont pas terminé leur "bac", d'autres complètent leur maîtrise, mais tous sont critiques et marxistes. Tous rejettent le sectarisme et l'obscurantisme autant des exégèses dogmatiques de Marx que des apologies académiques néo-classiques.

Si l'équipe rédactionnelle de la revue s'est constituée dans le cadre d'un regroupement disons-le spontané de huit personnes, autour d'une plateforme, on ne peut en rester là dès lors que le but même de la revue est de susciter [16] un débat le plus large possible. Nous ne pensons pas être les seuls, à être "tannés" d'une certaine hypocrisie qui prévaut dans les sciences sociales. La lutte actuelle des étudiants de l'UQÀM en est un exemple vivant. Il nous faut non seulement élargir le plus possible cette équipe mais encore rompre certaines disproportions présentes. Ainsi n'y a-t-il qu'une seule femme, un seul non économiste, une seule personne qui n'est pas de Montréal...

C'est pourquoi toutes celles et ceux qui sont intéressés par ce qui précède et qui veulent travailler sans division traditionnelle des tâches, i.e. écrire les articles, contribuer financièrement (même modestement), participer aux tâches techniques et éditoriales et administratives à la fois et travailler en équipe, toutes celles- et ceux-là sont cordialement invités à faire partie de notre équipe de rédaction.

Enfin, si vous avez des suggestions, des articles, des critiques de livres ou des commentaires sur l'actualité, n'hésitez pas à nous les faire parvenir.

*Sylvie Bouchard (U. de M.)*

*Jean Charest (HEC)*

*Christian Deblock (U. de M.)*

*Pierre Paquette (U. de M.)*

*Alain Côté (U. de M.)*

*Michel Camus (U. de M.)*

*Ronald Cameron (U. de S.)*

*Daniel Boutaud (U. de M.)*

*Vincent Van Schendel (UQAM)*

[17]

**Interventions économiques**  
*pour une alternative sociale*

**No 1**

**“L’ENSEIGNEMENT  
DES SCIENCES ÉCONOMIQUES.”**

**Jean CHAREST**

[Retour au sommaire](#)

Depuis quelques années au Québec, le nombre d’étudiants poursuivant des études universitaires en sciences économiques n’a pas cessé d’augmenter. La plupart d’entre eux ne savent rien du domaine avant d’y pénétrer et ne connaissent donc rien de l’avenir qui les attend sur le marché du travail. L’idée vague que certains peuvent avoir de la science économique est qu’elle leur permettra de comprendre le fonctionnement du système économique dans lequel ils vivent et même possiblement d’en régulariser les mécanismes une fois qu’ils auront accédé à un poste de direction. Ce n’est toutefois qu’après avoir commencé leurs études qu’une bonne partie d’entre eux se poseront des questions sur la validité de ce qu’ils apprennent. Trop souvent les questions demeureront sans réponse, les explications...farfelues. Pour certains ce sera le désillusionnement, la méfiance ; pour d’autres, le rejet, la recherche d’une nouvelle approche ; enfin pour une grande partie il ne s’agit toujours que de déboucher sur le marché du travail. Cela n’empêchera pas la science économique d’être ce qu’elle est et de susciter la critique des non-convertis.

[18]

Dans le présent article, la prétention de porter un jugement final sur la science économique fera place à la nécessité d’expliquer la situation actuelle de l’enseignement de cette science. Il s’agit en fait de savoir comment sont formés les économistes pour pouvoir comprendre le

pourquoi de leur inexactitude à expliquer la réalité. Car quoi qu'en disent les économistes du courant dominant, jamais la science économique n'aura été aussi impuissante à expliquer les faits qu'en cette période de crise économique mondiale.

Mais cette impuissance résulte de quoi, si ce n'est une conséquence inévitable de l'appellation de science avec un si grand *s* qu'on a bien voulu apposer à cette manière fondamentalement sociale et politique qu'était initialement l'économie politique. Malgré le caractère sérieux et objectif des mathématiques, on aura pas réussi à faire de l'économie une science exacte dénuée de toute connotation politique. Et c'est là une grande prétention de l'économie néo-classique qui constitue pourtant la science officielle véhiculée dans nos universités. Même si on lui concède cet aspect scientifique, la théorie néoclassique et ses disciplines n'aura pas réussi à prévoir la crise pas plus qu'elle n'est capable de l'expliquer. Une fois que nous avons compris cela, nous saisissons déjà une bonne partie du problème.

Les étudiants arrivent à l'université et dès le début on les initie à la pensée néo-classique. Tout est clair et bien présenté. Avec des notions d'utilité, d'efficacité et de rationalité, on construit cette science qui a pour objet l'adaptation des ressources matérielles limitées à la satisfaction des besoins humains illimités. Quelques hypothèses de base seront nécessaires et il ne suffira plus que d'analyser le comportement des agents économiques. Partant de la théorie du comportement du consommateur en passant par l'équilibre général jusqu'à la théorie du bien-être, une kyrielle de démonstrations émerveillera l'étudiant tant par leur clarté que par leur objectivité. Pas de noms, pas de chiffres, pas de politique et encore mieux pas d'époque. Un consommateur s'en va sur le marché et consomme son revenu en maximisant son utilité. Le producteur pour sa part va sur le marché et cherche à maximiser son profit. Si les [19] deux s'entendent sur un prix commun alors il y a équilibre. Rien dans cet harmonieux scénario ne laisse voir l'existence de classes sociales ou de luttes entre le capital et le travail. Enfin la science économique est devenue a-sociale, a-politique et a-temporelle. Elle ne vogue plus dans l'irréalisme et l'imprécision des sciences sociales. Mais l'objectivité et la neutralité de la théorie néo-classique ne tiennent qu'au caractère abstrait de sa formulation. Pourquoi partir du fait que l'individu est rationnel alors qu'il ne l'est pas ? Sur quoi reposent les notions d'utilité et de courbe d'indifférence ? Il faut bien se rendre

compte qu'en partant d'hypothèses irréalistes on ne peut arriver qu'à des formulations abstraites. C'est partir de l'abstrait pour revenir à l'abstrait. C'est d'ailleurs tout le problème de la méthode chez les néo-classiques qui suscite pourtant peu d'intérêt pour ces derniers.

Lorsque l'étudiant se rend compte qu'une bonne partie de la théorie ne rime qu'à une certaine logique mathématique, il commence à douter, et avec raison de son applicabilité. Il pose des questions qui demeurent souvent sans réponses. "La main invisible" n'a rien d'une explication scientifique et la faiblesse de certaines autres explications ne fait qu'accroître la méfiance de l'étudiant vis-à-vis de la "science officielle". Celui à qui on avait fait croire au caractère rigoureux et scientifique de l'économie se voit désenchanté. Et cette situation est encore plus critique dans une période comme la nôtre alors que la théorie néo-classique démontre son incapacité à expliquer la réalité. Les étudiants se rendent bien compte de sa faiblesse et du vide devant lequel elle nous laisse.

Bien sûr, il existe certains cours qui permettent aux étudiants de critiquer les fondements de la théorie économique libérale mais ces cours ne demeurent toujours que marginaux. D'ailleurs le développement d'un esprit critique chez l'étudiant ne constitue pas un objectif de premier plan dans le programme des universités. La critique et la remise en question de la théorie néo-classique ne s'effectue donc pas dans le cadre officiel de la formation de l'étudiant mais bien plutôt en marge de celle-ci. De toute façon, il ne s'agit pas de réserver certains cours pour la critique, il faut tout simplement pouvoir critiquer [20] à l'intérieur de chacun des cours. Mais cela s'inscrit dans le cadre d'une modification générale du programme actuel. Et il faut savoir jusqu'à quel point ce dernier semble être immuable. Les revendications des étudiants de l'UQAM pendant la session d'hiver '78 nous donnent d'ailleurs un bon aperçu de la résistance des universités.

Il est de plus en plus évident que la formation néoclassique que reçoivent les étudiants est insatisfaisante et incomplète. Il faut cesser de croire à la suffisance de la théorie néo-classique et à son caractère officiel. La science économique ne se résume pas en la théorie néo-classique. Elle n'est pas a-sociale, a-politique, et a-temporelle. L'objet de l'économie devrait être de comprendre, expliquer et saisir dans son ensemble les lois qui régissent notre société afin de pouvoir en prévoir le développement. Et en ce sens, la théorie néo-classique est défailante

à cause des distances qui la sépare de la réalité. Son échec avoué en matière de prévision constitue d'ailleurs une preuve de cette défaillance. Ne saisissant pas les réalités profondes de notre système, les résultats de l'analyse néo-classique ne pourront qu'être erronés.

Ce qu'il faut comprendre ici, c'est que la théorie néoclassique n'est pas unique et encore moins exacte. Et dans la mesure où on ne fournit pas à l'étudiant d'autre vision que cette dernière alors on ne peut prétendre former des économistes. En fait, la formation que reçoivent les étudiants correspond beaucoup plus à celle d'un technicien en économie qu'à celle d'un économiste même. Pendant les années du baccalauréat il aura appris à appliquer des méthodes de maximisation et à tester des modèles sur ordinateur. Il sera plus apte à jongler avec des formules qu'à réfléchir sur les concepts de base. Pratiquement il pourra occuper, un poste au gouvernement ou dans un organisme quelconque où il aura l'occasion de manipuler certains outils statistiques dans un cadre bien précis. Il travaillera donc au bon fonctionnement des rouages administratifs en place. Ce n'est pas un mal en soi, mais à quoi bon avoir appris toutes ces théories qui n'auront été d'aucune utilité dans ce genre de travail. S'il poursuit ses études il pourra au niveau de la maîtrise apprendre les derniers raffinements en matière de "modélisation" néo-classique. D'aucuns n'auront reçu [21] une formation d'économiste c'est-à-dire une formation qui leur permettrait de comprendre l'évolution des structures du système et de s'interroger sur les développements possibles. Les plus soucieux pourront compléter leur formation par des lectures et des recherches personnelles.

Il ne s'agit pas d'abolir l'enseignement actuel pour le remplacer par un autre ; ce serait substituer l'endoctrinement. Ce qu'il faut, c'est offrir à l'étudiant une vision différente afin de lui permettre d'être plus critique et d'être plus en mesure d'expliquer la réalité. Dans cette vision, il y a sûrement une large place pour la théorie marxiste qui, nous devons le reconnaître, fournit des explications à des phénomènes insaisissables pour les néoclassiques en même temps qu'un rapprochement de la réalité par rapport à ces derniers. O certes, on dira que des cours de théorie marxiste sont offerts, ou tout au moins apparaissent, dans les programmes de cours des universités mais en quel nombre et de quelle qualité. On ne peut passer sous silence l'importance de la théorie marxiste en économie comme c'est présentement le cas. Même certains néo-classiques des plus convaincus en ont avoué l'utilité. Aussi, il

semble que l'enseignement de l'histoire de la pensée économique ait perdu sa place depuis déjà trop longtemps dans les universités. La nécessité de cet enseignement n'est d'ailleurs même pas à défendre. Enfin le remplacement d'un certain nombre de cours théoriques inutiles au premier cycle par des cours pratiques pourrait au moins favoriser le développement de techniciens plus efficaces pour le marché du travail. Il est surtout important que les professeurs cessent de se refermer sur le caractère officiel de la théorie néo-classique. Ils doivent être beaucoup plus ouvert au débat et doivent donc accepter la critique comme un élément essentiel et constructif. Lorsqu'ils auront saisi la gravité de l'orientation qu'on a donné à la science économique et qu'ils descendront de leur tour d'ivoire, il y aura déjà une bonne place pour l'espoir.

La science économique est fondamentalement une science sociale qui n'a qu'un lointain lien de parenté avec les sciences exactes. Nous nous sommes déjà trop longtemps écartés de la réalité en acceptant de participer à la construction d'une théorie objective et scientifique. [22] La crise actuelle et la faiblesse des explications des économistes a amené la science économique dans un cul-de-sac. Alors même que la science officielle avoue son échec, la situation économique a besoin plus que jamais d'un médicament miracle. Il n'est plus question de contribuer au développement de la théorie du bien-être lorsque le nombre de chômeurs atteint les proportions actuelles. Il n'y a pas de science économique objective et officielle et nous devons travailler à redonner un sens à l'économie. Il n'est plus question d'accepter le dogmatisme dont fait preuve la théorie néo-classique et c'est toute la philosophie actuelle de l'enseignement qui doit être modifiée. Redonner à l'économie ses implications sociales et politiques, voilà qui constitue le centre du débat.

*Jean Charest*

[23]

**Interventions économiques**  
*pour une alternative sociale*

**No 1**

## “Le conflit au module de Sciences économiques à l’UQAM.”

**Vincent Van Schendel**  
**étudiant en 2e année en économie**  
**UQAM**

[Retour au sommaire](#)

On aura beaucoup parlé d’enseignement de l’économie en ce début d’année ‘78. En même temps que se tenait à Trois-Rivières un colloque sur l’“orientation et l’enseignement de la science économique”, dont nous parlons plus loin dans ce numéro, une grève perturbait pendant près de 6 semaines le module de sciences économiques de l’UQAM sur des questions ayant trait directement à l’enseignement de l’économie.

C’est le 16 février dernier que les étudiants, réunis en assemblée modulaire décidèrent de déclencher la grève autour de 4 revendications :

- 1) L’obtention d’une semaine de lecture dans la 14<sup>e</sup> semaine de la session pour permettre la révision de la matière avant les examens
- 2) La reconnaissance de la primauté de la langue française dans l’enseignement, la grande majorité des textes de références et des livres de base dans les cours, ainsi que les livres en bibliothèque étant actuellement en anglais.

- 3) Le retrait de l'enseignement d'un professeur jugé inapte à enseigner sa matière par ses étudiants.
- 4) L'embauche d'en 2<sup>e</sup> professeur (le département en compte actuellement un) apte à enseigner la théorie marxiste.

C'est le 4<sup>e</sup> point qui fit l'objet le plus sérieux de la mobilisation, qui suscita les débats et les affrontements les plus vifs. À 3 ou 4 reprises depuis la fondation du département, le même problème s'était posé : quand un poste devenait vacant, les étudiants et quelques professeurs demandaient qu'il soit engagé un deuxième professeur [24] apte à enseigner la théorie marxiste. Chaque fois cette demande s'était heurté au refus formel de l'assemblée départementale qui chaque fois affirmait reconnaître le besoin existant en théorie marxiste mais alléguait des besoins prioritaires dans d'autres domaines ; mais quand d'autres modules commandaient des cours en économie marxiste, on leur répondait qu'il n'y avait pas assez de professeurs au département pour les donner ! Janvier '78 : le seul professeur de théorie marxiste du département obtient une libération de sa charge de cours pour une session. Il est remplacé par un professeur invité qui donnera un cours au lieu de deux normalement par session. Au même moment, le département engage deux nouveaux professeurs d'économie libérale sans tenir compte des besoins exprimés par les étudiants. L'occasion eut pourtant été belle de satisfaire cette vieille revendication. Celle-ci ne visait d'ailleurs qu'à assurer la permanence de l'enseignement de la théorie marxiste au cas où, comme c'était le cas, un professeur obtienne une libération ou un congé et à faire en sorte que les cours ne soient pas toujours donnés par la même personne ce qui est pédagogiquement malsain. Il n'était même pas question de modifier le programme... Rien n'y fit...

Ce refus, allié à des revendications pédagogiques et à la volonté d'étudier en français dans un pays francophone, déclencha la grève. Avant celle-ci, des négociations et des pourparlers avaient eu lieu avec l'assemblée départementale (A.D.). Mais devant l'impasse et pour bien montrer qu'on ne plaisantait pas un avis de grève puis la grève furent votés. Celle-ci jeta stupeur et consternation dans l'assemblée départementale.

Au départ, le conflit demeura local. Il était l'occasion de critiquer l'enseignement officiel de l'économie, les théories libérales et de

réclamer un enseignement critique et complet. Le colloque de Trois-Rivières survint en plein milieu du conflit et la quinzaine d'étudiants de l'UQAM présents y intervinrent dans ce sens. Les média d'information commençaient cependant à publiciser la grève qui sortit alors des limites du module.

[25]

Mais alors que l'exécutif du département avait fait paraître dans "Le Devoir" une lettre somme toute conciliante, le 7 mars : coup de théâtre. L'A.D., à la suite d'une "nouvelle approche au conflit" demande à l'administration de retirer 3 des 4 cours d'économie marxiste de la banque de cours (le 4e, "économie du socialisme" étant considéré comme relevant des "systèmes économie comparés") et de les transférer dans celle d'un autre module, en l'occurrence sociologie "où cette approche prédomine". C'était, dit-on, la pluralité de l'enseignement qui était source de conflits... L'A.D. affirme alors que ses priorités vont 1) aux cours en administration 2) aux laboratoires de recherche (qui soit dit en passant rapporte une petite fortune en subventions au département. Les cours aux étudiants d'économie ne viennent qu'en troisième lieu...

C'est alors que la riposte et l'extension de la mobilisation : débrayages rotatifs de 3 modules (sciences juridiques, mathématiques, études urbaines) pour un jour, débrayage complet du Pavillon Read un jour et demi, lignes de piquetage massive devant le pavillon Carré Phillips, assemblée générale houleuse de près de 2000 personnes au centre Paul Sauvé, alors qu'une rumeur de débrayage général avait couru dans l'université.

Finalement, la commission des études (CE) rejettera la demande de L'A.D., accordera l'embauche, pour une période d'un an d'un professeur invité apte à enseigner la théorie marxiste et la formation d'un comité spécial chargé de proposer des solutions à moyen terme aux problèmes du département et du module d'économie "qui pourront être structurelles". Une entente satisfaisante est également intervenue sur les 3 autres points : semaine de lecture acquise, formation d'un comité paritaire profs-étudiants pour trouver des solutions au problème de la langue d'enseignement ; enseignement en équipe ("*team teaching*") à

l'intérieur du cours donné par le professeur dont le retrait avait initialement été demandé <sup>1</sup>. Pour les étudiants, c'est une victoire.

[26]

### *L'économie à l'UQAM*

Lorsque l'on regarde le programme des cours donnés en économie à l'UQAM, on ne peut s'empêcher de le trouver plus intéressant que celui des autres universités québécoises. On y donne 4 cours marxistes (éléments d'économie marxiste ; théorie économique marxiste ; économie de l'impérialisme ; économie du socialisme), un cours d'histoire de la pensée économique, un de critique des fondements de la science économique, ces deux derniers cours ayant été rendus obligatoires en 1975 à la demande des étudiants ; en plus des cours d'analyse des structures industrielles, de problèmes économiques contemporains, de séminaires de politique économique, d'économie du travail que l'on retrouve souvent ailleurs. À cela viennent s'ajouter bien sûr, les cours de micro et de macro-économie, de commerce international, de monnaie et de crédit, d'économie publique, de théorie monétaire etc... qui constituent le "tronc commun" de n'importe quel département d'économie libérale. Sur les 18 professeurs que celui-ci compte, un seul enseigne la théorie marxiste. Et encore peut-on se demander pourquoi il a été engagé. N'est-ce pas tout simplement parce que ce professeur enseignait au collège Ste-Marie avant la fondation de l'UQAM et qu'il a été engagé d'office comme tous les professeurs du Ste-Marie quand l'UQAM a été fondée ? Un autre professeur enseigne "critiques et fondements". Mais la grande majorité du département est constituée de profs libéraux. Quelques "démocrates" aussi, mais qui le 7 mars ont signé la lettre de l'assemblée départementale demandant le retrait de 3 cours d'économie marxiste (votée à 10 pour, 2 contre, 1 abstention). Dans les cours, c'est bien sûr l'approche libérale qui prédomine ; la théorie marxiste, reconnue officiellement comme importante, ne semble, dans les faits, n'être tolérée que comme cadeau fait aux "contestataires", mais qui n'est

---

<sup>1</sup> Pour un récit et un bilan plus complet des événements, voir le "Bulletin" journal de l'OESE (Organisation des Etudiants de Sciences Economiques de L'UQAM) et l'"Unité" journal de l'AGEUQAM.

guère plus qu'une "idéologie" sans importance pour la "vrai recherche scientifique". Les laboratoires de recherche (le LABREV — laboratoire sur la répartition et la sécurité du revenu — et le LARSI - laboratoire de recherche en sciences immobilières) constituent, on l'a dit plus haut, [27] avec un projet de coopération avec le Maroc (le projet (UQAM-ACDI-MAROC) une priorité sur l'enseignement aux étudiants d'économie, après les cours donnés en administration. Il faut dire que le module d'économie de l'UQAM, qui comprend une centaine d'étudiants, fait partie de la famille des sciences économiques et administratives qui elle en comprend près de 3000 ! C'est ce qui a fait dire à certains que le département d'économie de l'UQAM n'était qu'"une succursale de services d'une H.E.C. locale".

Pourtant, les étudiants qui viennent s'inscrire en économie à l'UQAM (L'université "populaire et démocratique") le font la plupart du temps parce qu'ils s'attendent à y trouver quelque chose de différent d'ailleurs. La réalité à laquelle ils sont confrontés est à l'origine d'un fort taux d'abandon : non seulement le contenu des cours mais aussi la qualité de certains profs, contestés par leurs étudiants partout où ils ont enseigné, en décourageant et en désillusionnant plus d'un.

Le problème n'est pas nouveau à l'UQAM. Le module a été l'objet de multiples tensions depuis sa fondation. En mars '75, les étudiants avaient tenu une journée d'étude sur le thème : "l'économie ça sert à quoi ?" ou on discuta du contenu des cours et de tous les problèmes internes au module. Une autre eut lieu le 14 février '78.

Ainsi, après 8 années de malaises et de conflits latents, la grève du module d'économie aura permis de cerner les vrais problèmes : la pertinence du rattachement du module à la famille des sciences économiques et administratives plutôt qu'à celle des sciences humaines et la remise en question de l'enseignement lui-même, du rôle de l'économiste dans la société.

## *Un enseignement complet*

Mais la remise question du contenu des cours ne signifie pas le “grand chambardement” du jour au lendemain, ne signifie pas marxiser, “peindre en rouge” le département. Qu’on soit d’accord ou pas avec les théories classiques et keynésiennes, il faut les connaître. [28] Une bonne formation technique (mathématiques, économétrie, etc.) n’est pas non plus contradictoire avec une formation critique et inversement. Les revendications initiales des étudiants ne visaient pas à “chasser les profs libéraux” mais à rétablir un certain équilibre au département. C’est dans, et par la mobilisation que l’enjeu du conflit s’est posé en termes plus globaux.

Ce dont il était question, et dont il est encore question, c’est du droit “à un enseignement complet, de qualité, critique et créateur, qui n’exclut aucune approche”, de former des économistes “capables d’œuvrer dans toutes les sphères de la société, tout en ayant une vision d’ensemble et critique de leur domaine de travail, qui ne soient pas de simples techniciens de la répartition des ressources.

La grève est terminée au module d’économie de l’UQAM. Les problèmes ne le sont pas tous pour autant : on commence à sérieusement parler chez les étudiant de rattacher le département aux sciences humaines. Certains parlent même de la possibilité de former un nouveau module : le module d’économie politique.

C’est à suivre...

Vincent Van Schendel  
étudiant en 2<sup>e</sup> année en économie  
UQAM

[29]

**Interventions économiques**  
*pour une alternative sociale*

**No 1**

## “LE COLLOQUE DE TROIS-RIVIÈRES”

[Retour au sommaire](#)

Les 3, 4 et 5 mars derniers s’est tenu à l’université du Québec à Trois-Rivières un colloque sur “l’orientation et l’enseignement de la science économique” regroupant une centaine d’étudiants de 8 universités (UQTR, UQAM, U de M, Sherbrooke, Laval, Mc Gill, Concordia, Ottawa). Préparé depuis plusieurs mois, le colloque fut l’occasion de discuter des problèmes communs et des questions identiques qui se posent dans plusieurs universités, ayant trait aux cours, à l’orientation de l’enseignement et au rôle de l’économiste dans la société. De fait les discussions en ateliers et en plénière furent axées pendant deux jours sur 3 thèmes :

### ***1-) Les structures d’accueil et la pédagogie***

Un consensus en ressortit à l’effet que :

- L’étudiant doit être reconnu le maître d’œuvre de sa formation.
- Il est nécessaire d’offrir et de rendre obligatoire des cours d’histoire de la pensée économique dès la première année du Bacc.
- Il faut faire savoir à tous les étudiants entrant en économie que les mathématiques sont un prérequis essentiel à un cours d’économie tel qu’enseigné actuellement.
- etc.

[30]

## ***2) Le rôle de l'économie et la vision de la science économique***

C'est sans doute le thème qui suscita le plus de débats. On peut schématiquement résumer le résultat des discussions comme suit :

- Le rôle de l'économiste, actuellement, en est essentiellement un de technicien de la "répartition des ressources". C'est un "éconocrate". Les enseignants économistes ont plus de latitude pour une démarche critique, mais les postes sont rares.
- Il faut rendre à l'économie sa dimension sociale et à l'économiste son rôle "d'agent de changement".
- L'économie n'est pas en effet une science au même titre que la physique ou la chimie : elle n'est pas une science exacte. Sans nier l'importance d'une formation mathématique, il conviendrait donc de réduire l'importance de celles-ci dans la formation et d'y introduire davantage d'éléments critiques : historiques, sociaux, etc... Les mathématiques, dans la situation actuelle et dans la majorité des cas, remplissent davantage un vide qu'autre chose et constituent une excuse pour ne pas penser.

## ***3) L'orientation de l'enseignement***

Question très reliée à la précédente...

- on a discuté encore du rôle des mathématiques et de la "dimension sociale" de l'économie. La nécessité d'une formation multidisciplinaire a été reconnue.
- En somme, la science économique doit cesser d'être une technique administrative et replonger dans ses sources qui sont celles de l'économie politique.

Le colloque a ensuite voté un appui unanime aux revendications des étudiants d'économie de l'UQAM alors en grève depuis 2 semaines.

C'est à Toronto, paradoxalement, dans un colloque sur... l'unité nationale, qu'était née l'idée de ce colloque. Des étudiants d'économie de plusieurs universités s'étaient alors rencontrés et en discutant informellement avaient lancée l'idée de ce colloque. Celle-ci fit son chemin et la décision officielle fut prise.

[31]

Deux rencontres préparatoires précédèrent la tenue du colloque. Début mars : tout était fin prêt. Le colloque avait également été précédé par la rédaction de contributions écrites aux débats. C'est ainsi que les étudiants de l'UQAM, de Laval, de Sherbrooke, de l'U de M et de l'UQTR avaient envoyé des textes qui furent discutés pendant cette fin de semaine. L'un de ces textes a été reproduit plus loin.

Les étudiants présents au colloque n'étaient bien sûr pas "représentatif" de tous les étudiants d'économie du Québec en ce sens qu'ils n'étaient pas délégués (venait qui voulait et pouvait), et parlaient en leur nom propre. Tous n'étaient pas non plus forcément d'accord avec tout ; cependant, un consensus s'est généralement établi sur les points énumérés plus haut.

Les discussions soulevées, et la tenue de ce colloque en soi — le 1er du genre — constitue un révélateur assez frappant d'un malaise, pour ne pas dire d'un mécontentement qui règne dans les "sciences économiques", partout où elles sont enseignées. Il aura donc été très positif. Les participants ont d'ailleurs voté l'organisation d'un colloque semblable tous les ans. Rendez-vous donc l'années prochaine...

[32]

*Grocz*

[33]

**Interventions économiques**  
*pour une alternative sociale*

**No 1**

## “RÉFLEXION SUR LE CONTENU DE L’ENSEIGNEMENT.”

**GROUPE DE RECHERCHE CRITIQUE  
EN ÉCONOMIQUE DE L’UNIVERSITÉ LAVAL**

[Retour au sommaire](#)

C’est dans le cadre du congrès de Trois Rivières que le texte suivant fut présenté par un groupe d’étudiants de Laval, dans le but semble-t-il, de situer les théories sous-jacentes à l’enseignement de l’économie. Assurément, le texte est sujet à de nombreuses discussions ne serait-ce que par la schématisation des théories qu’il opère, mais il n’en pose pas moins un certain nombre de questions extrêmement pertinentes sur un enseignement dont la prétention est d’être scientifique et objectif.

note. Le texte étant sans titre, nous nous sommes permis d’en formuler un.

Le présent texte ne tend pas à l’exhaustivité. Il aura pleinement atteint son but s’il constitue un premier jalon vers une réflexion large et approfondie sur le contenu de l’enseignement de l’économie. Plus particulièrement sur le rôle et les implications de ce cours à l’intérieur et à l’extérieur de l’université. Autrement dit il s’agit simplement pour nous de livrer quelques réflexions qu’a suscité à notre niveau l’enseignement en économie.

[34]

Peut-être aussi répondre à plusieurs préoccupations et interrogations du reste légitimes, de la part des étudiants. En voici quelques unes parmi tant d'autres : l'enseignement de l'économie nous permet-il de comprendre et d'interpréter certains faits économiques actuels qui se déroulent sous nos yeux ? ou encore, sommes-nous préparés à devenir des agents actifs de transformation sociale ou alors des technocrates coupés de toute réalité ?

Nous croyons que tout économiste est, en effet, obligé de considérer qu'une théorie est exacte et la théorie contraire par conséquent fausse et c'est bien le cas de plusieurs manuels puisqu'ils ne font état très strictement que d'une partie des théories. L'étudiant doit être rendu libre à l'égard des théories, pour savoir s'il doit adopter un système théorique plutôt qu'un autre. Bien entendu il doit en savoir davantage pour opérer un choix. Encore faut-il qu'il acquit dès le début une grille de lecture des économistes. Cette grille, en quelque sorte, fait terriblement défaut dans le processus de la formation.

Un fait objectif qui nous semble incontestable, est que les économistes peuvent se ranger en deux grandes familles.

D'un côté, nous avons ceux qui partent du point de vue de la production. Ils se caractérisent par les quatre grands traits suivants :

- ils raisonnent du point de vue global d'une économie nationale restituée dans son contexte international ; les phénomènes économiques sont des phénomènes sociaux
- c'est le développement des forces productives qui constitue la base de la dynamique économique ; les autres phénomènes (consommation, répartition) s'en déduisent ou y sont ordonnés ;
- ils considèrent le travail comme seul facteur productif, dès lors le travail constitue la base de tout le système économique ;
- ils reconnaissent la nécessité d'une théorie et d'une loi objective de la valeur, le phénomène des prix ne pouvant se manifester qu'à la superficie des choses.

[35]

De l'autre, nous avons les économistes qui partent du point de vue de la consommation. Ils présentent un système d'interprétation théorique dont les caractéristiques sont inverses par rapport au système précédent :

- ils partent des agents économiques (individu, firme), maximisant les objectifs individuels subjectivement définis (préférences) ; ils produisent une analyse a-historique ;
- l'élément moteur de la dynamique est la décision de consommation d'un consommateur souverain à l'égard du système de production ;
- l'analyse se déroule en terme de prix ; le recours à la valeur n'est jamais indispensable ; quand il a lieu, la valeur est définie selon des critères exclusivement subjectifs (utilité).

Il nous a semblé essentiel de procéder à ce rappel pour insérer la discussion dans son véritable cadre. Notons que le premier groupe d'économistes que nous avons mentionné brille par son absence dans la presque totalité des cours. Si on y fait référence c'est de manière sommaire et souvent caricaturale. La raison de cette "omission", tel est le vrai problème. L'élucider c'est en même temps dévoiler la fonction idéologique de l'enseignement que nous recevons. Nous croyons qu'un raisonnement est scientifiquement fondé à partir du moment où les conclusions se déduisent sans faille des hypothèses. Néanmoins, sans porter atteinte à cette logique du raisonnement il faut noter que l'économie politique comme toute science n'a pas pour objet de fournir un discours hypothético-déductif mais une interprétation du réel, et que la vérité d'une théorie se vérifie toujours dans sa capacité à être utilisée pour la transformation du monde réel. De ce point de vue qu'en est-il de l'économie politique néo-classique, celle qui est enseignée comme étant une vérité révélée.

Tout d'abord les hypothèses. La théorie néo-classique postule que l'individu est rationnel (*l'homo economicus*) est qu'il connaît ses besoins, les prix et son revenu. Connaissant cela l'individu choisit de

manière optimale. Les besoins-prix et revenus sont connus indépendamment l'un de l'autre, tout cela paraît bien superficiel.

[36]

C'est une banalité de dire que les besoins ne sont pas indépendants des prix et du revenu. Ils ne sont pas innés mais sont produits de la société. L'individu est soumis à nombre de déterminations elles-mêmes produites par le développement du système capitaliste. La publicité par exemple est là pour montrer que les besoins ne sont pas donnés et naturels. Dès lors, les prix et les revenus influent largement sur les besoins de l'individu et peuvent modifier ses besoins, voire en créer d'autres.

La théorie néo-classique repose sur des bases très fragiles, remettre en question ces bases, c'est remettre en cause l'existence de la théorie elle-même.

Venons-en maintenant à l'utilisation des mathématiques. "L'économie politique est une science sociale, et donc la théorie économique est une systématisation en terme de logique formelle d'une certaine conception de la société". (Valeur et répartition, Carlo Benetti, p.93).

Des hypothèses d'ordre mathématiques ne sont pas toujours neutres, bien au contraire le choix d'hypothèses est toujours la référence à une idéologie déterminée. Il peut être toujours stimulant de se poser des problèmes mathématiques dans lesquels on a décidé, par convention, de donner un nom économique aux variables utilisées. Sans exclure le recours aux hypothèses car il n'est pas de science qui se construise sans hypothèses, il est nécessaire au moins si celles-ci ou les résultats auxquelles elles conduisent sont conformes au réel, car disions-nous plus haut la vérité d'une théorie se manifesterait toujours dans son adéquation aux faits.

Nous pourrions allonger la liste pour montrer encore le rôle idéologique de la théorie économique enseignée. Nous nous en tiendrons à ces observations pour l'instant en attendant des développements futurs.

Nous ne terminerons pas cette réflexion sans dire quelques mots sur la portée pratique de l'approche néoclassique. Car il faut bien se demander ce que l'étudiant "formé" peut tirer de sa formation, dans la vie professionnelle.

L'école néo-classique s'est livrée à de telles abstractions que, quelque soit son utilité idéologique, elle devenait inopérante pour la

pratique concrète des capitalistes [37] eux-mêmes. C'est souvent ce qui est dénoncé par les industriels lorsqu'ils critiquent le caractère abstrait de la théorie économique contemporaine. Elle peut bien exprimer un connaissance conforme à leur idéologie, mais elle ne leur est pas utile dans la pratique. Il en résulte une série de contradictions nouvelles au sein de la théorie économique.

En résumé, beaucoup de choses qu'on nous enseigne sont inutiles, inadéquates aux faits, insuffisantes pour l'homme concret. Rester indifférent à cet état de fait, c'est d'une certaine manière la cautionner. Il s'agit pour nous étudiants en économie de réagir. C'est un travail de longue haleine et pour cette raison il est temps de commencer tout de suite. Que faire diront certains ? Peut être et avant tout en discuter et si on s'entend mettre sur pied des structures aptes à organiser cette volonté de changement. La mise sur pied d'un groupe de recherche critique en économie paraît constituer un premier pas. "Le marxisme est peut-être trop valable pour qu'on le laisse aux marxistes. Il fournit un prisme critique à travers lequel les économistes du courant dominant peuvent à leur propre bénéfice, examiner leurs analyses." (*Economics : Winds of change. Evolution of economic doctrine*. Mc Graw Hill. New-York, 1973, p.866). Ces paroles sont de l'économiste bien connu P.A. Samuelson. Il peut être difficile de l'accuser d'être à l'extrême gauche. Tout cela pour dire qu'il n'existe pas de discrimination d'aucune sorte pour ceux qui veulent se joindre à notre réflexion. Nous vous y invitons.

*GROUPE DE RECHERCHE CRITIQUE  
EN ÉCONOMIQUE DE L'UNIVERSITÉ LAVAL*

[38]



Dessin de Daumier.  
“Le rêve de l’inventeur du fusil à baïonnette”. 1866.

[39]

**Interventions économiques**  
*pour une alternative sociale*

**No 1**

## “RÉPONSE AU GROUPE DE LAVAL. SUR LA MÉTHODE”

**Christian DEBLOCK**

[Retour au sommaire](#)

Si on se fie aux textes et aux discussions du colloque de Trois Rivières, il semble se dégager chez les étudiants un certain consensus pour donner l’enseignement de l’économie un contenu plus pratique et davantage centré sur les problèmes sociaux.

Disons, de manière à mieux cerner le problème, qu’on reprocherait deux choses à l’enseignement actuel ; d’une part, le positivisme borné du discours et, d’autre part la rupture qui existe entre celui-ci et ce qu’on appelle habituellement la réalité. Dans un tel contexte, l’économiste passe pour beaucoup, pour un technocrate fermé sur lui-même, incapable de répondre aux attentes sociales. C’est au nom d’une certaine inefficacité pratique, que tant le discours que l’approche néoclassique se trouve à être attaqués. Un plus grand pragmatisme, une approche plus pratique, voire une immersion plus grande dans le social permettraient, du moins c’est l’avis de nombreux étudiants, de redonner une nouvelle signification à l’économie et par là, de restituer à l’économiste la fonction (vocation) sociale qu’il semblerait avoir perdue.

[40]

Sans nul doute qu'une telle critique est nécessaire et fondamentale dans la mesure où elle résulte d'une réaction immédiate face à cette approche néoclassique dont le positivisme a amené l'économie sur une voie de garage. Et ceci, se trouve à être directement perçu par les étudiants puisque, chose qui ne s'était vue depuis longtemps, s'interroger sur le rôle de l'économiste dans la société paraît aussi important que s'interroger sur ce qu'on apprend en économie. Néanmoins, là où les problèmes commencent à se poser c'est lorsqu'on s'efforce de préciser davantage ce que serait cette nouvelle approche à l'économie. Et là au premier abord, on ne peut manquer de rester perplexe. Les positions avancées sont souvent aussi caricaturales que celles qu'on reproche aux néoclassiques. L'empiricisme vient se substituer de manière anodine au positivisme, et la neutralité scientifique souvent prônée par les néoclassiques laisse la place à un nouveau missionnariat.

En fait le cœur du problème, c'est que tout en attaquant l'approche néoclassique, on reste malgré tout dans le cadre de cette approche, ou plus ou moins dans le cadre d'une approche qui nous amène aisément à déboucher tant sur le positivisme que sur l'empiricisme.

Continuellement, les discussions retombent sur les dichotomies théorie/pratique, abstrait/concret, imaginaire/réel etc. On va même jusqu'à les retrouver dans l'enseignement lui-même, pour ne pas parler des propres approches des professeurs. Or, se situer à ce niveau, c'est rester à notre avis à un niveau superficiel. En ne posant pas la question de la signification de ces dichotomies, c'est à dire en ne s'interrogeant pas avant tout sur la nature des niveaux d'analyses, c'est oublier comme Althusser l'a montré, que l'analyse scientifique n'est pas neutre de la méthodologie qu'elle utilise. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Marx a pu éprouver le besoin dans les *Grundrisse*, d'exposer sa propre méthode et de définir des concepts nouveaux en regard aux problèmes qu'il soulevait.

S'attaquer à l'approche néoclassique oblige à aller plus loin que la simple opposition théorie/pratique. S'y attaquer, c'est nécessairement s'attaquer à l'approche qui sous-tend l'existence même d'une telle dichotomie. [41] Avec le texte des étudiants de Laval, nous avons là un exemple du genre d'erreurs auxquelles on risque d'aboutir, dès qu'on laisse pour compte cette question méthodologique.

Dans le texte, il y a déjà une première erreur lorsque la théorie néo-classique se trouve à être limitée à l'analyse de la demande. Mais, là où l'erreur devient beaucoup plus grave, parce qu'elle débouche non plus sur la mal-compréhension mais sur la confusion, c'est lorsque la théorie marxiste présentée comme une théorie de la production se trouve à être ramenée dans le champ même de la théorie néoclassique. Poser deux théories dans le même champ, c'est supposer que tant la méthode que les concepts et les problèmes posés sont les mêmes. De manière très explicite, ce n'est certainement pas à cela que veulent aboutir les auteurs du texte ; la présentation des deux théories tendrait au contraire à prouver que la théorie marxiste est plus apte que l'autre à répondre à des préoccupations plus pratiques, qu'elle s'avère donc plus efficace et, nous revoilà au problème soulevé précédemment, à savoir celui de la dichotomie théorie/pratique.

Il n'y a qu'une approche méthodologique à laquelle la dichotomie nous renvoie, c'est l'approche newtonienne.

L'importance de Newton tient autant à son rapport à la physique, qu'à la méthode qu'il y a instauré. Et là, son impact fut considérable. Non seulement son application allait-elle bouleverser l'approche des phénomènes naturels, mais encore celle des questions sociales. L'économie, la politique, la morale etc. allaient sortir de la philosophie et s'élever progressivement au rang de science par la caution que leur donnait la généralisation de la méthode dans ce qu'on pourrait appeler les sciences de la nature. Des auteurs comme Hobbes, Locke, Bentham, Smith ne juraient que par Newton. Comme en témoigne leurs écrits, tous voulaient être des Newtons dans leur domaine de réflexion respectif.

À la base de la méthode, il y a un "présupposé unitaire" pour reprendre Gusdorf, une prétention que les faits s'articulent selon des principes universels. Ce qui est extrêmement important chez Newton, c'est que sa [42] méthode présupposant l'existence d'un ordre, part des faits, c'est à dire de leur investigation empirique de manière à dégager dans leur fatras, les éléments qui permettront de servir d'hypothèses pour dégager les principes, les lois comme telles. Même si on distingue deux plans d'analyse, celui des faits et celui du raisonnement, l'établissement des hypothèses assure la cohésion de la méthode. Dans la méthode

newtonienne, le normatif passe par l'expérimental.<sup>2</sup> C'est cette méthode que l'on transposera dans le champ de l'économie ; c'est à elle que toute la tradition économique, n'hésitant pas d'ailleurs à recourir aux exemples de la nature, recourra pour articuler les faits, faire ressortir les lois que nous connaissons.

La méthode est évidemment radicalement différente de l'approche marxiste, tout comme elle l'est par rapport à l'approche déductive de la scolastique du moyen-âge. On admet que dans l'univers, physique et social, il existe un ordre spécifique, obéissant à ses lois propres que la science aura à révéler. On remarquera que de la sorte Dieu se trouve éjecté de l'analyse causale ; de finalité de l'ordre qu'il était dans la scolastique, il ne deviendra que le garant, voire le gardien.

À première vue, la méthode en posant l'analyse à deux niveaux autorise une certaine spécialisation. D'un côté, il y a les faits que révèlent les hypothèses ; de l'autre, il y a le raisonnement qui découle de ces hypothèses. De là, le positivisme et l'empiricisme dont nous avons déjà parlé. Pour certains, la science s'abstrait des faits. C'est d'ailleurs la vision immédiate que nous avons des néoclassiques. Des chercheurs dans leur tour d'ivoire, construisant des modèles dans lesquels ils semblent enfermer la réalité comme on enferme un diable dans sa boîte. Pour d'autres au contraire, la nécessité de l'action oblige à se cantonner aux faits. C'est cette nécessité qui les amènera à ne pas prendre au sérieux tous ces théoriciens qui ne sont jamais d'accord entre eux.

Pourtant, regardons bien la méthode. Dans la mesure où celle-ci cautionne et, l'autonomie totale du champ économique, et l'existence de l'économie en tant que science, il nous faut aller plus loin que cette vision superficielle des choses. Nous l'avons dit, à la base, il y a [43] un présupposé unificateur. D'autre part, les hypothèses unissent les deux niveaux d'analyse. Il y a donc renvoi mutuel.

Même le pire des empiristes, présuppose dans l'explication des faits l'existence d'une articulation. Même lorsqu'il ne fait que recourir à ce qui lui semble être qu'évidence ou bon sens, il se trouve contraint à recourir à des principes qui ont dû être établis au niveau du raisonnement. La validité de son discours, sa pertinence ainsi que sa crédibilité, oblige à recourir aux principes élaborés dans le discours savant. Pour

---

<sup>2</sup> Nous renvoyons le lecteur à l'article de F. Moreau.

donner plus de poids à son discours, il ira jusqu'à en emprunter les mots. Pensons simplement avec quelle aisance, même des économistes qui se disent marxistes, parlent d'offre et de demande, de coûts d'opportunité, d'économie d'échelle, de facteurs de production etc. Les mots, les principes viennent cautionner le discours quotidien ; le discours qui se veut pratique.

Ainsi en va-t-il de ce que l'on peut appeler le discours savant. Son point de départ est l'observation immédiate des faits, par exemple la montée des prix, les achats individuels, etc. Le discours néoclassique ne tourne pas dans le vide, il se trouve raccroché aux faits dans ses prémisses mêmes. On pourrait même dire qu'il parle de choses bien concrètes, bien immédiates ; comme tel, il nous concerne directement en tant que consommateur, payeur de taxes, ou salarié. Les concepts qu'il introduit, dans la mesure où ils se rapportent à nous autres, à notre quotidien, prennent de la sorte un caractère universel qui facilitera d'autant plus facilement, l'assimilation des principes qui découleront de sa démarche. On avait déjà pu noter une certaine osmose du discours savant et pratique dans le niveau empirique, ainsi en va-t-il au niveau logique. Le contenu quotidien du mot n'est pas vidé lorsque celui-ci devient concept, comme Althusser l'a abondamment montré dans "Lire le Capital".

Si au delà de la dichotomie apparente théorie/pratique, on retrouve l'unité d'une méthodologie particulière, prétendre à critiquer la théorie néoclassique comme inefficace vis à vis du réel, c'est toujours rester dans le cadre même de l'approche qui a pu amener cette théorie. [44] C'est opposer un niveau de l'analyse à un autre niveau, en oubliant qu'au delà de cette opposition se pose la question de l'unité d'une méthode qui s'appuie dessus. De cette façon, non seulement nous n'échappons pas aux schèmes de pensée, à l'idéologie que nous prétendons combattre mais encore encourageons-nous le risque en nous plaçant à un seul niveau, soit celui du théorique, soit celui du pratique, peu importe lequel, de tomber dans cette caricature de science qu'est le scientisme.

*Christian Deblock*



L'engouement pour les conférences scientifiques au XVIII<sup>ème</sup> siècle, vu par James Gillray. "De nouvelles découvertes en matières pneumatiques". 1802.

[45]

**Interventions économiques**  
*pour une alternative sociale*

**No 1**

## “SUR LES PRÉTENTIONS DE LA «SCIENCE ÉCONOMIQUE»”

**François MOREAU**

Bâtie selon les schèmes de la physique, l'économie trouve sa consécration scientifique dans l'élaboration et la vérification empirique des modèles. C'est en ces termes, qu'on pourrait résumer la position de la plupart des économistes, sur la nature de leur science. Tel pourrait également être le point de départ du texte de F. Moreau. Si la question de l'objectivité et de la neutralité scientifique se doit d'être posée dans les sciences de la nature, elle se pose avec une acuité encore plus grande dans les sciences sociales, le chercheur faisant partie intégrante de leur objet.

[Retour au sommaire](#)

Un grand nombre d'économistes universitaires considèrent volontiers leur discipline comme étant la plus scientifique de la famille des sciences sociales. Cette prétention se fonde en grande partie sur l'usage plus intensif des mathématiques, de la formalisation, des programmes d'ordinateur. C'est bien cette prétention à la scientificité que nous voudrions questionner ici.

La recherche des conditions nécessaires pour parler d'une véritable science économique pose au moins deux [46] ordres de problèmes : premièrement, ce qu'est une véritable science en général ; deuxièmement, la spécificité d'une éventuelle science économique.

On entend généralement par activité scientifique, la recherche des lois et régularités qui régissent les processus observés dans un champ particulier défini par l'objet de la science en question, recherche qui

s'appuie sur l'observation et l'expérimentation et produit un ensemble cohérent de propositions vérifiables tirant leur validité de leur accord avec les faits.

À première vue cette définition ne semble poser aucun problème dans le cas des phénomènes naturels constituant l'objet des sciences physiques, qui se déroulent en dehors de toute intervention humaine. Cette dernière suscite toutefois un certain nombre de difficultés dans le cas des sciences sociales, particulièrement :

1. Le fait que la recherche porte sur des phénomènes qui peuvent être modifiés par l'action humaine,



### **Les lois scientifiques de l'économiste.**

Lorsqu'un individu consomme davantage d'un même produit, l'utilité (psychique) totale dont il jouit augmente. Ceci posé, au fur et à mesure que de nouvelles unités se succèdent, l'utilité totale ressentie par le consommateur augmente de plus en plus lentement, ce freinage tenant à une tendance fondamentale de la capacité de jouissance psychique, celle-ci devenant d'autant moins vive que la quantité consommée s'accroît davantage". Samuelson.

[47]

2. La possibilité d'une rétroaction des connaissances dégagées sur la société,
3. L'intervention des "scientifiques" eux-mêmes au coeur du processus qu'ils doivent étudier.

En fait, même les sciences physiques ne sont pas à l'abri des difficultés. Si leur objet est indépendant de l'action humaine, certaines découvertes scientifiques peuvent avoir des implications énormes sur la société et faire ainsi l'enjeu de confrontations politiques. Ainsi, la découverte de la loi de la gravitation universelle remettait-elle en cause les dogmes catholiques, élément central de l'idéologie de la classe dominante de l'époque. Au XX<sup>ème</sup> siècle, on peut encore citer la prétendue cosmologie aryenne de Rosenberg, élevée au rang de doctrine d'état. L'URSS stalinienne fournit également de multiples exemples de l'intervention d'une autorité politique se réclamant du marxisme dans le champ scientifique : rejet de la théorie de la relativité comme contraire au matérialisme dialectique, pronunciamiento en faveur d'une école linguistique déterminée et aussi la célèbre "biologie prolétarienne" de Lipsenko, opposée à la "génétique bourgeoise" de Mendel. Ces problèmes scientifiques soulevaient en effet un enjeu plus vaste, celui du contrôle exclusif par la bureaucratie stalinienne de la totalité de la vie scientifique, culturelle et littéraire du pays, comme une composante de son monopole sur la vie politique. La reconnaissance de la possibilité de produire des connaissances scientifiques reconnues en dehors de l'autorité politique, même sûr des questions de génétique, aurait ouvert une première brèche dans ce monopole.

Néanmoins, les sciences physiques ont pu jouir dans l'ensemble, d'une relative tranquillité au cours des dernières décennies ; les enjeux se sont déplacés dans les sciences sociales. Si la génétique a pu faire l'objet de confrontations politiques centrales à une certaine époque, dans un certain pays, on imagine facilement les pressions qui s'exercent sur la "science économique", là où l'opposition des intérêts de classe se manifeste le plus clairement.

[48]

L'économie bourgeoise cherche à défendre son caractère scientifique en introduisant une distinction qui se veut radicale, entre fins et moyens. La tâche de l'économiste consisterait alors à déterminer la combinaison des ressources la plus efficace pour atteindre une fin donnée. Quant à celle-ci, c'est l'affaire du sociologue ou du politicien que de la déterminer.

Nous avons donc d'un côté les lois économiques naturelles et intangibles, de l'autre, les goûts changeants des individus ; entre les deux, une catégorie de scientifiques employés à déterminer, le meilleur moyen d'atteindre les objectifs fixés.

Mais, c'est là faire abstraction de la réalité sociale.

Contrairement aux sciences physiques, la science économique comme toutes les autres sciences sociales porte sur un objet mouvant. Nous avons affaire à des lois qui se modifient dans le temps, sous l'action d'hommes partiellement influencés par la connaissance qu'ils en ont ; connaissance élaborée par des chercheurs profondément impliqués dans ce qu'ils étudient. Ce réseau de relations intersubjectives historiques compromet gravement les perspectives de transplantation de la méthode des sciences physiques et la possibilité même d'aboutir à une rigueur scientifique comparable à celle qu'on veut bien reconnaître à celles-ci.

Nous ne pouvons faire abstraction du caractère historique des lois qui régissent les sociétés, lois qui ne sont jamais valides que pour une période et un espace spécifiques, et non dans l'absolu. L'histoire ne suit pas une logique immanente et implacable ; elle est forgée par l'action des hommes, bien entendu sur la base des conditions objectives dans lesquelles ils vivent, mais non déterminée nécessairement par elles.

Les sciences sociales n'ont pas affaire à des processus impersonnels et a-historiques, mais à des développements conflictuels, mettant aux prises diverses classes de la société, cherchant à orienter le cours des événements dans la direction conforme à leurs intérêts. Comment rester "neutre" et "objectif" dans une telle situation. Surtout dans la science économique qui traite de l'enjeu principal.

[49]

Certains cartésiens attardés prétendront déduire toute “leur science” des nécessités éternelles de la Rationalité et construire une logique formelle des allocations alternatives, digne de partager avec les mathématiques les cimes de la pensée. Une telle entreprise n’a rien à voir avec la science mais relève plutôt de l’utopie. Cependant la majorité des économistes reconnaissent la suprématie des faits et tentent de construire des théories vérifiables, c’est à dire qu’ils aboutissent à des propositions susceptibles d’être confirmées ou non. L’économétrie leur permet d’ailleurs d’opérer cette confrontation avec toute la rigueur mathématique possible. Le choix entre théories rivales s’opère en principe d’après leur plus ou moins grande adéquation aux faits. Peut-on dès lors considérer leur activité comme “scientifique” au sens où nous l’avons définie, et exempte de toute subjectivité ?

En fait, le parti pris se manifeste principalement à deux niveaux : les problèmes traités, le paradigme choisi.

Les diverses tentatives de définir l’objet de la science économique n’ont pas donné satisfaction parce qu’elles relevaient d’une conception administrative de la division du savoir ; chaque discipline voulant prendre possession d’un territoire bien délimité. Or les sciences (en particulier les sciences sociales) ne se forment pas par l’exploration exhaustive d’un domaine défini dès le départ par l’objet qu’on leur assigne ; elles se constituent historiquement sous la pression des nécessités sociales. Ce n’est que plus tard, qu’elles obtiennent leurs lettres de noblesse académiques ou leur certificat d’objectivité.

Ainsi l’actuelle anthropologie est elle née dans le sillage des conquêtes coloniales européennes au XIX<sup>ème</sup> siècle. Elle est venue du besoin pour le conquérant de comprendre les mécanismes de la société colonisée. Les relations industrielles ont répondu à l’essor du syndicalisme qui créait le besoin de spécialistes des relations capital-travail. Sans gratter beaucoup, on trouve des phénomènes semblables à l’origine de la plupart des actuelles “sciences sociales”.

Et, c’est particulièrement évident quand on considère l’origine des différents courants de la “science économique” ; les mercantilistes théoriciens du dirigisme royal,

[50]



[51]

les physiocrates défenseurs des propriétaires terriens face aux villes et aux bourgeois, puis les classiques champions de la bourgeoisie face aux mêmes propriétaires, puis Marx exprimant le point de vue du prolétariat face à la bourgeoisie industrielle qui jette dans la bataille le marginalisme ; enfin les keynésiens, théorisant l'intervention de l'État dans le capitalisme monopoliste. Tous ces courants ne sont finalement que l'expression du point de vue d'une classe dans une situation historique donnée, point de vue remarquable autant par ce qu'il occulte que par ce qu'il éclaire.

Prenons par exemple les fameuses relations d'arbitrage inflation-chômage, qui possèdent une certaine réalité empirique mais dont les fondements théoriques sont douteux. Les économistes néoclassiques n'en font pas moins une loi économique exprimant une contrainte insurmontable, ceci parce qu'ils tiennent pour acquis le système économique en vigueur et ne tentent que des changements superficiels, à savoir les mesures classiques des gouvernements bourgeois.

Le choix d'un paradigme supposant implicitement le maintien du régime économique en vigueur empêche l'étude en profondeur des ressorts du système, étude qui montrerait peut-être les raisons de l'existence d'une telle relation, sa nature historique et les moyens d'y mettre fin, si ce n'est que ces moyens impliqueraient la fin du système lui-même.

Ces limitations ne découlent pas ordinairement d'une quelconque malhonnêteté intellectuelle mais du point de vue choisi que empêche de considérer toute une série de problèmes.

En reprenant la revue des courants de pensée relevés plus haut, on voit qu'à chaque instant s'opposaient le point de vue conservateur et facilement apologétique de la classe au pouvoir, et le point de vue critique d'une classe ascendante mais encore subordonnée, remettant en cause théoriquement et pratiquement les fondements du régime en vigueur. Naturellement, cette classe est aussi la mieux placée pour penser sa propre intervention comme sujet historique, moteur des changements radicaux.

[52]

Il nous paraît donc impossible de caractériser dans l'abstrait, une véritable "science économique". Nous sommes en présence de savoirs constitués pour leur utilité dans une situation historique donnée, en relations avec les luttes qui s'y déroulent, et exprimant les points de vue des classes qui s'affrontent.

Cela ne signifie pas que certains de ces points de vue ne soient pas plus féconds que d'autres en termes de connaissances, mais cela dépend de la position offensive ou défensive de la classe dont ils sont l'expression et non de leur adéquation à des critères prétendument éternels fixant les conditions de connaissance en soi.

*François Moreau.*

[53]

**Interventions économiques**  
*pour une alternative sociale*

**No 1**

**“ÉPISTÉMOLOGIE ET HISTOIRE  
DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE”**

**D. BOUTAUD (U. de M.)**

Beaucoup se cabrent devant la sécheresse théorique du discours Néo-classique et réclament une théorie plus en accord avec la réalité. Cette attitude est dangereuse. Elle repose sur une erreur concernant le statut épistémologique du discours néoclassique.

Si celui-ci utilise une formalisation de plus en plus sobre, il s'appuie aussi sur le sol “bien dur” des évidences et, les évidences ne s'autorisent que d'une métaphysique occultée. Les néoclassiques ont un pied dans l'empirisme. La sécheresse théorique ne tient pas aux exigences du langage logico-mathématique qui constitue plutôt une garantie, mais au dogmatisme qui ruine la Question.

Une attitude vraiment critique où se construit la réflexion sur le savoir transmis, appelle une étude de nature épistémologique et historique de la pensée économique. Elle doit éviter le piège de l'empirisme car la science ne représente pas la réalité, elle participe à la construction du monde.

[Retour au sommaire](#)

## INTRODUCTION

Le corps de la pensée économique constitue certainement un terrain tourmenté. Balisage, rampes, garde-fous ou manuels sont là pour protéger, guider, préserver des humeurs et glissement libertains, des interrogations indues (souvent appelées “prématurées”, c’est-à-dire qui seront susceptibles d’être posées à un moment plus approprié dans les cours plus avancés, à moins quelles ne soient alors oubliées). Le cours magistral désigne le principal des rites initiatiques par lesquels la Connaissance est livrée : la compréhension de la société capitaliste au niveau de l’échange généralisé.

[54]

Tout est mis en place pour le Culte de la Momie : c’est un corps mort que l’on apprend à célébrer. Les officiants sont fonctionnaires de la transmission de ce savoir. Mais les savants de l’économie politique dominante, dans leur pratique d’invention sont les agents-supports du mouvement du discours, (mouvement que l’on dit fort mouvementé).

Alors pourquoi les acteurs de l’élaboration d’une économie politique bien vivante livrent-ils dans leur pratique enseignante un discours d’une sécheresse dogmatique comme le meilleur de ce qu’ils ont à dire ?

On peut poser la question d’une manière générale (pour les sciences), mais elle obéit ici à une arrière pensée liée spécifiquement à l’économie politique dominante.

Pour une part, le savant contribue à développer une séquence particulière de “sa” discipline, mais la transmission s’opère à la suite d’une accumulation de travaux, de recoupements de préoccupations, de la sanction d’un système général de la science qui aboutiront à une mise en forme “assurée” et “reconnue”. Il y a des délais de maturation “justifiant” l’écart entre ce qui s’élabore et ce qui est transmis.

Ce fait recouvre aussi des situations à caractère symptomatique, pathologique même, quand loin de toucher le développement d’une séquence, elles posent un problème de restructuration de l’édifice.

Ainsi, il faut distinguer entre des travaux portant sur la prise en compte de l'Incertitude dans les décisions des agents et ceux de la "Disequilibrium school".

Les premiers aboutissent à compléter les Manuels d'un chapitre ; les seconds sont associés à un projet plus fondamental visant à englober ce qui le précédait pour restituer différemment la tradition.

Mais pour l'étudiant en économie politique, la question n'est livrée que sous les termes dans laquelle elle doit être posée pour que ce qui la suit (et qui est consigné dans les textes) soit nécessairement la réponse.

La transmission du savoir prend alors la forme particulière du développement d'une problématique comme étau de la Problématique juste.

[55]

Ainsi, attendez étudiants que Malinvaud ait publié une synthèse magistrale des fondements microéconomiques de la macroéconomie ; il se trouve encore, mais discrètement chez Clower, Leijonhufvud, Barro, Fischer ou autres Granmont et Laroque matière à trébucher hors d'un sentier qui sera celui de la tradition nouvellement revue.

La normalisation passe par l'aseptisation de l'enseignement : nulle poussière, pas d'éclats de voix, pas de dissonances intempestives. On invoquera la fragilité de ceux qu'il faut initier ; il faudrait plutôt parler de l'inconfortabilité dans laquelle se trouve le discours néoclassique.

Cette affirmation renvoie à un fait : l'école néo-classique n'est pas l'autre nom de l'économie politique quoiqu'en puisse souvent laisser paraître l'enseignement en Amérique du Nord.

Si l'économie politique trouve certainement une unité dans ses fondements naturalistes, il existe néanmoins différentes problématiques. Elles se traduisent en particulier par des théories de la détermination des prix et de la répartition radicalement distinctes. On peut ainsi écrire autant d'histoires de la pensée économique qu'il y a de problématiques. Il faut insister sur un point : considérant l'économie politique, si la diversité précédente n'était pas de mise, on aurait une histoire de la pensée économique.

Celle-ci serait réécrite avec les grandes restructurations : "à chaque restructuration du système correspond un type différent de totalisation

de la tradition, un type différent de téléologie réassumée par un jugement récurrent”. (M. SERRES. -16-, p.86).

Cette histoire-là restitue une linéarité où l’histoire chronologique proprement dite était faite d’hésitations, des coupures, d’échecs...

Ceci peut rendre compte du désintérêt manifesté par la plupart des savants pour l’histoire des sciences. Et pour qui nie la pluralité du discours économique, il en sera de même vis-à-vis de l’histoire de la pensée économique. Loin d’être essentielle, l’histoire de la pensée économique est appréciée comme musée des étapes du développement de cette pensée (comme on peut visiter [56] un musée de l’aviation : des premiers hommes-oiseaux à la conquête de l’espace). Si la pensée économique progresse, nul n’est besoin de s’attarder à ce qui est aujourd’hui dépassé, et surtout aux égarements (par ex. pour Schumpeter, Ricardo représente un long détour).

L’enseignement économique est dominé par l’école néo-classique. Il s’agit d’abord de lire et de relire les Manuels où est déposée la Vérité. Le dispositif formalisé (à partir de la batterie des postulats explicites) contribue à l’hermétique du discours, et c’est en se refermant sur lui-même qu’il cautionne sa prétention scientifique. La neutralité idéologique du discours est affirmée (cf. l’introduction de l’Economie de R. Tremblay). On peut éventuellement accorder quelque attention à l’histoire de la pensée économique qui balise les progrès réalisés. Tout autre intervention, en particulier d’ordre épistémologique, suscite une répulsion symptomatique.

Là se trouve la force de l’école néo-classique : elle peut bien en même temps (et pour cause...) **charrier plusieurs siècles de métaphysique occidentale**, affirmer sa neutralité idéologique et afficher quelques sourires ironiques à l’encontre de la réflexion épistémologique. Cette masse métaphysique n’est pas une charge pour qui la porte entièrement. Elle délimite les possibilités de questionnement.

Le savant néo-classique répugne à la réflexion épistémologique ; il n’en est pas pour autant exempt d’être porteur de philosophie dans sa pratique scientifique. Il peut être dit avoir une “philosophie spontanée de savant” telle que l’a désignée Althusser.

Dans ce qui suit, nous clarifieront la nature des soubassements épistémologiques de la pratique des théoriciens néo-classiques. Ceci

permettra de rendre compte de la forme sous laquelle est donné l'enseignement.

La transmission du savoir néo-classique s'opère suivant un dispositif de blocage de toute réflexion et discussion de ce savoir. L'enseignement de l'histoire de la pensée économique couplée à une réflexion épistémologique est absolument nécessaire pour susciter la réaction face au discours momifié des positivistes néo-classiques (on ne doit pas rentrer à l'Université comme au Grand Séminaire).

[57]

Remarquons avec G. CANGUILHEM ("Etude d'histoire de la philosophie et des sciences") que "sans relation à l'histoire des sciences une épistémologie serait une doublet parfaitement superflu de la science dont elle prétendrait discourir" ; on peut ajouter qu'inversement "sans relation à l'épistémologie l'histoire des sciences ne saurait littéralement pas qu'elle histoire elle est" (M. FICHANT, -9-, p. 168)

### *Soubassements épistémologiques de la théorie néo-classique*

La pratique scientifique des économistes néo-classiques relève du courant néo-positiviste. Il réalise le couplage de deux pensées : l'idéalisme et le réalisme.

La première s'en remet au sujet transcendantal du cogito, à l'ontologie métaphysico-religieuse. La seconde s'appuie sur la richesse des impressions, la sensation individuelle. Dans le même ordre, elle trouve une expression dans l'empirisme qui fonde la connaissance sur l'expérience. La "sensation" du sujet revêt deux aspects : elle est significative parce que les propriétés sont dans les objets et que le sujet lit ses impressions. Il y a des données du dehors du texte, et la faculté de recevoir. Les deux pensées sont couvertes par les valeurs logocentriques "associées à celles de choses, de réalités, de présences sensibles par exemple, de plénitudes substantielles, de contenu, de référent..." Ainsi, "le réalisme ou le sensualisme, l'empirisme sont des modifications du logocentrisme" (DERRIDA, 7b, p.87).

Remarque : le signifiant “matière” est également problématique pour autant qu’on le restitue comme “signifié transcendantal” (recours à l’idéalisme). Mais “il peut toujours venir rassurer un matérialisme métaphysique. Il devient alors le référent ultime, ...une réalité objective absolument antérieure à tout travail de la marque”. C’est ce qui pointe dans la conception physiocratique de la société, la version économiste du marxisme. Tout cela tient au naturalisme dans lequel baigne toute l’économie politique et qui repose sur” “la réduction de l’État social à un état physico-naturel”, suivant le sens que lui donne J. FRADIN.

[58]

Le néo-positivisme met donc en œuvre un couple dont les termes sont **l’empirisme** et le **formalisme** (logico-mathématique). **La science positive est représentation formelle de son objet donné.** Opposition de base : sujet-objet.

L’intuition de l’objet extérieur et le raisonnement garantissent la production scientifique. La faillibilité de l’intuition n’est pas de mise. Pourtant les mathématiques se sont engagées sur une pente qui ne requiert aucune interprétation sensible. Le concept repose sur la maîtrise en elle-même des symboles à partir du dix-huitième siècle. CANTOR a réclamé la liberté de la mathématique en condamnant l’empirisme : “ce n’est que depuis l’empirisme, le sensualisme et le scepticisme modernes et depuis le criticisme kantien qui en est issu, que l’on croit devoir situer la source du savoir et de la certitude dans les sens où les dites — formes pures de l’intuition du monde représentatif —, en la confinant dans ces bornes ; je suis convaincu que ces éléments ne fournissent aucune connaissance assurée parce que cette dernière ne saurait être atteinte que par des concepts et des notions qui tout au plus sont suscitées par l’expérience extérieure”, (cf. 4, p.48)

Aujourd’hui tout est clair ; “La mathématique est une théorie intérieurement ouverte et extérieurement fermée” (M. SERRES, 16, p.72). Dès lors on ne saurait se soustraire à la question épistémologique de l’efficace propre de la formalisation sur le sens des “objets” maniés. C’est la question du concept comme unité du discours scientifique.

En fait, la question est traditionnellement discutée dans les termes des rapports et différences du système formel des écritures et de son interprétation. La construction formelle n’est pas gratuite, la sémantique des interprétations est requise. Le positivisme logique reflète cette

problématique. “La signification des termes théoriques est déterminée pour une part par les postulats du calcul qui constituent comme on le dit souvent une définition implicite de ces termes et pour une autre par les règles de correspondance appelées également définition coordinatrices, définitions opérationnelles, principes interprétatifs, qui leur procurent un contenu empirique”. [59] (J. BOUVERESSE au sujet de CARNAP, 3, p.124)

Nous ne discuterons pas de cette conception pour faire la part des propositions auxquelles souscrivent ou non les positivistes logiques (connaissance comme production ou représentation, transformation du réel, construction du fait etc..., antériorité du théorique...) Ceci moins par précaution que parce que la pratique des économistes néo-classiques qui nous occupe ici nous place sur un terrain quelque peu différent qui est celui d'un **empirisme vulgaire**. Celui que les travaux de BACHELARD, CANGUILHEM et FOUCAULT, qui sont fondamentalement non positivistes, nous autorisent à disqualifier sans appel parce qu'il place le discours sous la tutelle d'une réalité extralinguistique. Pour ces économistes, loin d'accorder une antériorité au système formel sur son interprétation, il faut comprendre le formalisé comme artifice monté pour représenter, ce qui privilégie le domaine empirique donné. D'ailleurs, en fin de course, les modèles comme sélections à l'infini sur le thème théorique seront jugés sur leur capacité “à rendre compte des faits”. On cherche à fabriquer l'image la plus plausible de la réalité.

La prolixité (stérile) du discours économétrique vaut-elle mieux que la glose portant, à partir de la renaissance, sur la question de la nécessité de l'existence et de la perfection de Dieu pour s'assurer de la portée objective de la perception ? “les mille et un avantages” que l'on retire en tenant pour vrai le fait sans s'attarder sur la vieille question de la possibilité de le fonder comme tel plaident-ils pour le réalisme. Au contrôle de fait correspond la prolifération des montages du modèle à la réalité : distance (au sens que lui prêtent les empiristes) qui a ses sautes d'humeurs et souvent ce qu'on avait cru saisir se dérobe (par exemple la conjoncture internationale s'est modifiée, des facteurs extra-économiques ont joué décisivement...). En fait, il ne s'agit pas d'une distance à combler entre théorie et réalité et il n'est pas essentiel de critiquer la théorie pour son inadéquation au fait ; il faut prendre la lorgnette par l'autre bout et voir clairement comment l'empirisme s'assure des

complicités sémantiques pour se couler dans les formes [60] logico-mathématiques qui cautionnent la scientificité du discours.

Dans les lignes qui suivent, nous illustrerons ce point pour la construction néo-classique à partir de la notion de bien économique. On voudra également attirer l'attention du lecteur sur l'intérêt d'une curieuse recherche en paternité pour un enfant "naturel" (l'économie politique) qui s'en désintéresse.

### ***Bien économique et prix dans le discours néo-classique***

Voyons comment l'empirisme pénètre le "bel édifice" (certains se laissent aller à la jubilation de l'affairement manipulateur, ayant paré au désordre dans un montage unifiant). La théorie de l'équilibre général walrasien se présente comme une analyse de l'organisation sociale sur la base des comportements individuels. Comment peut-on définir l'État social réalisé et y parvenir en tenant les plans décentralisés (subjectifs) pour les données ?

Cette question l'économie politique n'en a pas la paternité ! : la philosophie politique du 17<sup>ème</sup> et du 18<sup>ème</sup> siècle s'interroge exactement dans ces termes. Ceux-ci ne se justifient que pour qui tient l'individu pour le noyau solide de la certitude, du vrai, c'est-à-dire le sujet du cogito, l'homme compris comme doublet empirico-transcendantal (Foucault). On expurge la subordination au niveau ontologique (voir la note de Louis Dumont sur LOCKE et HOBBS, 8, p.242), mais le problème se pose du passage de l'individu libre au Politique qui est avant tout ordre. Quelle est la nature de l'autorité, qu'est-ce qui fonde son existence et sa légitimité ? Mais ce qu'on a chassé par la porte revient par la fenêtre : "la théorie moderne (Locke par rapport à Filmer) apparaît plutôt comme une tentative pour écarter la reconnaissance de la subordination comme principe fondamental, tandis qu'elle produit synthétiquement un ersatz à des fins empiriques, ce que Locke appelle un "Magistrat" (L. DUMONT, 8, p.72).

On s'appuie sur le consentement unanime des membres de la société politique (contrat qui correspond [61] d'ailleurs tout à fait à l'équilibre

politico-économique des néo-classiques ; voir Malinvaud, 14, p.221-222). Contractualisme à la Locke.

Le temps ne ternit pas les “bonnes” questions : “quelle est la main invisible grâce à laquelle cette cohérence (des actions individuelles) assurée ?” (Malinvaud p.106). Cohérence par quoi il faut comprendre que l’ordre social ainsi conçu est **harmonieux** ; et il s’agit d’une conception de base pour les néo-classiques.

**Nous avons vu la question fondamentale** : celle du mécanisme par lequel s’institue l’État social objectif. C’est le passage du subjectif à l’objectif ou de l’individuel au social. Si nous savons déjà que les termes de la question sont ceux d’une conception humaniste, on pourra aussi vérifier dans ce qui suit que la réponse des économistes néo-classiques n’innove guère sur celle des philosophes (en particulier Hobbes) : il faut juste quelques clefs de lecture (doublure de Léviathan — *auctionner* — ou doublure de la doublure — *price setter*). Seulement pour l’économie politique, le discours doit être tenu dans la langue mathématique (le prix est un nombre) et les articulations logico-mathématiques ne sauraient être considérées seulement au niveau de la syntaxe ; le problème sémantique (le sens des concepts) se pose à partir de la structure théorique ; ceci plus que comme efficace propre sur le sens, qui suggère que l’on organise avant tout des “notions” importées avec leur sens du dehors du texte (de la théorie).

Voyons cela de plus près quoique succinctement puisqu’il s’agit plus de susciter la réflexion que de développer une thèse.

L’exposé néo-classique débute par la définition des marchandises et des prix :

- “une marchandise est un bien ou un service complètement spécifié physiquement, temporellement et spatialement”
- “à chaque marchandise est associée un nombre réel, son prix ph. Ce prix peut s’interpréter comme le montant payé maintenant par un agent pour chaque unité de la marchandise qui sera mise à sa disposition” (DEBREU, 6, p.35-36).

Il faut donc faire confiance à l'empirisme pour ne pas s'arrêter là. En fait le risque n'est pas grand car l'étalage de l'épicier semble offrir des produits physiques comme naturellement étiquetés par des prix (des nombres). Loin de faire violence à l'entendement commun, il semble légitime de s'appuyer sur ce que notre conscience tient pour certain (louons Descartes !). DEBREU précise que l'exposé préliminaire sur les marchandises et les prix "n'a aucun rapport avec le développement logique de la théorie. Son but était de fournir des interprétations possibles de cette dernière". On a affaire à une collection d'objets physiques pour fonder l'interprétation. "seulement rien n'est plus indistinct et plus empiriste que la notion d'une collection d'objets, au point qu'à s'y tenir la sémantique n'aurait aucune chance de s'articuler scientifiquement : c'est uniquement dans la mesure où elle dispose du concept mathématique d'ensemble et transforme par son effet la notion de multiplicité d'objets que la théorie des interprétations d'un système formel échappe à cette impuissance" (BADIOU, 1, p. 37). Cette impuissance trouve facilement des illustrations : suivant FRADIN celle de l'archéologue des temps futurs face aux objets du mode de production capitaliste, suivant BAUDRILLARD celle de la classification zoologique de Borgès.

Dans la perspective humaniste on se situe par rapport à la problématique homme-nature, soit celle du besoin et des biens. Les besoins sont pris comme données. Leur représentation est classement, organisation de l'espace des biens physiques par l'individu. Il est plus juste de dire que l'individu est ce classement de biens ; il est une liste ordonnée de biens physico-naturels. Les néoclassiques peuvent bien proclamer que la représentation formelle de l'ordre des préférences (préordre) est suffisante, il est nécessaire de s'accorder un instrument plus puissant pour dériver des résultats essentiels : une fonction d'utilité continue représentera alors les préférences. Ceci présente l'énorme avantage de pouvoir associer à chaque classe d'indifférence un nombre réel ; le classement des préférences est assuré en profitant de l'ordre complet de "R". On prêtera alors quelque attention au fait que les taux marginaux de substitution comme rapports [63] physiques de quantité n'ont aucun dimension subjective, si bien que les utilités non plus (en passant au TMS on n'a fait exprimer autrement les préférences en utilisant les propriétés de l'espace euclidien).

Dans quelle mesure répond-on au problème posé ? Pour qu'il y ait équilibre de l'agent, les prix subjectifs (les TMS) doivent être égaux aux prix sociaux si bien que les courbes d'utilité sont construites de telle façon que la connexion (commensurabilité) soit possible. Quelque soit la situation on confond les systèmes de prix internes individuels et externes sociaux : ceci est obtenu par **objectivation du niveau individuel** puisque l'individu est liste de biens physiques dont le traitement formel aboutit à l'expression des appréciations individuelles (TMS) comme rapports physiques de quantités homogènes suivant les agents.

On réduit donc considérablement la généralité de la question du mécanisme d'institution de l'état réalisé puisqu'on abandonne les individus bien que la présentation tende à voiler la chose, pour s'appuyer sur la métaphysique de l'Individu et de ses relations à la nature par l'entremise du besoin (la dimension subjective est objectivée au niveau physico-naturel). Corrélativement on abandonne aussi la dimension proprement sociale de l'état objectif réalisé puisqu'un rapport de prix est postulé comme rapport de quantités physiques.

Les évidences de l'étalage du commerçant ne nous dispensent pas de l'interrogation concernant la possibilité d'associer un nombre à une "chose". Comme J. FRADIN l'a montré l'opération constitue une erreur si la chose est l'objet physico-naturel de l'empirisme vulgaire.

Le problème posé en philosophie politique depuis le 17ème siècle et que le projet néo-classique prend en charge ne semble trouver une réponse que parce qu'on en a modifié les termes et réduit la portée (par assimilation des prix subjectifs et objectifs à des rapports de quantités physiques).

Au départ on n'a pas vraiment d'individus mais l'Individu et annulation de la dimension proprement subjective (c'est pourquoi Robinson convient si bien aux illustrations qui auraient valeur "heuristique").

[64]

À la fin pas d'état réalisé proprement social puisque ses caractéristiques sont exprimables en quantités physiques. La naturalisation du social constitue le coeur du discours métaphysique ; c'est aussi une conception remarquable pour que cette dimension soit occultée : l'économie politique pure (WALRAS) ne traite-elle pas de faits naturels comme le prix ? La réduction de la dimension du problème peut trouver une expression légèrement différente considérant l'erreur introduite avec le postulat du Numéraire (Voir "**Les Fondements Logiques de la Théorie Néo-classique de l'Échange**").

Hors de l'équilibre s'applique l'essentiel de la situation objective réalisée : le caractère homogénéisant des prix propre au niveau social de l'échange. La construction au niveau individuel (analyse de l'utilité) est conceptualisée de façon à assurer sans problème et avant l'équilibre la normalisation des individus. Quand on introduit les contraintes de budget l'individu comprend déjà le langage (code) de l'état réalisé. Ceci ne manifeste pas autre chose que l'impossibilité de produire théoriquement et donc de concevoir scientifiquement l'institution sociale comme résultat d'un mécanisme de passage individu — société. Le prix propre à l'état social ; qu'il soit **compris** avant l'équilibre parce que de même nature à tous les niveaux (pas de distinction imaginaire — réalisé) exprime l'irréductibilité de la "subversion" opérée par l'artifice.

"L'autorité n'en réside pas moins fondamentalement dans la transmission plus ou moins explicite ou diffuse d'un sens et dans la compréhension plus ou moins adéquate, plus ou moins illusoire de ce sens, dans la convergence des intentions autour de l'intention dominante de l'un ou de quelques uns... C'est pourquoi l'autorité trouve son instrument dans le signe, et son instrument privilégié dans le signe chargé de la plus grande densité de significations explicitées, dans la parole. L'autorité a besoin d'un langage. Tout langage porte en lui-même une autorité et son emploi la confère même si elle est inefficace." (R. POLLIN, 15, p.215).

Que les objets comme porteurs de significations sociales constituent un code (Baudrillard), que comme marchandises ils fonctionnent comme signes linguistiques [65] (Derrida), ceci nous permet de comprendre comme pouvoir hégémonique du social le fait du prix ayant un sens pour l'agent individuel.

## CONCLUSION

Les développements précédents avaient pour but d'illustrer positivement la nécessité et la fécondité d'une réflexion épistémologique et historique. Si les développements retenus s'attachent à la question épistémologique du sens du concept, comme intérieur à la théorie, l'aspect historique est également inéliminable. Ce type de réflexion doit porter à la fois sur la diversité des discours économiques et sur l'unité en quoi se définit l'économisme. Une étude fouillée permettrait d'établir le champ différentiel des lignes de forces du discours. On pourrait en tirer le profit d'un certain discernement face aux mouvements, aux transformations qui sont produits par l'invention. (Par exemple : pourquoi est-il aujourd'hui de bon ton de prendre pour référence un équilibre à la BENASSY ?)

On répondra ainsi à notre question introductive : la forme de transmission du savoir (dans l'enseignement) ne reproduit pas autre chose dans le cas néo-classique, que ce que sont contenu vérifie, l'irréductibilité de la subordination au politique.

Le discours néo-classique de par la "philosophie spontanée" positive (empiriste) qui anime ses savants hygiénistes est rouage privilégié de la normalisation de ceux qui le reçoivent.

*(Daniel Boutaud)*

[66]

## **BIBLIOGRAPHIE**

- (1) BADIOU A. "Le concept de modèle" Cours de philosophie pour scientifiques. Théorie IV, Maspéro 1970.
- (2) BENETTI C. "Valeur et répartition" P.U.G. et Maspéro, 1974.
- (3) BOUVERESSE J. "Le positivisme logique" dans *Histoire de la Philosophie*, sous la direction de François CHATELET, XX<sup>e</sup> siècle, Val.8, Hachette 1973.
- (4) Cahiers pour l'analyse, 10, "*La formalisation*" Seuil 1969.
- (5) CARTELIER J. "Surproduit et reproduction" La formation de l'économie politique classique, P.U.G. et Maspéro 1976.
- (6) DEBREU G. "Théorie de la valeur, analyse axiomatique de l'équilibre économique" monographie de recherche opérationnelle, DUNOD 1966
- (7) DERRIDA J. "*De la grammatologie*", Collection "Critique", Editions de Minuit, 1967  
"Positions", Collection "Critique", Éditions de Minuit, 1972
- (8) DUMONT L. "*Homo Aequalis*" *Genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, N.R.F. Gallimard 1977
- (9) FICHANT M. "L'épistémologie en France" dans *Histoire de la Philosophie*, sous la direction de F. CHATELET, le XX<sup>e</sup> siècle, Vol.8, Hachette 1973
- (10) FICHANT M. et M. PECHEUX "*Sur l'histoire des sciences*", Théorie III, Maspéro 1969

- 
- (11) FOUCAULT M. "Les mots et les choses", Une archéologie des sciences humaines, Gallimard 1966
- (12) FRADIN J. "Les fondements logiques de la théorie néo-classique de l'échange", P.U.G. et Maspéro 1976
- (13) LECOURT D. "Pour une critique de l'épistémologie" (Bachelard, Canguilhem, Foucault), Théorie, Maspéro 1972
- (14) MALINVAUD "Leçons de théorie microéconomique", Nouvelle Ed. Dunod, Bordas 1975
- (15) POLIN R. "Ethique et politique", Philosophie politique Sirey, 1968.
- (16) SERRESM. HERMES I "La communication" Collection "Critique", Editions de Minuit 1968

[67]

**Interventions économiques**  
*pour une alternative sociale*

**No 1**

## “L’ÉCONOMIE ET SON CHAMP D’ÉTUDE”

**Le Collectif**

[Retour au sommaire](#)

*Pour beaucoup d’économistes revenir sur la question du "domaine de l’Economie” alors que le champ d’étude semble bien établi, c’est à la fois revenir sur des questions historiques qui ont été une fois pour toutes résolues et, réouvrir un débat philosophique sur les prémisses d’une science dont la signification se situe avant tout aujourd’hui, dans les conclusions qu’elle apporte. Revenir sur cette question, c’est à la fois se placer dans le passé alors que les problèmes à résoudre se situent au présent, et philosopher alors que la scientificité même de l’économie cantonne celle-ci, à la solution des problèmes.*

*Somme toute s’il ne s’agissait que d’une question de définition voire de mots comme certains le prétendent, on aurait guère à s’intéresser bien longtemps là-dessus. Une définition ne vaut que ce qu’elle vaut. Cela pourrait aisément être débattu dans le cadre du cours de la pensée économique ou dans une introduction à l’économie. Après tout, tout le monde sait ce que c’est que l’économie et pour reprendre Viner, “Economics is what economists do”. Pourtant, même chez un Samuelson qui au contraire de bien d’autres n’a pas esquivé le problème, on sent dans la définition qu’il apporte, un certain malaise. Certes, lorsque celui-ci précise ce que l’économie est ou n’est pas et qu’il définit l’objet de l’économie, son discours semble à première vue plein d’assurance. Mais au delà de cette impression immédiate, on peut se rendre*

*compte que pour défendre la scientificité de l'économie face à la critique que Marx en a faite, il lui faille se réfugier dans le volontarisme de l'économiste et par là même, "dissoudre comme le note Godelier, l'économique dans une théorie formelle de l'action finalisée." Quant à la justification de l'universalisme que soulève cette approche, Samuelson prétendra la trouver dans une anthropologie à la petite semaine.*

[68]

*Un peu paradoxalement, c'est de l'anthropologie qu'allait émerger la nécessité d'une interrogation sur la nature du champ de l'économique. En resituant la question de l'échange et celle de l'efficacité dans des sociétés au mode de fonctionnement différent de la nôtre, des anthropologues comme Finley, Polanyi, Godelier et d'autres allaient par la remise en cause de l'universalisme et du déterminisme omniprésents dans la Science économique actuelle, permettre non seulement de recouvrer la nature sociale des rapports économiques, mais aussi par là, de mieux saisir le degré d'autonomie dont ils peuvent disposer dans nos économies capitalistes. C'était évidemment renouer directement ou indirectement selon les auteurs, avec la méthode telle qu'exposée par Marx dans ses "Grundrisse" notamment.*

*C'est dans cette optique que nous avons voulu poser la question de la définition de l'économie, c'est à dire en ramenant celle-ci au champ particulier qu'occupent dans le champ social, les relations économiques. Pour certains, ce sera peut-être avec un certain étonnement que nous partirons d'Aristote pour déboucher tant sur la science de l'Économie Politique que sur la critique de celle-ci ; cependant, ce sera l'occasion de sortir du cadre marchand auquel nous sommes trop habitués.*

---

## I - ARISTOTE ET L'ÉCONOMIE

“L’œuvre d’Aristote est ...passable, prosaïque et quelque peu médiocre. Elle dépasse à peine le sens commun avec légèrement plus d’emphase.”

Schumpeter, cité par Polanyi in, “les systèmes économiques”, Larousse 1975. p.94.

**I.A.** En associant la question du progrès au développement de l’échange et du commerce, les auteurs classiques ont largement contribué à l’approche négative qu’on peut avoir vis à vis d’un auteur comme Aristote. Il faut bien voir que dans leur tentative pour justifier le développement du capitalisme, les classiques ne pouvaient manquer de rejeter la conception aristotélicienne du commerce, qui au travers des écrits de St Thomas d’Aquin, tentait à faire du “kapelos” autant un marchand qu’un “escroc, un charlatan et un imposteur.” [69] Nécessairement, en réfutant la théorie de l’échange-vol pour y substituer la théorie de l’échange avantage mutuel, les classiques plaçaient Aristote dans le lot des philosophes de l’obscurantisme et de l’anti-progrès.

Plutôt que de voir en Aristote un mauvais économiste, il semble qu’il faille voir en lui comme le font Polanyi et son école, un “témoin oculaire du développement du commerce marchand.” Peut-être pour la première fois, un auteur portait une réflexion extrêmement féconde sur la nature du commerce, sur la richesse et sur les marchands dans une société où les rapports économiques étaient loin d’avoir cette autonomie qu’on leur connaît aujourd’hui.

Les distinctions qu’il opère notamment entre l’économique et la chrématistique <sup>3</sup>, son attitude face au marchand ainsi que son approche à l’échange nous renvoient à des questions importantes concernant l’autonomie de l’économique. Sans qu’il faille nécessairement suivre Aristote, il n’en demeure pas que certaines idées extrêmement importantes ressortent tant dans l’Ethique à Nicomaque que dans la Politique, sur la nature des rapports économiques et sur leur saisie.

---

<sup>3</sup> Chrématistique. “Art d’acquérir” la richesse.  
Économique. “Administration de la maison”

Par l'approche différente à l'économique chez Aristote ou chez un néoclassique, nous sommes nécessairement renvoyés à la nature de la société dans laquelle ces auteurs s'intègrent. Par la comparaison, nous sommes ainsi portés à poser trois questions importantes,

- a. Quel est le rapport existant entre l'économie et la politique ? Dans les deux approches, le côté gestion de l'économique (son aspect "formel") ressort clairement pourtant chez l'un nous sommes renvoyés au déterminisme du politique sur l'économique, chez l'autre à l'inverse.
- b. Quel est le champ de l'économique ? Se ramène-t-il à la sphère des échanges marchands ? Se définit-il par les relations qui nous ramènent à l'activité sociale, ou bien par les biens qui circulent qui eux, nous ramènent aux individus ?

[70]

- c. Comment se situe l'intérêt du marchand (le kapelos pour Aristote, la capitaliste pour nous) par rapport à l'intérêt social ? Y a-t-il exclusion ou osmose entre les deux ?

Voilà des questions qui seront à l'arrière plan de la présentation que nous voudrions faire maintenant, de l'économique chez Aristote.

**I.B.** Distinguant entre la politique qui concerne l'administration de la cité et l'économique qui elle, concerne l'administration de la maison, Aristote pose dès le départ, les questions économiques sur un plan social. D'une part, il renvoie à l'organisation sociale (administration), d'autre part, par la distinction de niveau qu'il fait, il considère l'existence de rapports sociaux particuliers au sein de la société. La détermination sociale sur les rapports économiques est ainsi posée explicitement dans les définitions qu'il donne du politique et de l'économique.

“L’Économique et la Politique diffèrent non seulement dans la mesure où diffèrent elles-mêmes une société domestique et une cité (car ce sont là les objets respectifs de ces disciplines), mais encore en ce que la Politique est l’art du gouvernement de plusieurs, et l’Economie celui de l’administration d’un seul”. Les Économiques.

Penser qu’Aristote ne pose la question de la détermination sociale de l’économie uniquement parce que les rapports marchands étaient peu développés serait une erreur à notre avis. Au contraire même. Il était tellement conscient de ce que pouvait signifier le développement du commerce pour des sociétés de type “holiste” comme la Grèce, qu’il tendra à considérer celui-ci comme un “mode antinaturel de la richesse” ; et, par voie de conséquence, il sortira l’échange de l’économie.

Autant peut-être chez les néoclassiques tendra-t-on à réduire l’économie à l’échange marchand, autant celui-ci en sera-t-il exclu chez Aristote. Pour les premiers [71] c’est le déterminisme économique qui amène à une telle réduction ; pour le second, c’est le déterminisme du politique qui justifiera l’exclusion. Malgré tout en distinguant le politique de l’économie, Aristote vise juste en posant et, le particularisme, des relations économiques parmi les relations sociales, et au delà de ce particularisme leur nature sociale elle-même. L’économie renvoie à la manière sociale de se procurer et de répartir les biens nécessaires à la subsistance. Considérant que la manière sociale varie selon les types de société (pour lui, selon les régimes alimentaires) et que les biens nécessaires se définissent d’après les critères sociaux qui “rendent les hommes heureux”, on peut aisément retrouver chez Aristote, l’esquisse du concept de mode de production que définira de manière beaucoup plus précise Marx.

Enfin, de manière plus spécifique en assimilant l’économie à l’administration domestique, Aristote consacre l’importance qu’avaient les rapports de redistribution dans l’ensemble des rapports économiques. S’il s’agit évidemment d’une spécificité des sociétés antiques, il n’en demeure pas moins vrai que ces rapports existent encore dans le capitalisme, quoique nous ayons trop souvent tendance à les oublier ou à les laisser de côté dans les débats, notamment sur le rôle de l’État et du marché.

**I.C.** Voyons maintenant la distinction qu'Aristote fait entre l'économique et la chrématistique qu'on peut assimiler au commerce comme tel.

Si on le suit, l'échange n'est pas le commerce. L'échange comme moyen "d'acquisition naturelle des richesses fait partie de l'économique" (administration domestique). "Par nature", l'échange ne "fait partie de la chrématistique" et "l'économique ne se confond manifestement pas avec la chrématistique." À première vue, on aurait immédiatement tendance à donner raison à Schumpeter ; Aristote ne semble guère avoir compris ce qu'était l'échange. Mais essayons d'aller plus loin que cette confusion.

[72]

Pourquoi l'échange fait partie de l'économique et non de la chrématistique ?

Reprenons les arguments d'Aristote.

Lorsqu'il parle de l'échange, il le situe dans le prolongement de la famille. Il apparaît à partir du moment où la famille s'étend, c'est-à-dire à partir du moment où "la dispersion fait naître des besoins réciproques en grand nombre." l'échange se justifie alors socialement en sous-tendant implicitement une certaine division sociale du travail. Chaque famille trouve alors dans l'"échange" un avantage mutuel, ce qu'il appelle, une "aide réciproque". Mais alors s'agit-il réellement de ce qu'on appelle habituellement des rapports d'échange. Non. Ce qu'Aristote appelle échange n'est rien d'autre que des rapports de réciprocité, c'est-à-dire d'un autre type de rapports économiques. <sup>4</sup>

Deux éléments viennent confirmer cette assertion. Tout d'abord dans l'échange Aristote distingue la relation elle-même, de l'objet de l'échange et de la monnaie. Pour lui, l'objet de l'échange ne nous dit rien sur la nature des relations économiques ; il peut autant provenir de la guerre que de l'échange. Dans le premier cas nous sommes renvoyés au politique, dans le second à l'économique. Dans l'échange, la relation, le rapport pour nous prime sur l'objet qui a son tour prime sur la

---

<sup>4</sup> On retrouve la conception actuelle de l'échange dont l'origine se trouverait non dans l'existence de surplus mais comme une nécessité posée par les rapports politiques tant au sein des communautés qu'entre les communautés. On renverra le lecteur à l'article de D. Boutaud sur la question de l'échange.

monnaie. Servant autant “à rendre comparable entre eux tous les objets qui donnent lieu à l’échange” qu’à permettre l’acquisition des biens, la monnaie n’est guère qu’une convention sociale. La véritable richesse n’est pas d’accumuler des biens ou de la monnaie mais de “vivre heureux”, ce qui nous ramène à la question de la détermination sociale.

Le second élément, c’est cette citation d’Aristote,

“En matière d’échange, ce qui commande tout c’est en effet cette sorte de justice que nous appelons réciprocité, à la condition d’y voir un retour par équivalence et non par égalité brutale”. Éthique à Nicomaque.

C’est du célèbre “juste prix” qu’il s’agit. Celui-ci se définit non comme un terme contractuel, comme un chiffre mais comme ce que Polanyi appelle “une réponse adéquate.”

[73]

L’accent mis sur la relation elle-même et sur “le retour par équivalence” nous laisse envisager le fait que ce qu’Aristote appelait échange n’était que réciprocité. Ce point n’est pas sans importance, puisque par la perpétuation de la confusion entre l’échange et la réciprocité, les classiques pourront aisément reprendre la notion bien connue à l’époque, du juste prix et pouvoir justifier le capitalisme par l’échange marchand. Non seulement chacun y trouverait son compte (la théorie des avantages comparatifs) mais encore, la fixation libre des prix garantirait l’obtention d’un prix juste et équitable pour les partenaires.

Quant à la chrématistique, c’est elle qui englobe notre notion de l’échange. “Mode antinaturel d’acquisition de la richesse”, le commerce est anti-social et le marchand n’a pas droit de cité pour Aristote.

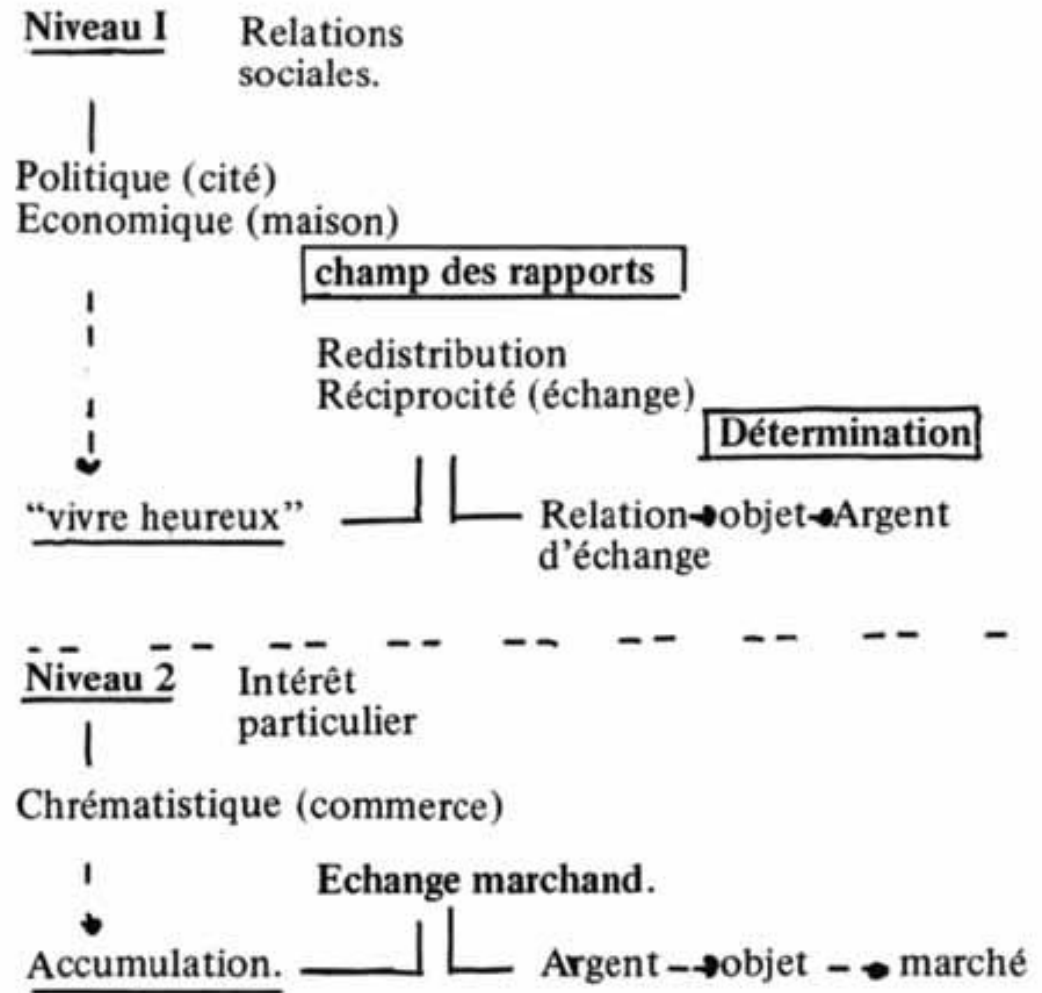
Ici toute l’analyse s’inverse. L’argent prime sur l’objet et l’objet prime sur la relation d’échange ; nous ne sommes plus rapportés ici au social mais à l’individu ; ce n’est plus de vivre heureux qu’il s’agit mais de vivre, de rechercher son intérêt particulier dans une accumulation sans fin. Citons ce que dit Aristote à propos du commerce,

“L’argent est son unique affaire, car l’argent est le moyen et le terme de l’échange. Et, la conséquence manifeste c’est qu’il n’y a pas de limite à la fortune acquise par cette voie...” Politique.

“Ces gens là (kapelos) font argent de tout, parce que l’argent pour eux est la fin et que tout s’oriente à la fin.” Politique.

On comprend dès lors le mépris d’Aristote pour le marchand puisque le commerce se situe à un autre niveau d’analyse que l’économique, l’un étant exclusif de l’autre. Si le commerce vient à se développer, ce ne peut être qu’au détriment de l’économique ; pour Aristote, cela signifie la détermination du niveau 2 du schéma ci-dessous, sur le niveau 1 et donc, l’établissement d’un nouvel ordre social. C’est du moins dans ce sens que l’on peut le comprendre lorsqu’il oppose l’acquisition naturelle des richesses à la chrématistique.

[74]



## II - DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE À L'ÉCONOMIQUE

### **II. A. LES CLASSIQUES ET L'ÉCONOMIE POLITIQUE.**

**A.I** Le développement du capitalisme à partir du XVI<sup>ème</sup> siècle allait progressivement amener de profonds changements dans la réflexion sur l'économique. Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'ancienne approche aristotélicienne reprise par St-Thomas d'Aquin, était loin de correspondre à cette nouvelle réalité sociale. Le rôle de plus en plus déterminant de la bourgeoisie, l'extension rapide de l'échange marchand, l'énorme accumulation [75] de richesse, son étalement par les parvenus, tout cela n'entraînait guère dans les cadres de la pensée féodale. Déjà les mercantilistes avaient pu répandre non seulement l'idée que la richesse d'une nation se mesurait en termes d'or ou d'argent comme celle d'un marchand, mais encore que la liberté économique était une condition sine qua non à tout enrichissement. Avec les physiocrates, l'idée de la mesure va prendre encore plus d'importance au travers de la présentation de leur circuit économique. Par eux, nous commencerons à avoir une vision comptable des rapports économiques (d'échange en fait) en les présentant en termes de circuits donc, de flux et de comptes dont nous pourrions tirer des soldes. De plus en plus, la richesse sociale tend à être associée à celle du marchand, du bourgeois qui tend ainsi à s'imposer. À l'approche humaniste de l'économique, allait succéder une approche de boutiquier.

Les auteurs classiques anglais prennent sans doute une signification actuelle beaucoup plus grande dans la mesure ou par leur réflexion sur cette nouvelle réalité qu'était l'accumulation de richesse, ils allaient contribuer à définir le champ de ce qui constitue aujourd'hui la science économique. C'est de cette interrogation sur la nature des relations marchandes sous-jacentes pour eux à la richesse, qu'allait se préciser progressivement tout un champ social particulier, autonome et obéissant à ses lois propres.

**A.2.** Une erreur souvent commise dans l'approche des auteurs classiques, c'est de les considérer par rapport à ce que représente actuellement l'économie. Les préoccupations des Ricardo, Locke, Smith ou autres n'étaient absolument pas les mêmes que ce qu'elles peuvent être pour un néoclassique. D'ailleurs Schumpeter a fondamentalement raison lorsqu'il écrit que c'est tout aussi absurde de parler de la physique d'Einstein comme étant néo-newtonienne que de qualifier par exemple Samuelson, de néo-classique.<sup>5</sup> C'est volontairement, qu'à plusieurs reprises, nous avons utilisé l'expression de "réflexions sur les questions économiques," puisque c'est bien de cela qu'il s'agit. Pour les classiques il n'y a pas de pensée économique comme telle ; du moins, pas dans sa spécificité scientifique. Il y a avant tout une réflexion [76] sur la nature des rapports sociaux, une réflexion sur cette nouvelle réalité sociale qu'est le capitalisme. Tout est prétexte à interrogations ; nous avons affaire à des philosophes pris au sens large du terme et non à des économistes. Leur réflexion sur l'économie se dissout dans une réflexion sur la société. Il ne faudra donc pas s'étonner de voir surtout ressortir le côté justificateur de leurs écrits.

À la base de leur réflexion, il y a une conviction profonde et sans doute sincère, du caractère extrêmement progressiste de la société capitaliste. Pour eux parler de morale (n'oublions pas que Smith était professeur de morale à Glasgow), ou parler d'économie revenait à parler du progrès de l'humanité, de liberté. C'était pour eux rechercher les fondements logiques, on dirait idéologiques d'une nouvelle société. Jamais, on ne pourra comprendre Smith si on n'a pas pu faire le lien entre lui et Bacon, Locke ou Mandeville. Les titres des oeuvres sont déjà tout un programme ; prenons celle de Smith sur l'économie, "*An enquiry into the nature and causes of the Wealth of Nations.*" Le mot économique n'est même pas mentionné ! Il faudra d'ailleurs attendre pratiquement le "dernier des classiques" que fut Stuart Mill pour avoir une définition de ce que ces auteurs pouvaient entendre par Economie Politique.

Citons ce dernier,

---

<sup>5</sup> Pour bien marquer la rupture entre les deux approches en économie, nous utiliserons le qualificatif de marginaliste de préférence à celui de néoclassique.

(L'économie politique portera) "sur la nature de la Richesse et les lois de sa production et de sa répartition, incluant tout, ce qui de près ou de loin, affecte la prospérité ou l'adversité de l'humanité".

Autrement dit, si le cœur de la réflexion économique est bien la richesse, le champ est suffisamment vaste pour qu'on y inclue à la limite, le produit de la guerre ou de la piraterie. Mais, il ne faudrait pas d'en étonner outre mesure puisque leur approche à l'économie, s'inscrit dans le sens "substantif" de Polanyi.<sup>6</sup> La Richesse est à la source même de la civilisation ; voilà ce qui différencie l'anglais civilisé du sauvage "fainéant." L'accumulation des richesses source de progrès, de l'art et de l'épanouissement humain. Enrichissez-vous dira [77] Mandeville, c'est du vice que naît la vertu, ce qui pour Smith deviendra,

"Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais de leur soucis de leur intérêt propre."

Tel est donc le premier aspect de l'approche classique à l'économie, une réflexion. Toutefois, il y en a un second qui en soi, justifiera la prétention scientifique que nous verrons ci-après. La réflexion devait déboucher sur une implication politique ; elle était prétexte à apporter des conseils auprès des dirigeants. Les Principes de Ricardo portaient d'ailleurs sur l'économie politique et sur l'impôt. D'une réflexion biaisée sur l'accumulation des richesses, devaient sortir des principes généraux permettant d'éclairer les dirigeants. L'exemple de Ricardo s'appuyant sur sa théorie des avantages comparatifs pour faire passer les

---

<sup>6</sup> Pour Polanyi, le mot Économique a un double sens. Tout d'abord, il y a le sens "substantif" qui "tire son origine de la dépendance de l'homme à la nature et à ses semblables pour assurer sa survie"... Ensuite, le sens "formel" qui dérive "du caractère logique de la relation entre fins et moyens." (Les Systèmes économiques, p.239) D'un point de vue scientifique, le premier sens nous renverrait au champ de l'économie et à la nature spécifique des relations économiques ; le second, nous renverrait aux lois économiques et au mode de fonctionnement dans ce champ.

“Corn Laws” est tristement célèbre ; il en allait de même d’un Locke qui faisait des études économiques pour le compte de son employeur. <sup>7</sup>

Ces points concernant l’économie politique étant précisés voyons maintenant dans quelle mesure, le discours classique contribuera à définir le champ de l’économie comme science.

**A.3.** On a souvent reproché aux classiques la transposition dans leur discours économique, des principes et des méthodes avancées dans d’autres domaines. La référence à la physique newtonienne est certainement l’exemple le plus connu, mais il n’est pas le seul. Les apports sont nombreux et ceci n’est pas sans nous donner, une unité dans le discours de cette époque. Inutile de les multiplier ; ce qui nous importe c’est d’en avoir la signification particulière dans l’élaboration d’un champ économique.

Partons d’un paradoxe à savoir, que l’unité idéologique présuppose l’autonomisation des champs du discours, la compartimentation scientifique. Dans notre discours cartésien, il faut pour que les idées s’érigent en [78] principes, qu’elles aient été démontrées. Ce n’est que dans la mesure où une idée semble être démontrée, que devenue alors évidente, elle deviendra un principe à partir duquel pourra s’élaborer une nouvelle réflexion. Prenons des exemples qui nous montreront immédiatement comment Smith a pu forger certains éléments dans sa “Richesses des Nations”. Ainsi l’idée de continuité historique et donc de progrès qui en découle, vient des “savantes” démonstrations de Bacon pour rejeter l’ancienne conception circulaire de l’histoire. Nous avons déjà mentionné Mandeville. Grâce à lui, la morale va sortir du discours économique. On ne pourra plus condamner le marchand dans la mesure où les relations économiques sont amORAles. Prenons Locke et son discours sur la liberté, en tant que principe de fonctionnement social. On peut multiplier les exemples mais il semble bien au premier abord, que la conception du monde chez les classiques ne semble guère originale ;

---

<sup>7</sup> Non seulement l’idéologie bourgeoise était-elle mal assurée à cette époque, mais également son pouvoir politique. Si au nom du principe de la liberté, on pouvait défendre la liberté économique, au nom de celle-ci on pouvait en retour justifier toute les mesures politiques nécessaires à la consolidation du pouvoir politique de la bourgeoisie industrielle.

disons plutôt qu'elle s'intègre dans le courant de pensée de l'époque, c'est à dire un courant centré sur l'homme. <sup>8</sup>

Mais pour qu'une idée devienne principe, c'est-à-dire une évidence dans le langage quotidien, un postulat dans le langage scientifique, il faut qu'elle ne puisse faire l'objet d'une remise en cause ; il faut qu'elle semble avoir été démontrée dans un autre champ que dans celui où elle a été introduite. Jamais l'idée de la liberté du commerce n'aurait pu avoir une quelconque consonance scientifique n'eut été le fait que celle-ci pouvait se dissoudre dans un principe plus général, à savoir celui de la liberté. Dans le discours de Smith, la liberté économique renvoie à l'échange comme la liberté à la civilisation, et par la dissolution des principes, l'échange devient alors associé à la civilisation. Le mythe du bon sauvage, fainéant et se dorant au soleil est un mythe omniprésent dans le discours classique. Entre celui-ci et l'anglais du XVII<sup>ème</sup> siècle, il y a une différence ; l'un est civilisé, l'autre pas. Et la principale conclusion d'un Smith ou d'un Malthus, sera justement cette association entre l'échange et la civilisation. La civilisation passe par l'accumulation de richesses. Seulement pour en arriver là, il faut présupposer [79] une propre logique au discours économique ; en fait, l'élaboration d'un champ spécifique obéissant à des règles propres.

Sur la base de quelques principes, l'Économie Politique va non seulement s'abstraire de cette réalité sociale qu'était la question de la richesse, mais encore s'autonomiser, rompre cette détermination sociale de manière à fonder logiquement la nature des relations économiques. Petit à petit, la question de la richesse va se trouver cantonnée à la sphère des échanges et plus précisément seule sa circulation sera pertinente. En effet, en s'interrogeant sur la question de sa création, de son origine, les classiques aboutiront avec la théorie de la valeur-travail à un cul-de-sac méthodologique, étant continuellement renvoyés à la réalité sociale de la richesse et par là à la lutte des classes. <sup>9</sup> Par contre, en se cantonnant dans la sphère de l'échange non seulement rejoignait-on la préoccupation première à savoir justifier la liberté du commerce, mais encore pouvait-on de la sorte resituer la nature sociale des rapports

---

<sup>8</sup> Cf. L. Dumont, "*Homo acqualis*". Gallimard.

<sup>9</sup> C'est chez Ricardo que cet aspect est le plus explicite. On retrouve aujourd'hui l'héritage ricardien dans la théorie de la répartition des revenus de l'école de Cambridge.

d'échange. L'échange est équitable pour tous ; chacun reçoit la juste part de son apport. Le riche est riche parce qu'il a beaucoup travaillé et pratiqué beaucoup l'abstinence ; quant au pauvre s'il l'est, c'est qu'il est fainéant et qu'il préfère le présent au futur. Seulement, ceci doit être fondé. La portée sociale de l'échange doit ressortir au-delà de l'individu dont nous sommes partis, et ce alors même que l'autonomisation du champ implique le rejet de la détermination sociale. La logique, on la trouvera dans le déterminisme naturaliste. Si c'est l'homme qui crée les richesses dans son intérêt propre, c'est la providence qui veille à sa bonne répartition. Dieu est bon pour les siens. <sup>10</sup>

La liberté économique se justifiant par l'échange, elle viendra renforcer en retour, le principe de la liberté. Pour le politicien, il ne sera plus nécessaire de justifier l'existence de la liberté, il suffira de renvoyer aux conclusions de l'"économiste." Quant à lui puisque civilisation s'équivaut à accumulation de richesses, il n'aura qu'à renvoyer l'incroyant à la masse des biens créés pour étayer ses dires.

[80]

## ***II. B. LA "RÉVOLUTION MARGINALISTE" ET L'ÉCONOMIQUE.***

**B.I.** Assurément les nombreuses ambiguïtés sur lesquelles nous reviendrons brièvement allaient amener l'Economie Politique classique à un véritable cul-de-sac. Comme Marx le montrera aisément, il était difficile de tenir un discours sur la nature des relations économiques en rejetant toute détermination sociale. Exclure le marchand, plus précisément le capitaliste de ces relations alors même qu'il en était la raison d'être, c'était nécessairement aboutir à des analyses soit entièrement apologétiques soit entièrement mécanicistes, d'autant plus ridicules que se diffusait rapidement la pensée marxiste. D'un niveau plus pratique, l'établissement du capitalisme à l'occident et la multiplication des

---

<sup>10</sup> Conclusion logique laissons faire la providence. Les textes les plus étonnants sur cette question sont ceux de Bastiat. A partir de l'idée qu'il existe des lois dans la nature et que Dieu a créé des marchés en créant le monde, il démontre qu'en intervenant dans les lois de la nature l'homme crée son propre malheur. Pour lui, le protectionnisme et le communisme, c'est la même chose !

crises qu'il entraînait, impliquait une analyse économique davantage centrée sur la résolution de celles-ci, que sur les bienfaits d'un système dont l'extension semblait sans limites. <sup>11</sup>

L'apparition de la sociologie avec A. Comte, allait faciliter le déplacement de la réflexion économique vers l'étude du comportement économique dans le cadre d'un champ bien déterminé. De plus en plus, le mot économique nous renverra à son contenu "formel", tel qu'on le connaît aujourd'hui. De l'héritage des classiques on ne gardera que les conclusions et les grands principes auxquels ils sont arrivés. En fait, on prendra pour acquis la nature du champ économique à laquelle avait pu aboutir l'économie politique ; seulement, c'est dans le cadre de ce champ que se portera alors l'analyse dont la prétention scientifique et pratique s'affirmera explicitement. De philosophe qu'il était, l'économiste devenait un professionnel, un spécialiste compétent. Ainsi, la concurrence allait être posée comme un état normal de l'économie tant par Walras que par Lévy, Menger ou Marshall ; l'équilibre de l'offre et de la demande obéissait pour tous à une loi dont l'existence n'avait plus à être prouvée. <sup>12</sup>

Le déterminisme économique ne sera plus l'aboutissement logique d'une réflexion particulière sur l'économie, il sera posé au départ. C'est à partir de celui-ci que s'élaborera le nouveau débat.

[81]

**B.2.** Revenons à certaines ambiguïtés des classiques. Ceci éclairera davantage l'approche marginaliste. Nous en avons retenu deux.

Première ambiguïté, le rapport homme-société. Si dans tout le discours classique, le point de départ c'est l'homme, l'acheteur ou le vendeur dans l'échange, celui-ci disparaît dans le déterminisme de la "main invisible." L'homme de la pensée classique est un homme passif, qui subit fatalement les lois de la nature qui président sa destinée. En fait, ceci s'explique par la permanence d'une pensée encore centrée sur le social plutôt que sur l'individuel. Ce n'est que par le naturalisme qu'on allait pouvoir combiner les deux types de pensée, c'est-à-dire prôner

---

<sup>11</sup> On pourrait dire qu'une existence ne se prouve pas, elle se vit.

<sup>12</sup> Par la suite quand la pensée s'affinera, la concurrence sera prise comme un objectif souhaitable comme une utopie.

l'individualisme tout en récusant l'anarchie, et prôner l'ordre social sans tomber dans le socialisme. De ces subtilités classiques, les marginalistes ne garderont rien puisque là n'est pas leur préoccupation. L'ordre et les lois qui en découlent étant posées, seul le comportement individuel de ce que l'on appellera les agents, sera étudié. Nous aurons des consommateurs et des producteurs cherchant à obtenir le plus possible, à faire mieux que les autres, mieux que la moyenne. Une démarche centrée sur le comportement individuel ne pourra déboucher que sur le calcul à la marge, alors que chez les classiques la démarche étant centrée sur le social, c'est sur un calcul en termes de moyennes que nous débouchions. <sup>13</sup>

Autant l'individu des classiques sera passif, autant celui des marginalistes sera actif. Toutefois, alors que les premiers seront incapables de redescendre du social à l'individuel une fois posé le déterminisme du marché, jamais les seconds ne pourront passer de l'individuel au social ; l'univers de Robinson Crusoé est un univers sans échange. <sup>14</sup>

Une deuxième ambigüité, tient à la portée elle-même de la réflexion économique ; portée directement sociale. Le discours classique voyait sa prétention scientifique sérieusement réduite dans la mesure où il avait à se situer socialement. Que ce fut pour justifier ou pour apporter des conseils d'ordre politique, l'Économie [82] Politique était comme son nom l'indique, orientée sur l'implication sociale. Dans le discours, l'aspect théorique tendait à se confondre avec son aspect pratique.

Ce côté un peu flou de l'analyse, on le retrouvera encore aujourd'hui dans les concepts qui sont utilisés. Les mots utilisés en économie ont pratiquement tous une signification scientifique différente de leur signification quotidienne, (ex ; productivité, concurrence, marché etc.). Et pourtant, l'une renvoie à l'autre. Dans la pratique quotidienne on peut parler de la productivité en s'appuyant sur son sens scientifique et dans la pratique scientifique, on peut toujours renvoyer son sens

---

<sup>13</sup> L'analyse de la valeur chez Marx, fourmille de calculs de moyennes.

<sup>14</sup> (12) Nous renvoyons au problème de l'agrégation et de la construction des courbes d'offre et de demande. Voir J. Fradin. "Les fondements logiques de la théorie néoclassique de l'Echange." Une manière de s'en sortir c'est de poser comme Samuelson ou Koopmans, qu'une société c'est un Robinson Crusoé. La société est alors une.

courant. Tout le monde semble ainsi comprendre de quoi il s'agit, sans qu'on s'interroge sur la nature sociale du problème économique.

Pour les marginalistes, l'approche politique s'avère difficile voire impossible. La dichotomie deviendra totale entre la théorie et la pratique lorsque s'établira la distinction entre la micro et la macro économie. Poser la normalité et le déterminisme comme point de départ à l'étude des comportements économiques, c'était s'enfoncer nécessairement dans le positivisme qui finira par déboucher dans le technocratisme qu'on connaît aujourd'hui. L'apport marginaliste ne peut qu'être sans consistance dès lors qu'on touche à la politique économique puisque le champ de l'économique se trouve restreint à un contenu purement "formel." Outre que de parler des conditions de stabilité d'une croissance équilibrée, la théorie n'a guère à dire sur une question comme celle de la croissance. Il ne s'agit que d'un exemple. Mais de manière générale, la pratique laissée pour compte de l'analyse, tombe inéluctablement dans l'empirisme. Positivisme de la théorie, empirisme de la pratique, tel peut apparaître le prix à payer pour l'existence de l'économie comme science.

**B.3.** Nous étant déjà bien avancés dans l'approche marginaliste (néoclassique), nous voudrions préciser certains points concernant la définition de son domaine à savoir, l'Economique. Pour ce, partons de Samuelson, [83]

"L'Économique recherche comment les hommes et la société décident en faisant ou non usage de la monnaie, d'affecter des ressources productives rares à la production à travers le temps de marchandises et services variés et de répartir ceux-ci, des fins de consommation présente et future, entre les différents individus et collectivités constituant la société."

Il apparaît clairement que l'approche est ici purement "formelle" au sens où nous sommes renvoyés au côté "administration", gestion pour faire plus actuel, déjà soulevé à propos d'Aristote. La référence à des critères logiques est ici manifestement posée ; c'est en fonction de ceux-ci que se définira la manière selon laquelle sera organisée et répartie la production. Placée dans le cadre social auxquels renvoient les critères, l'approche ne s'oppose pas à l'approche substantive ; au contraire elle tendrait à la préciser. Saisir la manière de produire d'une société est d'une importance considérable à la saisie puisque ce faisant, nous sommes renvoyés à son fonctionnement. Seulement, l'autonomie de l'économie et le déterminisme de ses lois ayant été posés préalablement, de complémentaire qu'elle était, la définition devient antagonique à toute approche substantive, même classique. Se dissolvant dans une théorie des choix pour reprendre Godelier <sup>15</sup>, l'approche marginaliste tombe dans l'universalisme tout comme l'approche classique était tombée dans le déterminisme. Les problèmes économiques étant posés en termes universels, l'objectivité et la neutralité scientifiques pourront de la sorte se définir pas la nature des réponses apportées à ces problèmes.

C'est ici que, comme le note Althusser, l'interrogation sur les prémisses de la science devient plus importante que les solutions qu'elle apporte. Poser l'efficacité de l'organisation de la production, c'est avant tout poser la question de la manière de produire dans le cadre d'une société particulière. C'est être renvoyé au concept de mode de production, c'est-à-dire que cela revient à poser la question de la neutralité technique, dans un cadre social donné. Poser le principe de la maximisation comme principe de comportement individuel, c'est poser la contrainte sociale du capitalisme comme sous-jacente à ce comportement individuel. Faire mieux que les autres, voilà la raison d'être du capitaliste.

[84]

Ceci nous amène à un second point, à savoir le comportement individuel comme coeur de l'analyse. La gestion renvoie à l'entreprise, tout comme l'"Administration" renvoyait chez Aristote, à la maison. Les choix individuels s'opèrent dans le cadre des données que sont les prix, les ressources disponibles, la taille des marchés, etc. L'univers

---

<sup>15</sup> M. Godelier. "*Rationalité et Irrationalité en Economie*" p.234 et suivantes.

marginaliste se situe nécessairement dans un temps instantané. Les données relèvent du passé mais les choix du futur et pourtant, c'est au présent que se fixent les prix sur les marchés. La dichotomie valeur-prix des classiques n'existant plus, la temporalité va prendre pour les marginalistes une signification considérable. Dans le développement historique d'une société, on devra opérer une coupe transversale, poser l'instantané pour que l'efficacité des choix puisse être réalisée. L'allocation optimale des ressources présuppose une rupture dans le temps pour que celle-ci puisse s'opérer. C'est nécessairement au niveau individuel qu'on se place, là où le choix est réalité : au niveau social, on est dans l'imaginaire ; les ressources rares ne pouvant être données, celles-ci devant être définies.

Ayant refoulé hors du champ d'analyse, la question de l'origine des ressources et par là-même, la signification de leur rareté, l'approche marginaliste s'avérera incapable de dépasser le strict niveau individuel. Passer au social pris comme sommation des comportements individuels, revient à poser la question de l'origine des ressources rares, c'est-à-dire à remettre en cause ce qui avait été pris comme donnée pour opérer des choix. Un exemple célèbre de ce problème nous est fourni par l'énorme littérature qui a accompagné le débat entre l'école de Cambridge et l'école marginaliste à propos de la mesure du capital dans la fonction de production. Si pour une entreprise, la connaissance des prix permet d'établir la valeur de cette ressource que représente pour elle ses équipements, la détermination des prix sur le marché à partir des comportements individuels, implique chez les marginalistes que l'équipement comme toute autre ressource soit pris au sens physique. Les rapports économiques devant aboutir à la formation des prix, ne deviennent plus que des rapports entre les individus mais des rapports entre les choses, entre des quantités de biens physiques et ce, quels qu'ils soient.

[85]

Si pour les classiques, le rejet de la détermination sociale les avaient amenés à poser le déterminisme naturel dans les relations économiques entre les hommes, l'analyse des comportements dans le cadre de ce déterminisme, amènera les marginalistes à définir ces relations comme des rapports physiques entre objets. Et l'homme dans tout cela ? Dans la théorie marginaliste de l'Equilibre général, l'homme actif marginaliste a encore moins de poids dans le déterminisme économique, que

l'homme passif classique. Il ne sert que de support et de raison d'être aux "choses", aux "biens" qui font l'objet des rapports économiques.

Arrivant au terme de ces deux parties concernant la définition de l'économie, force nous est d'admettre que l'autonomie de l'économie, sa constitution comme science, n'a pu être obtenue que par le rejet hors de son domaine, de toute contingence sociale, de tout déterminisme social. Rompant avec l'approche aristotélicienne, les classiques allaient saisir les rapports économiques dans leur réalité la plus immédiate soit celle de la circulation des richesses prise dans son autonomie apparente. Du caractère social de ces rapports, il ne restera progressivement plus que l'acceptation et la justification d'un système dont les conditions mêmes de son existence, ne s'avèrent guère différentes de celles observées dans tous les systèmes naturels. Au déterminisme des classiques, les marginalistes viendront apporter l'universalisme des lois, rejetant de la sorte le caractère historique que pose (ou pouvait poser) la saisie des rapports économiques. L'universalisme ainsi posé, le seul comportement rationnel possible devient alors celui de la maximisation et les seuls critères de choix efficaces, ceux posés une telle rationalité.

Comme on le voit aisément, l'interrogation sur la définition de l'économique est indissociable de l'autonomisation de son champ puisque c'est par rapport à celle-ci qu'elle se trouve posée. Seulement, posée à ce seul niveau [86] l'interrogation risque de nous amener dans le piège que pose la simple question de définition du domaine d'étude. Le cours d'économie s'appellera-t-il "éléments d'Economie Politique" ou "éléments d'Economique" ? Voilà le genre de questions auxquelles on risque d'aboutir dès lors que l'interrogation n'allant pas plus loin que le domaine d'étude, elle ne pose pas la nature même des rapports économiques. Tel sera donc maintenant, l'objet de la seconde partie ; ce qui nous amène à repartir de la démarche des classiques.

### III - MARX ET LA CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

#### **III. A. L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET SON DÉVELOPPEMENT.**

L'économie politique naît au moment de la dissolution des rapports sociaux du mode de production féodal (MPF) à la fois comme réflexion sur cette dissolution et comme arme pour la bourgeoisie dans sa lutte contre la noblesse.

Dans la société féodale, le caractère spécifique de l'appropriation par les classes supérieures du surproduit social, c'est-à-dire tout ce qui n'est pas nécessaire à la subsistance des producteurs, rendait les rapports sociaux transparents et donnait au travail individuel du serf un caractère immédiatement social. Avec le dépérissement des liens de dépendance suzerain/serf dans le MPF lié à l'extension progressive de la production marchande, qui en se généralisant devient capitaliste, cela n'est plus vrai.

[87]

Aussi l'économie politique apparaît-elle pour analyser les rapports sociaux, devenus voilés dans le capitalisme, comme réflexion sur la société de la libre concurrence où domine la propriété privée et dans laquelle les relations entre individus se résument à l'échange. En effet, dans la société de la production généralisée de marchandises, les rapports sociaux prennent la forme de rapports entre les "choses" dont les individus ne sont que les supports. En définitive, l'économie politique apparaît et se développe avec l'extension de la production de marchandises, comme analyse de cette production dont la réflexion centrale se situe au niveau de la formation de la richesse, de la valeur.

Selon Marx, l'histoire de l'économie politique, de sa naissance à son apogée, peut se résumer à la découverte progressive du travail humain comme source de la richesse et comme explication de la création de la marchandise, ce produit du travail privé effectué en vue d'être vendu sur un marché.

“Adam Smith a réalisé un énorme progrès en jetant au panier tout caractère déterminé de l’activité créatrice de richesse - travail tout court, qui n’est ni le travail manufacturier, ni le travail commercial, ni le travail agricole, mais aussi bien l’un que l’autre.” <sup>16</sup>

Avec Adam Smith puis D. Ricardo, l’économie politique part de l’analyse de la marchandise et réduit sa valeur au travail dépensé pour la produire. Ricardo, reprenant les résultats d’Adam Smith, écrit dans son ouvrage *Des principes de l’économie politique* (1817) :

“La valeur d’une marchandise, ou la quantité de tout autre marchandise contre laquelle elle pourra être échangée, dépend de la quantité relative de travail qui est nécessaire d sa production, et non pas de la rétribution plus ou moins payée pour ce travail.” <sup>17</sup>

Il est intéressant de noter que si l’économie politique classique était capable de voir les connexions internes des nouveaux rapports sociaux bourgeois, elle est totalement incapable d’en expliquer l’origine. Par exemple, ayant découvert le contenu de la valeur, bien que [88] gardant de fortes inquiétudes quant à la relation entre prix et valeur, Ricardo ne se pose jamais la question à savoir pourquoi ce contenu prend la forme de marchandise. (Ricardo s’est rapidement rendu compte que les prix des marchandises n’étaient qu’approximativement équivalents à la quantité de travail nécessaire pour les produire). De même, la production de marchandises est toujours considérée par les classiques comme la forme éternelle et naturelle de la production de toute société. Comme l’a écrit dans un article, le marxiste italien Ricci :

---

<sup>16</sup> K. [Marx, Introduction à la critique de l’économie politique](#), Editions sociales.

<sup>17</sup> D. Ricardo, *Des principes de l’économie politique et de l’impôt*, Flammarion, p.25.

“Les abstractions de l'économie politique se révèlent toujours remplies d'un contenu spécifique à la production bourgeoise, prises en tant qu'exemples concrets de la production en général.” <sup>18</sup>

En d'autre terme, partant des formes de la production bourgeoise comme présumées, la méthode de l'économie politique ne peut expliquer la naissance de ces formes, mais ouvre la voie à la compréhension du procès de formation des rapports de production capitalistes.

“L'économie politique part de fait de la propriété privée. Elle ne vous l'explique pas. Elle exprime le processus matériel que décrit en réalité la propriété privée, en formules générales et abstraites, qui ont ensuite pour elle valeur de lois. Elle ne saisit pas ces lois, c'est à dire qu'elle ne montre pas comment elles résultent de l'essence de la propriété privée.” <sup>19</sup>

Pour ce qui est de l'autre aspect, c'est-à-dire comme moyen de lutte, historiquement l'économie politique apparaît comme partie intégrante de la “nouvelle science de la société civile” (K. Korsh) que la bourgeoisie a créée au cours de sa lutte contre l'aristocratie. Le rôle historique de l'économie politique était de fournir une représentation de la pratique de la bourgeoisie, justifiant les bases du nouveau mode de production tout en masquant son caractère historique. C'est dans ce cadre qu'on doit comprendre le lien très étroit qui existait entre l'économie politique et la philosophie, les premiers économistes étant à la fois des philosophes forgeant la nouvelle conscience bourgeoise en développant une morale, [89] une justice, une logique propre à leur conscience. Cette caractéristique reste vraie jusqu'à Smith qui fit de l'économie politique une grande totalité (son étude continue d'englober l'ensemble des conditions sociales du nouvel ordre bourgeois) et ce, malgré sa volonté de la séparer de la “théorie des sentiments moraux.” C'est seulement avec Ricardo qu'on verra une certaine formalisation et autonomisation de l'économie politique ; ce dernier ramenant l'ensemble des lois économiques à un principe unique : la définition de la valeur au moyen du temps de travail. Cette formalisation de s'effectuera

---

<sup>18</sup> A. G. Ricci, *Critique de l'économie politique*, No 9, Marx, critique de l'économie politique, Maspero.

<sup>19</sup> K. Marx, [\*Manuscripts de 1844\*](#), Editions Sociales, p.149.

malheureusement pas sans un certain rétrécissement du champ théorique qui ouvrira la voie à la perte de la totalité sociale qui est le propre de l'économie politique bourgeoise depuis 1830. Désormais, le développement historique réel de la société bourgeoise exclut tout progrès authentique de l'économie politique en tant que science sociale et en tant que réflexion visant à une plus grande compréhension du système capitaliste.

Le destin de la “pauvre” loi de la valeur-travail est de ce point de vue éloquent. Mis de l'avant par la bourgeoisie dans sa lutte contre la noblesse, comme fondement à toute explication des problèmes économiques, la loi de la valeur-travail mettait en évidence le rôle parasitaire de la noblesse et du clergé. Ainsi, dans le débat entre Ricardo et Malthus, porte parole des classes sociales parasites, le rôle historiquement progressiste de la théorie de la valeur-travail se manifeste nettement. Mais, une fois au pouvoir, la bourgeoisie est davantage portée à défendre ses privilèges, aussi la loi de la valeur-travail devient trop dangereuse, puisqu'elle révèle (embryonnairement peut-être) l'origine des richesses des capitalistes.

“Arme de la bourgeoisie naissante, la théorie de la valeur-travail se retourne contre la bourgeoisie et devient une arme des travailleurs.” <sup>20</sup>

[90]

### **III.B. LA CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE**

Pour comprendre le sens de la critique, effectuée par Marx, de l'analyse économique des classiques, il faut se replacer dans l'ensemble du projet marxiste.

Le marxisme ne peut être considéré comme une science. Il n'est ni une philosophie, ni une histoire, ni une économie, ni même une combinaison de ces disciplines. En caractérisant la doctrine socialiste

---

<sup>20</sup> Valier et Salama, *Introduction à l'économie politique*, éditions Maspero.

marxiste de “socialisme scientifique”, les disciples de Marx ont voulu l’opposer aux constructions sociales des “utopistes”, Saint-Simon, Fourier, Owen.

Il ne s’agit pas non plus pour le marxisme de mettre sur pied une nouvelle “économie”, une nouvelle “philosophie”, une nouvelle “histoire” pour remplacer les anciennes. Ce que propose Marx, c’est la “critique” de l’économie bourgeoise, c’est la “critique” de l’idéologie bourgeoise (philosophie histoire, etc.). Ce n’est donc pas par hasard que Karl Marx a sous-titré le Capital : Critique de l’Economie politique, et que l’ouvrage préparatoire à ce livre s’intitule : “Traits fondamentaux d’une critique de l’économie politique”. <sup>21</sup>

Renonçant à “poursuivre le fantôme décevant de l’objectivité” (20), Marx construit sa critique en adoptant un point de vue particulier, nouveau : celui de la classe ouvrière. En d’autres termes, la critique de l’économie politique que propose Marx, se placera du point de vue de la classe sociale qui, en théorie comme en pratique, dépasse cette économie. Cela explique la relation particulièrement étroite qui existe entre cette critique théorique et la lutte pratique que mène la classe ouvrière contre la bourgeoisie ; cette critique n’est en définitive, que l’expression théorique de cette lutte.

[91]

Il est très important de voir ce qui distingue la critique de Marx de tout ce qu’on appelait “critique” dans l’économie classique bourgeoise. En effet, le développement de l’économie politique s’effectuait à travers la critique par la nouvelle génération de la phase précédente. Ainsi, les mercantilistes furent critiqués par les physiocrates, les physiocrates par A. Smith, Smith par D. Ricardo. Mais fondamentalement, dans toutes ces phases, l’objet historique et théorique de l’économie politique demeurait constamment le même : l’univers bourgeois. La critique de Marx rompant radicalement et définitivement avec cette limite, représente autre chose qu’un passage d’une phase à une autre dans le développement de l’économie politique. Elle représente véritablement un changement de l’objet de l’économie politique, c’est-à-dire de la classe qui est l’“objet” de son analyse.

---

<sup>21</sup> Cet ouvrage est mieux connu sous le titre allemand : “Grun-driss”.

Comme l'écrit Rosa Luxembourg :

“Chez Marx, le renversement de l'économie politique en son contraire, l'analyse socialiste du capitalisme devient un fait accompli.” <sup>22</sup>

En d'autres termes, il ne s'agit plus d'essayer d'accroître notre compréhension du système capitaliste pour faciliter son développement, mais pour l'abattre.

Comment Marx en est-il venu à mettre en question l'objet même de l'économie politique ?

Pour répondre à cela, il faut encore partir de l'ensemble du projet marxiste, plus particulièrement de la relation qui y existe entre critique de l'idéologie et critique de l'économie politique de la bourgeoisie.

Premièrement, il est évident que ces deux types de critique sont en fait indissociables. Elles forment un ensemble tout à fait indécomposable, dont il est impossible d'accepter un élément en excluant l'autre. On ne peut pas à la façon de Morishima et de bien d'autres, faire de l'“économie marxiste” et penser comprendre l'analyse économique de Marx, en refusant de prendre une position marxiste en ce qui concerne les questions politiques, juridiques et autres. L'inverse est aussi vrai.

Pourtant, ces deux aspects de la critique marxiste ont des significations différentes dans l'évolution intellectuelle [92] de Marx. D'ailleurs, historiquement, elles ne s'effectuèrent pas de façon simultanée, la critique de l'idéologie précédant la critique de l'économie politique.

Marx, on l'a dit, est parti dans sa critique de l'économie politique d'un point de vue révolutionnaire particulier : celui de classe ouvrière. Mais, pour en arriver là, il lui a fallu plusieurs années de réflexion, passant d'un point de vue révolutionnaire en général à un point de vue socialiste et ouvrier. C'est en effet à travers la critique de l'idéologie bourgeoise que Marx en est venu à une conception matérialiste de l'histoire. Et c'est ce principe général qu'il appliquera et ce, de la façon la plus conséquente au domaine qu'il considérait fondamental : celui de l'économie politique.

---

<sup>22</sup> cité par K. Korsh, in K. Marx, Ed. Champs Libre.

Marx est d'ailleurs très clair là-dessus quand il écrit, à propos de son cheminement intellectuel :

“Mes recherches aboutiront à ce résultat que les rapports juridiques - ainsi que les formes de l'État - ne peuvent être compris ni par eux-mêmes ni par la prétendue évolution générale de l'esprit humain, mais qu'ils prennent au contraire leur racine dans les conditions d'existence matérielles dont Hegel, à l'exemple des Anglais et des Français du dix huitième siècle, comprend l'ensemble sous le nom de 'société civile' et que l'anatomie de la société civile doit être cherchée à son tour dans l'économie politique.” <sup>23</sup>

En définitive, toute critique de l'idéologie et des idées bourgeoises doit reposer en dernière instance sur la critique la plus “radicale” de toutes, celles qui est la plus fondamentale : celle de l'économie politique.

Maintenant que nous avons situé la critique de l'économie politique dans la totalité du marxisme, comme étant l'élément central, il s'agit de voir en quoi consiste cette critique.

Celle-ci, de par ce qu'est le marxisme et de par sa situation dans celui-ci, ne peut évidemment pas consister en une critique de résultats particuliers auxquels serait arrivé tel ou tel auteur d'économie bourgeoise. Fondamentalement, il s'agit d'une critique des propositions de base et de la démarche de l'économie bourgeoise, faite du point de vue de la classe ouvrière, pour démasquer les préjugés implicites qui y sont introduit. On peut les regrouper en deux catégories. La première se compose [93] d'abstractions des rapports de production bourgeois, présentés comme catégories éternelles de la production en général, sans tenir compte des spécificités de la production capitaliste. La deuxième inclut les insertions d'éléments déterminés (propriété privée, capital, profit,...) sans les expliquer mais en les présupposant.

Aussi Marx commença sa critique en mettant en évidence le caractère transitoire du mode de production capitaliste et l'aspect historique de ses lois de développement (accumulation et concentration du capital) et de ses catégories économiques (prix, salaire, profit,...). Cette critique

---

<sup>23</sup> K. Marx, Préface de la critique de l'Economie politique (1859); p.4, Ed. Sociales.

que certains pourraient qualifier de “négative” comporte néanmoins une contrepartie “positive” dans les apports que Marx a fait à l’économie politique classique. Nous allons dans le cadre de cet article, nous contenter d’énumérer les trois éléments nouveaux qui constituent le parachèvement de l’économie politique et ouvrent la voie à son dépassement :

- 1) la théorie de la plus-value, qui permet d’expliquer la lutte des classes.
- 2) La théorie de la péréquation des taux de profit, de la formation des prix de production, qui permet de comprendre certaines lois tendancielles de développement du capitalisme.
- 3) Une théorie de la reproduction du capital et l’esquisse d’une théorie des crises économiques.

D’autre part, partant de ce même principe de la spécification historique qui permet à Marx de critiquer l’objet de l’économie politique, il est important de noter que l’analyse économique marxiste (principalement, l’analyse de la valeur) ne peut s’appliquer qu’aux conditions de production de la société bourgeoise. Aussi, la critique de Marx met-elle en cause non seulement l’objet de la “science” économique, mais encore l’économie politique elle-même comme objet.

En effet, la révolution socialiste marque le début du dépérissement de l’économie politique en tant que domaine d’étude, dans la mesure où les catégories et les lois économiques sur lesquelles elle se construit, connaissent un processus de dépérissement dans la nouvelle société. À terme, une fois ce processus achevé, la production [94] marchande supprimée par la socialisation directe du travail, l’économie politique aussi bien que sa critique, n’aura plus d’existence comme discipline s’intéressant au présent, ne subsistant que comme instrument de connaissance du passé. Pour paraphraser E. Mandel, les économistes marxistes sont la première catégorie de “spécialistes” à travailler consciemment à la suppression de leur propre “spécialité”. <sup>24</sup>

---

<sup>24</sup> Voir, entre autre, le dernier chapitre du tome 4 du *Traité d’économie marxiste* de E. Mandel, éd. 10/18.

*Christian Deblock*  
*Pierre Paquette*

## **NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[95]

[96]

[97]

## Quelques ouvrages concernant l'Économie.

### *Travaux d'anthropologues.*

- K. Polanyi. **"Les systèmes économiques dans l'histoire et la théorie"**. Larousse 1975.
- M. Godelier. **"Rationalité et irrationalité en économie"**. Maspéro 1968.
- L. Dumont. **"Homo Aequalis"**. Gallimard 1977.

### *Ouvrages sur l'histoire de la pensée économique.*

- H. Denis. **"Histoire de la pensée économique"** Thémis. Presses Universitaires de France.
- J.A. Schumpeter. **"History of economic analysis"**, Oxford University Press. 1976. Reprint.
- M. Blaug. **"Economic theory in Retrospect"**.

### *Ouvrages sur l'économie comme science.*

- T. Koopmans. **"Trois essais sur l'état de la science économique contemporaine"**. Dunod 1970.
- L. Robbins. **"Essai sur la nature de la signification de la Science Economique"**. 1947
- L. Althusser. **"Lire le Capital"** T1 et T2. Maspéro 1968.
- M.H. Dowidar. **"L'économie politique une science sociale"**. Maspéro 1974.

***Ouvrages sur la critique de l'économie politique.***

- K. Marx            **"Histoire des doctrines économiques"**. (Théories sur la plus-value). Costes 1925. E.S. 1975.  
                         **"Contribution à la critique de l'économie politique"**. Editions Sociales 1957.
- K. Korsch,           **"Karl Marx"**, Ed. Champ Libre.5
- S. Latouche        **"Le projet marxiste"**, Presses Universitaires de France, 1975.
- E. Mandela        **"La formation de la pensée économique de Karl Marx"**, Maspéro.
- J.L. Dallemagne. **"L'économie du capital"**, Maspéro 1978.

[98]



[99]

**Interventions économiques**  
*pour une alternative sociale*

**No 1**

## “L’ANTHROPOLOGIE ÉCONOMIQUE ET LES OBJETS DE L’ÉCHANGE.”

**Daniel BOUCHARD**

Sur le thème des objets de l’échange, on trouvera ici une illustration de l’aspect corrosif et stimulant du discours anthropologique pour l’économiste. L’enseignement principal consistera dans le rejet de la compréhension de l’échange au niveau de la matérialité de ses termes (les objets physico-naturels de l’économie).

### **INTRODUCTION**

[Retour au sommaire](#)

Depuis Adam Smith, l’économie politique livrait une anthropologie naïve comme sous-produit. L’état primitif était construit pour les besoins de sa cause. Depuis, le développement de l’anthropologie (des anthropologues) a interpellé l’économiste. Cette interpellation a été jusqu’à susciter l’apparition d’une anthropologie économique qui a réclamé ses lettres de noblesse.

[100]

Des théoriciens positivistes, on peut attendre deux attitudes : premièrement, ignorer un discours qui questionne les catégories économiques ; deuxièmement, afficher un désintérêt pour une pensée

anthropologique qui serait convenablement maîtrisée. Absence ou marginalisation (du même ordre que pour l'histoire de la pensée économique) sont les situations alternatives, réservées à l'anthropologie économique dans les sections économique des Universités. La balance penche d'ailleurs nettement en faveur de l'ignorance.

On voudra ici, sur le thème des objets de l'échange, présenter une illustration suggestive de la fécondité de "l'effet de décentrement" (pour reprendre le terme de S. LATOUCHE) provoqué par l'examen des travaux anthropologiques.

L'implication critique : l'impossibilité de tenir pour concept économique, entendu comme scientifiquement pertinent, l'objet empirique. Ce dernier est l'objet du besoin par quoi se définit le sujet. Il est là, compris en lui-même, unité de caractéristiques (forme, couleur, matérialité, fonction...). Cet objet est pris directement comme "concept" par les néo-classiques. "Une marchandise est caractérisée par ses propriétés physiques, la date à laquelle sera disponible et le lieu auquel elle sera disponible." (DEBREU)

Et sans qu'il y ait lieu de s'interroger, on nous demande ensuite de tenir pour vrai que "le prix d'une marchandise soit le montant que l'on doit payer maintenant pour avoir à sa disposition (ultérieurement) une unité de cette marchandise".

L'unité, c'est par exemple le quintal pour "le blé rouge d'hiver no 2", la journée pour l'usage d'une chambre d'hôtel.

On s'appuie donc sur une mesure physique (longueur, poids, temps...).

Or, l'étape de la mesure physique repose sur l'abstraction d'une qualité niant l'objet empirique pris comme unité pourvue de tous ses attributs, c'est-à-dire le bien visé par les néo-classiques. Curieusement il faut se [101] satisfaire de l'idée que le prix d'un bien, comme objet du besoin de par l'unité spécifique qu'il constitue ne s'exprime que par rapport à l'une de ses "caractéristiques".

Passons et attachons nous à rapporter comment ont été écrits et analysés les échanges dans les différentes sociétés primitives.

## ***L'ÉCHANGE ET LES OBJETS DE LA CIRCULATION DANS LES SOCIÉTÉS PRIMITIVES***

L'anthropologue s'est penché sur le phénomène de l'échange. La violence des incidences de son discours sur celui de l'économiste vient de ce que, loin de replier le phénomène dans les limites d'un échange d'objets parlant par eux-mêmes (en tant qu'unités de caractéristiques), il le considère comme "fait social total".

M.MAUSS, dont la contribution est fondamentale pour avoir mis en œuvre cette idée, remarquablement, a souligné que le phénomène social est à la fois juridique, économique, religieux, esthétique, morphologique...

Ceci signifie que les objets de l'échange ne peuvent être réduits à parler le langage du besoin, qu'ils représentent "quelque chose d'absolument différent de leurs propriétés comme choses" (MARX, th. de la plus-value).

Les échanges peuvent d'abord être capturés dans les termes de l'économisme : on voit circuler des objets, ils passent d'un individu à un autre, des valeurs sociales sont à l'œuvre. Néanmoins, ces opérations de circulation ne sauraient se laisser dissoudre suivant les canons traditionnels de l'économie politique ; elles offrent immédiatement des singularités irréductibles. Singularité dans la nature des objets échangés (au niveau le plus phénoménal), singularité dans la non pertinence de la rareté ou du besoin, singularité dans la logique dont les [102] objets sont les acteurs (ambivalence et non équivalence), singularité de la dimension temporelle. Nul doute que l'économiste serait rassuré d'une réduction du singulier au contingent, mais ce qui est singulier au regard de l'évidence, c'est-à-dire du produit d'une intériorité totale par rapport aux valeurs de la métaphysique occidentale, se révèle avoir quelques prétentions à la généralité jusqu'à révéler en retour des questions et des matrices pour l'analyse des mécanismes sociaux dans différentes sociétés.

Ce qui est proprement le danger pour l'économie politique, c'est l'irruption d'une dimension sociale non coulée dans le naturalisme ou d'une dimension psychique non réduite au conscient (à l'homme qui n'est que conscience). En fait les deux niveaux sont liés car Nature,

Homme et besoin sont les termes indissolubles d'une construction mythologique. L'étude de la circulation des objets dans les sociétés primitives ne leur donne pas le sens de commodités économiques ; ils apparaissent avant tout comme véhicules et instruments "de réalités d'un autre ordre : puissance, pouvoir, sympathie, statut, émotion". (LÉVI-STRAUSS, structure élémentaire de la parenté)

L'essentiel a été la conception de l'échange comme système de don et de contre-don (Mauss), de sa logique comme ordre symbolique, de son statut comme institution (niveau spécifiquement culturel).

En quoi consiste le don ? Essentiellement, on se dessaisit d'un objet pour le donner. Par la suite, il y a obligation pour le donataire de rendre. Dans ce cas, la réciprocité n'implique nullement l'équivalence des termes. Prestation et contre-prestation relèvent d'une structure d'échange qui fonde la relation ambivalente des termes : l'opération symbolique consiste à montrer, signifier qu'on peut se dessaisir d'un objet (le donner ou le détruire sous le regard de l'autre), ainsi l'on pourra être investi temporellement d'un pouvoir (tout le temps que le don ne pourra être rendu).

[103]

Les célèbres institutions du Potlash (Nord-Ouest américain) et de la Kula (Mélanésie) analysées par MAUSS et MALINOWSKI fournissent des illustrations claires du mécanisme de discrimination et de prestige.

BAUDRILLARD a brillamment décrypté notre système de consommation en lisant dans notre pratique touchant les objets (accumulation, manipulation, consommation) le mécanisme de la prestation sociale qui est le principe de la Kula et du Potlash.

Les objets mis en jeu dans ces opérations d'échange ne sauraient apparaître comme objets du besoin compris comme objets physico-naturels. Les propriétés physiconaturelles de l'objet n'apportent rien de pertinent pour comprendre l'échange : cuivres blasonnés pour le Potlash, brassards ou colliers qu'on ne peut même pas porter du fait de leurs petites dimensions pour la Kula...

Prenons les transactions de nourriture. Sahlins fait remarquer qu'elles constituent "quelque chose comme un constat rituel des relations sociales". Tinland souligne l'assimilation des activités sexuelles et alimentaires affirmée dans un aphorisme Arapesh : l'échange matrimonial est lié à la prohibition de l'inceste, et du fait de l'assimilation, l'échange de nourriture est associé au tabou concernant la consommation de sa propre nourriture. Latouche rappelle l'importance de la manipulation de la nourriture, décelée par les anthropologues.

Ainsi, pour la nourriture qui prend immédiatement figure par excellence de la réponse à la rareté suivant les valeurs ethnocentriques du capitalisme occidental, il se dégage que sa circulation dans des circonstances valant par leur généralité, doit être comprise au niveau d'une logique spécifique de l'artifice social et d'une réflexion sur ce que l'inconscient trouve à mettre en jeu dans l'opération.

Pour l'économiste, entasser, accumuler des ignames, les laisser pourrir, les distribuer, en manger jusqu'à se gaver, sont autant d'actes qui s'assortissent mal à la rationalité d'un consommateur qui est d'abord classement de biens physiques.

[104]

Poursuivons sur le terrain inauguré par Mauss, qui a été le premier dans l'histoire de l'ethnologie "à abandonner les données sensibles et discrètes pour s'efforcer de saisir le système de relation". (Sahlins). Mauss s'est questionné dans les termes suivants : "quelle force y a-t-il dans la chose qu'on donne qui fait que le donataire la rend ?" Cette force immanente à l'objet, c'est le HAU, qui cherche à revenir à son point d'origine et hante le donataire "pour le compte" du donateur l'appelant à s'en dessaisir. L'interprétation de Mauss dans "l'essai sur le don" a fait l'objet de nombreux commentaires critiques. M. Sahlins soutient par exemple la thèse que les Maoris "s'efforçaient d'expliquer un concept religieux par un principe économique", inversant ainsi celle de Mauss qui développait le principe économique à partir du concept religieux. Néanmoins, il reste que "tout ce passe comme si le hau était un fait social total" et l'apparente imprécision du terme Hau dans ce qui a été recueilli des Maoris s'accorde certainement avec "une société où —l'économique—le social—le politique— et le religieux sont agencés indistinctement au moyen des mêmes relations et étroitement mêlés au sein des mêmes activités".

Nous pouvons aller plus loin et voir l'imbrication précédente des différentes sphères comme l'effet de notre propre découpage et questionner sa pertinence, voir au-delà de la relation étroite entre le social — l'économique — le politique qu'il n'y a pas de fait social, de fait économique, de fait politique.

Ce n'est pas la relation qui prime car en face du fait social ses termes sont dissolus. Ce découpage favorise en particulier la conception naturaliste et universalisante de ce qu'est l'économique, reléguant par exemple la question du pouvoir comme dans un ordre qui lui est extérieur, la politique ; mais la subordination obligée à l'ordre social total dans l'institution de sens pour les pratiques (parler, échanger,...) à partir de codes, n'est pas condensée dans une sphère politique ; elle est diffuse et [105] totale parce que justement investissant toutes ces pratiques.

Pour Hobbes, "la guerre de tous contre tous" caractéristique de l'État de Nature, est conjurée par l'ordre politique qui place le pouvoir entre les mains du Souverain. C'est la raison qui suggère aux hommes la soumission constante et naturelle.

L'idée a fait son chemin.

La ruse du pouvoir, c'est de laisser paraître qu'on puisse en maîtriser si facilement le sens (déterminé par une volonté) et les modalités d'exercice. Choisit-on les codes sociaux comme on invente un jeu radiophonique ? La théorie dominante en économie politique tente de concevoir l'état social réalisé à partir de la cohérence des décisions individuelles ? À la lire de près, on décèle ce que la normalisation impose à la conceptualisation dès le départ : il faudra bien à un moment ou à un autre que les individus se confrontent à — et comprennent les prix.

Et le pouvoir est là dès que les signes parlent. La légitimité des questions soulevées fait certainement les frais de l'économie des moyens utilisés (d'abord par la non-exhaustivité des illustrations) mais la prétention de cet article est simplement de stimuler une curiosité propre à susciter la lecture de contributions qui interrogent profondément l'économie politique.

L'anthropologie nous enseigne que l'appréhension de l'échange ne saurait tenir dans la matérialité de ses termes. "Le bien" physico-naturel de l'économie politique est l'objet du besoin. Comment la dimension

essentielle de l'histoire de l'homme peut-elle être la lutte contre la rareté alors que pour les sociétés primitives, celles justement qui seraient dans l'état de tension le plus grand, cette dimension n'est pas de mise (voir CLASTRES ou M. SAHLINS) ?

La Nature (les biens), le Besoin, l'Homme, les trois termes du même mythe fondamental, trouvent matière à être ébranlés.

Ceci, compte tenu que le décryptage des sociétés primitives fait lui-même les frais de l'impérialisme des [106] valeurs logocentriques. Sahlins en fournit une illustration au sujet de la conception de la réciprocité par Mauss : "Il continua à comprendre l'échange tel que nous le livre l'expérience, c'est-à-dire fragmenté en autant de gestes distincts : donner, recevoir, rendre. Et faute d'y voir un principe unitaire et solidaire, le considérant sous forme morcelée, il ne lui reste plus qu'à tenter de recoller les morceaux à l'aide de ce ciment mystique, le hau".

Comme Mauss se donne d'abord les termes de l'échange comme lui préexistant, l'explication de l'échange (obligation du don et du contre-don) appelle l'esprit du hau pour fonder le rapprochement.

Les travaux de l'anthropologie économique américaine (Polanyi, Arensberg, Bohannan et Dalton...), au-delà de leur immense apport, témoignent de la même projection de catégories de la métaphysique occidentale. Polanyi ne critique l'utilisation de la théorie néo-classique que pour les sociétés où le marché ne tient pas la place dominante. Il manque à développer les implications de l'inadéquation en ce qui concerne la compréhension de la société capitaliste elle-même. La "*substantive view*" correspond à la préoccupation de replacer le marché dans le cadre institutionnel, de s'attacher au fait, à la "manière dont le procès économique est institutionnalisé". Pour la société capitaliste le fait central et dominant du marché justifierait la confusion des sens formel et substantif. Rappelons que le sens formel "dérive du caractère logique de la relation entre fins et moyens" (suivant la définition néo-classique de l'économie politique).

Ce qu'entend Polanyi par marché, c'est le principe "logique" de l'action de l'offre et de la demande. Et ce sont des marchés ainsi conçus dont il cherche à penser l'articulation avec les institutions des sociétés primitives ? Les systèmes économiques sont pensés par la forme de l'échange : dans l'analyse "le rôle stratégique (est) joué par la place du marché" et comme l'ont souligné Dupré et Rey, il convient de s'interroger sur la nature de [107] cette présence de l'offre et de la demande dans les sociétés à "marchés périphériques" et sur la nature de son développement. Citons-les: "Si l'offre et la demande sont, comme le marché, périphériques par rapport au fonctionnement de la société, ils sont également périphériques par rapport à sa transformation ; d'ailleurs l'économie de marché se développe en dehors de la place du marché et son développement repose sur une intervention politique directe — par la contrainte — du colonisateur plutôt que sur le dynamisme propre au principe de l'offre et de la demande. (Dès lors) la présence initiale de principe de l'offre et de la demande n'a rien à voir avec son développement ultérieur. Bref, l'O. et la D. ne sont pas présentes en tant que mécanismes mais en tant qu'essences, comme philosophie idéaliste" quand on retient la position de Bohannan et Dalton (dans *Markets in Africa*).

Ces auteurs immergent la conception dominante du marché dans les sociétés primitives. Ils n'envisagent pas chaque société au niveau structurel où chaque concept prend son sens dans son articulation aux autres et où l'importation du sens n'est pas de mise. Ainsi, la position des savants de l'anthropologie économique auxquels il est fait référence est entachée par quelques conceptions proprement justifiables de la pensée dominante occidentale et ils n'ont pu voir que **c'était la notion de marché elle-même qui était à repenser.**

Quand le principe de la rareté relative référée aux biens physico-naturels est présentée pour son caractère logique, on occulte le travail opéré par les néo-classiques sur leurs concepts de base pour "s'accommoder" de l'homogénéisation totale au niveau de la valeur (suivant une logique de l'équivalence).

On conclura sur un type d'échange pensé par la généralisation de l'idée de prestation et qui peut heurter l'entendement commun de l'occidental : celui mettant en jeu des femmes.

L'anthropologie n'a eu crainte de "l'avalissante confusion" des individus et des objets matériels. À ce sujet, [108] Sahlins attire notre attention sur les ressorts ethnocentriques qui ont conduit les anthropologues anglais et américains à refuser d'emblée d'admettre qu'on puisse "traiter la femme comme marchandise".

## ***SUR L'ÉCHANGE DES FEMMES***

La question des échanges matrimoniaux traitée par Meillassoux, Dupré et Rey nous apporte énormément. L'étude porte sur des sociétés lignagères d'Afrique. Le fait essentiel : la dépendance des cadets par rapport aux aînés. Parmi tous les biens produits par la collectivité et remis en prestation aux aînés, certains ne seront jamais redistribués, mais gardés par devers les aînés qui s'en serviront pour sanctionner l'accès aux femmes". (Meillassoux) Les biens de prestige représentent une arme collective des aînés de différents groupes lignagers.

L'importance des échanges matrimoniaux réside dans ce que leur contrôle "est un des moyens par lesquels l'ensemble des aînés s'assure le contrôle de la reproduction démographique des lignages ; la reproduction du rapport de dépendance des cadets par rapport aux aînés est assurée corrélativement" (Dupré et Rey).

La part du fait économique dans le maintien de la dépendance est circonscrite à la production ("et il ne s'agit pas de biens d'abord mais d'hommes d'abord"). Il ressort que **"l'échange apparaît comme fait politique"**.

Là encore on est loin de pouvoir s'assimiler un phénomène central d'échange suivant le moule de la théorie économique. Derrière la question de l'échange se profile celle du pouvoir.

Les aînés entretiennent des relations de réciprocité mais elles se teintent d'antagonisme. Les groupes entretiennent des rapports de nature conflictuelle. Nous mentionnons ce fait pour confronter les remarques de Dupré et Rey sur ce sujet à celles de Lévi-Strauss (elles engagent quelques réflexions primordiales).

[109]

Dupré et Rey interprètent le conflit “comme le complément nécessaire de l’échange entre aînés”. “Dans les sociétés lignagères, les aînés seuls peuvent transférer les hommes, les femmes, les biens de prestige et les biens dotaux ; l’hostilité permanente entre les groupes est une condition de ce privilège : seul l’aîné peut transgresser cette hostilité ou plutôt la retourner, car l’échange entre aînés garde des formes fortement antagonistes”. Lévi-Strauss dans les structures élémentaires de la parenté, au lieu de situer la complémentarité des deux aspects (échange, conflit) dans le maintien de la structure du pouvoir considère “qu’il y a un lien, une continuité, entre les relations hostiles et la fourniture de prestations réciproques : les échanges sont des guerres pacifiquement résolues, l’issue de transactions malheureuses”.

Le positif de l’échange, c’est qu’il constitue le domaine sécurisant de la règle, il permet d’établir des liens. “L’échange de femmes et l’échange de nourriture sont des moyens d’assurer l’emboîtement réciproque des groupes sociaux ou de rendre cet emboîtement manifeste”. La prohibition de l’inceste (qui peut s’étendre à des tabous concernant la nourriture qu’on possède) est liée à la nécessité de la communication sociale.

“L’interdit n’est donc que la face visible d’un phénomène total plus complexe, par lequel est organisé un système de prestations et de contre-prestations assurant la permanence des relations entre les segments du groupe social”. (Tinland).

Au-delà d’une interprétation échangiste et humaniste de la société qu’il faut écarter notons l’analogie soulevée par Lévi-Strauss entre la circulation des femmes et celle des messages linguistiques (dans l’“Anthropologie structurale”). Les études ont d’autre part établi la convergence entre la circulation des signes linguistiques et celle de la Marchandise (Derrida, Baudrillard). Les implications de ces correspondances sont claires : l’échange n’est pas mise en correspondance de termes qui lui préexistent.

On n'a pas deux échangistes séparés avec leurs biens [110] physico-naturels. La valeur d'usage n'est qu'un effet de la valeur d'échange, elle n'est pas une réalité autonome pas plus que ne l'est le signifié que le signifiant exprimerait dans son code.

Les objets qui rentrent dans le produit ( $P \times Q$ ) sont à construire, le prix n'est pas celui de l'objet empirique.

*Daniel Boutaud.*

## BIBLIOGRAPHIE

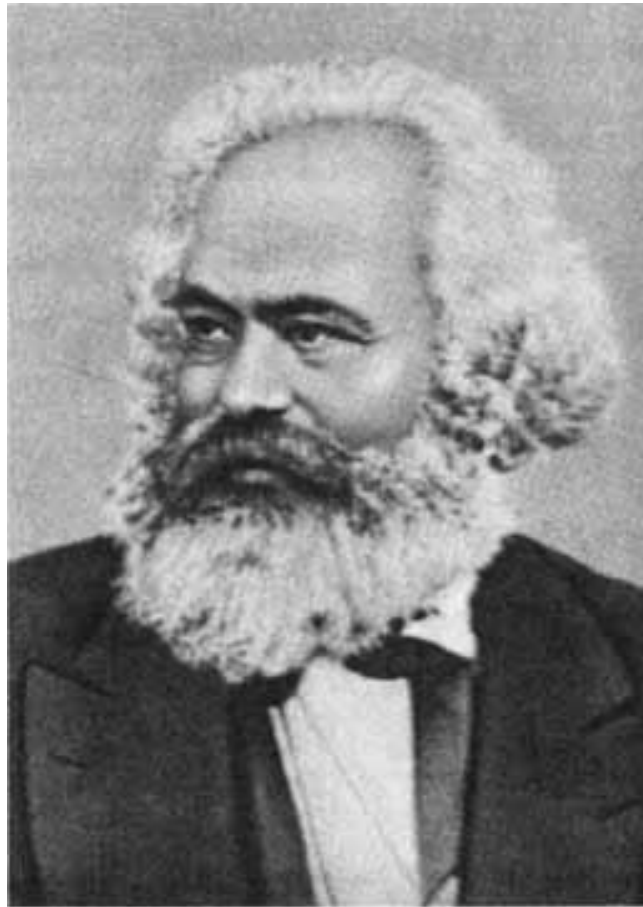
- (1.a) BAUDRILLARD Jean, **"Pour une critique de l'économie politique du signe"**, TEL, Gallimard, 1972
- (1.b) **"Le miroir de la production"**, Casterman, 1973.
- (2.a) CLASTRES Pierre, **"La société contre l'État"**, Éditions de Minuit, 1974
- (2.b) **"Archéologie de la violence : la guerre dans les sociétés primitives"** dans la revue *Libre*, pbp, 1977. —1.
- (3) DUPRÉ G. et REY P.-P. **"Réflexions sur la pertinence d'une théorie de l'histoire des échanges"**, Recherches, *Cahiers internationaux de sociologie*, 133-162, 1969.
- (4) GODELIER Maurice, **"Rationalité et irrationalité en économie"**, Maspero, 1966.
- (5) LATOUCHE Serge, **"Épistémologie et économie"**, Edit. Anthropos, 1973.
- (6) LÉVI-STRAUSS C. **"Les structures élémentaires de la parenté"** Mouton, 1967.
- [111]
- (7) MALINOWSKI B., **"Argonauts of the Western Pacific"**, London, Routledge, 1922. [La version

française est disponible en libre accès dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

- (8.a) MAUSS Marcel, "[Sociologie et anthropologie](#)", PUF, 1966.
- (8.b) "[Manuel d'ethnographie](#)" Payot, 1967.
- (9) MEILLASSOUXC, "**Anthropologie économique des Gouro des Côte d'Ivoire**" Paris-La Haye, Mouton, 1965.
- (10) POLANYI K. et ARENSBERG C, "**Les systèmes économiques**", Larousse-Université, Série anthropologique, 1975.
- (11) SAHLINS Marshall, "**Age de pierre, âge d'abondance**", Gallimard, 1976.
- (12) TINLAND Frank, "**La différence anthropologique, Essai sur les rapports de la nature et de l'artifice**", Aubier-Montaigne, 1977.



[112]



*Karl Marx*

[113]

**Interventions**  
*critiques en économie politique*  
**No 1**

# TEXTE À L'APPUI

[Retour au sommaire](#)

**Le but de cette rubrique est de proposer aux lecteurs certains textes que l'on peut considérer comme des "classiques", sur le thème central du numéro de la revue. Pour certains, les textes sont chose connue, pour d'autres ce sera peut-être une découverte qui les incitera à une meilleure connaissance des auteurs présentés.**

[113]

**Interventions économiques**  
*pour une alternative sociale*

**No 1**

**TEXTE À L'APPUI**

## **“LA MÉTHODE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE”**

**Karl MARX**

Avec ce premier numéro sur l'économie politique, nous avons ainsi l'occasion de présenter un texte fondamental de K. Marx concernant la méthode de l'économie politique. Ce texte est doublement célèbre. C'est non seulement l'occasion pour Marx de préciser sa propre conception de la dialectique par rapport à celle d'Hegel mais aussi, de situer sa propre approche de l'économie politique par rapport à celle des classiques.

[Retour au sommaire](#)

Quand nous considérons un pays donné au point de vue de l'économie politique, nous commençons par étudier sa population, la division de celle-ci en classes, sa répartition dans les villes, à la campagne, au bord de la mer, les différentes branches de production, l'exportation et l'importation, la production et la consommation annuelles, les prix des marchandises, etc.

Il semble que ce soit la bonne méthode de commencer par le réel et le concret, qui constituent la condition préalable effective, donc en économie politique, par exemple, la population qui est la base et le sujet de l'acte social de production tout entier. Cependant, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que c'est là une erreur. La population est une abstraction si l'on néglige par [114] exemple les classes dont elle se compose. Ces classes sont à leur tour un mot creux si l'on ignore les

éléments sur lesquels elles reposent, par exemple le travail salarié, le capital etc. Ceux-ci supposent l'échange, la division du travail, le prix etc. Le capital, par exemple, n'est rien sans le travail salarié, sans la valeur, l'argent, le prix, etc. Si donc on commençait ainsi par la population, on aurait une représentation chaotique du tout, et, par une détermination plus précise, par l'analyse, on aboutirait à des concepts de plus en plus simples ; du concret figuré on passerait à des abstractions de plus en plus minces, jusqu'à ce que l'on soit arrivé aux déterminations les plus simples. Partant de là, il faudrait refaire le chemin à rebours jusqu'à ce qu'enfin on arrive de nouveau à la population, mais celle-ci ne serait pas, cette fois, la représentation chaotique d'un tout, mais une riche totalité de déterminations et de rapports nombreux. La première voie est celle qu'a prise très historiquement l'économie politique à sa naissance. Les économistes du XVII<sup>e</sup> siècle, par exemple, commencent toujours par une totalité vivante : population, nation, État, plusieurs États ; mais ils finissent toujours par dégager par l'analyse quelques rapports généraux abstraits déterminants tels que la division du travail, l'argent, la valeur, etc. Dès que ces facteurs isolés ont été plus ou moins fixés et abstraits, les systèmes économiques ont commencé ; qui partent des notions simples telles que travail, division du travail, besoin, valeur d'échange, pour s'élever jusqu'à l'État, les échanges entre nations et le marché mondial. Cette dernière méthode est manifestement la méthode scientifique correcte. Le concret est concret parce qu'il est la synthèse de multiples déterminations, donc unité de la diversité. C'est pourquoi il apparaît dans la pensée comme procès de synthèse, comme résultat, non comme point de départ, bien qu'il soit le véritable point de départ et par la suite également le point de départ de la vue immédiate et de la représentation. La première démarche a réduit la plénitude de la représentation à une détermination abstraite ; avec la seconde, les déterminations abstraites conduisent à la reproduction du concret par la voie de la pensée. C'est pourquoi Hegel est tombé dans l'illusion de concevoir le réel comme le résultat de la pensée, qui se concentre en elle-même, s'approfondit en elle-même, se meut par elle-même, alors que la méthode qui consiste à s'élever de l'abstrait au concret n'est pour la pensée que la manière de s'approprier le concret, de le reproduire sous la forme d'un concret pensé. Mais ce n'est nullement là le procès de la genèse du concret lui-même. Par exemple, la catégorie économique la plus simple, mettons la valeur d'échange, suppose la population, une population produisant dans des conditions déterminées ; elle suppose aussi

un certain genre de famille, ou de commune, ou d'État, etc. Elle ne peut jamais exister autrement que sous la forme de relation unilatérale et abstraite d'un tout concret, [115] vivant, déjà donné. Comme catégorie, par contre, la valeur d'échange mène une existence antédiluvienne. Pour la conscience — et la conscience philosophique est ainsi faite que pour la pensée qui conçoit constitue l'homme réel et, par la suite, le monde n'apparaît comme réel qu'une fois conçu — pour la conscience, donc, le mouvement des catégories apparaît comme l'acte de production réel — qui reçoit une simple impulsion du dehors et on le regrette — dont le résultat est le monde ; et ceci (mais c'est encore là une tautologie) est exact dans la mesure où la totalité concrète en tant que totalité pensée, en tant que représentation mentale du concret, est en fait un produit de la pensée, de la conception ; il n'est par contre nullement le produit du concept qui s'engendrerait lui-même, qui penserait en dehors et au-dessus de la vue immédiate et de la représentation, mais un produit de l'élaboration de concepts à partir de la vue immédiate et de la représentation. Le tout, tel qu'il apparaît dans l'esprit comme une totalité pensée, est un produit du cerveau pensant, qui s'approprie le monde de la seule façon qu'il lui soit possible, d'une façon qui diffère de l'appropriation de ce monde par l'art, la religion, l'esprit pratique. Après comme avant, le sujet réel subsiste dans son indépendance en dehors de l'esprit ; et cela aussi longtemps que l'esprit a une activité purement spéculative, purement théorique. Par conséquent, dans l'emploi de la méthode théorique aussi, il faut que le sujet, la société, reste constamment présent à l'esprit comme donnée première.

Mais ces catégories simples n'ont-elles pas aussi une existence indépendante, de caractère historique ou naturel, antérieure à celle des catégories plus concrètes ? Ca dépend. Hegel, par exemple, a raison de commencer la philosophie du droit par la possession, celle-ci constituant le rapport juridique le plus simple du sujet. Mais il n'existe pas de possession avant que n'existe la famille, ou les rapports entre maîtres et esclaves, qui sont des rapports beaucoup plus concrets. Par contre, il serait juste de dire qu'il existe des familles, des communautés de tribus, qui ne sont encore qu'au stade de la possession, et non à celui de la propriété. Par rapport à la propriété, la catégorie la plus simple apparaît donc comme le rapport de communautés simples de familles ou tribus. Dans la société parvenue à un stade supérieur, elle apparaît comme le rapport plus simple d'une organisation plus développée. Mais on

présuppose toujours le substrat concret qui s'exprime par un rapport de possession. On peut se représenter un sauvage isolé qui possède. Mais la possession ne constitue pas alors un rapport juridique. Il n'est pas exact qu'historiquement la possession évolue jusqu'à la forme familiale. Elle suppose au contraire toujours l'existence de cette "catégorie juridique plus concrète". Cependant il n'en demeurerait pas moins que les catégories simples sont l'expression de rapports dans lesquels le concret non [116] encore développé a pu s'être réalisé sans avoir encore posé la relation ou le rapport plus complexe qui trouve son expression mentale dans la catégorie plus concrète ; tandis que le concret plus développé laisse subsister cette même catégorie comme un rapport subordonné. L'argent peut exister et a existé historiquement avant que n'existât le capital, que n'existassent les banques, que n'existât le travail salarié, etc. À cet égard, on peut donc dire que la catégorie plus simple peut exprimer des rapports dominants d'un tout moins développé ou, au contraire, des rapports subordonnés d'un tout plus développé qui existaient déjà historiquement avant que le tout ne se développât dans le sens qui trouve son expression dans une catégorie plus concrète. Dans cette mesure, la marche de la pensée abstraite, qui s'élève du plus simple au plus complexe, correspondrait au processus historique réel.

D'autre part, on peut dire qu'il y a des formes de sociétés très développées, mais qui historiquement manquent assez de maturité, dans lesquelles on trouve les formes les plus élevées de l'économie, comme par exemple la coopération, une division du travail développée, etc., sans qu'il existe aucune sorte de monnaie, par exemple le Pérou. Chez les Slaves aussi, l'argent et l'échange qui le conditionne n'apparaissent pas ou peu à l'intérieur de chaque communauté, mais ils apparaissent à leurs frontières, dans leur trafic avec d'autres communautés. C'est d'ailleurs une erreur que de placer l'échange au centre des communautés, d'en faire l'élément qui les constitue à l'origine. Au début, il apparaît au contraire dans les relations des diverses communautés entre elles, bien plutôt que dans les relations des membres à l'intérieur d'une seule et même communauté. De plus, quoique l'argent apparaisse très tôt et joue un rôle multiple, il est dans l'antiquité, en tant qu'élément dominant, l'apanage de nations déterminées unilatéralement, de nations commerçantes. Et même dans l'antiquité la plus cultivée, chez les Grecs et les Romains, il n'atteint son complet développement, postulat de la société bourgeoise moderne, que dans la période de leur dissolution.

Donc cette catégorie pourtant toute simple n'apparaît historiquement avec toute sa vigueur que dans les États les plus développés de la société. Elle ne se fraie nullement un chemin à travers tous les rapports économiques. Dans l'Empire romain, par exemple, à l'époque de son plus grand développement, l'impôt en nature et les prestations en nature demeurèrent le fondement. Le système monétaire à proprement parler n'y était complètement développé que dans l'armée. Il ne s'est jamais saisi non plus de la totalité du travail. Ainsi, bien qu'historiquement la catégorie la plus simple puisse avoir existé avant la plus concrète, elle peut appartenir dans son complet développement — en compréhension et en extension — précisément à une forme de société complexe, alors que la catégorie plus concrète se trouvait plus complètement développée dans une forme de société qui, elle, l'était moins.

[117]

Le travail semble être une catégorie toute simple. L'idée du travail dans cette universalité — comme travail en général — est, elle aussi, des plus anciennes. Cependant, conçu du point de vue économique sous cette forme simple, le “travail” est une catégorie tout aussi moderne que les rapports qui engendrent cette abstraction simple. Le système monétaire, par exemple, place encore d'une façon tout à fait objective, comme une chose en dehors de soi, la richesse dans l'argent. Par rapport à ce point de vue, ce fut un grand progrès quand le système manufacturier ou commercial transposa la source de la richesse de l'objet à l'activité subjective — le travail commercial et manufacturier —, tout en ne concevant encore cette activité elle-même que sous la forme limitée de productrice d'argent. En face de ce système, le système des physiocrates pose une forme déterminée du travail — l'agriculture — comme la forme du travail créatrice de richesse et pose l'objet lui-même non plus sous la forme déguisée de l'argent, mais comme produit en tant que tel, comme résultat général du travail. Ce produit, en raison du caractère limité de l'activité, reste encore un produit déterminé par la nature — produit de l'agriculture, produit de la terre par excellence.

Un énorme progrès fut fait par Ad. Smith quand il rejeta toute détermination particulière de l'activité créatrice de richesse pour ne considérer que le travail tout court, c'est-à-dire ni le travail manufacturier, ni le travail commercial, ni le travail agricole, mais toutes ces formes de travail dans leur caractère commun. Avec la généralité abstraite de l'activité créatrice de richesse apparaît alors également la généralité de

l'objet dans la détermination de richesse, le produit considéré absolument, ou encore le travail en général, mais en tant que travail passé, objectivé dans un objet. L'exemple d'Ad. Smith, qui retombe lui-même de temps à autre dans le système des physiocrates, montre combien était difficile et important le passage à cette conception nouvelle. Il pourrait alors sembler que l'on eût par là simplement trouvé l'expression abstraite de la relation plus simple et la plus ancienne qui s'établit — dans quelque forme de société que ce soit - entre les hommes considérés en tant que producteurs. C'est juste en un sens. Dans l'autre non. L'indifférence à l'égard d'un genre déterminé de travail présuppose l'existence d'une totalité très développée de genres de travaux réels dont aucun n'est absolument prédominant. Ainsi, les abstractions les plus générales ne prennent somme toute naissance qu'avec le développement concret le plus riche, où un caractère apparaît comme commun à beaucoup, commun à tous. On cesse alors de pouvoir le penser sous une forme particulière seulement. D'autre part, cette abstraction du travail en général n'est seulement le résultat dans la pensée d'une totalité concrète de travaux. L'indifférence à l'égard de tel travail [118] déterminé correspond à une forme de société dans laquelle les individus passent avec facilité d'un travail à l'autre et dans laquelle le genre précis de travail est pour eux fortuit, donc indifférent. Là le travail est devenu non seulement sur le plan des catégories, mais dans la réalité même, un moyen de créer la richesse en général et a cessé, en tant que détermination, de ne faire qu'un avec les individus, sous quelque aspect particulier. Cet état de chose a atteint son plus haut degré de développement dans la forme d'existence la plus moderne des sociétés bourgeoises, aux États-Unis. C'est donc là seulement que l'abstraction de la catégorie "travail", "travail en général", travail "sans phrase", point de départ de l'économie moderne, devient une vérité pratique. Ainsi l'abstraction la plus simple, que l'économie politique moderne place au premier rang et qui exprime un rapport très ancien et valable pour toutes les formes de société, n'apparaît pourtant sous cette forme abstraite comme vérité pratique qu'en tant que catégorie de la société la plus moderne. On pourrait dire que cette indifférence à l'égard d'une forme déterminée de travail, qui se présente aux États-Unis comme produit historique, apparaît chez les Russes par exemple comme une disposition naturelle. Mais d'une part, quelle sacrée différence entre les barbares qui ont des dispositions naturelles à se laisser employer à tous les travaux et des civilisés qui s'y emploient eux-mêmes. Et, d'autre part, chez les Russes, à cette

indifférence à l'égard d'un travail déterminé correspond dans la pratique leur assujettissement traditionnel à un travail bien déterminé, auquel ne peuvent les arracher des influences extérieures.

Cet exemple du travail montre d'une façon frappante que même les catégories les plus abstraites, bien que valables — précisément à cause de leur nature abstraite — pour toutes les époques, n'en sont pas moins sous la forme déterminée de cette abstraction même le produit de conditions historiques et ne restent pleinement valables pour ces conditions et dans le cadre de celle-ci.

La société est l'organisation historique de la production la plus développée et la plus variée qui soit. De ce fait, les catégories qui expriment les rapports de cette société et qui permettent d'en comprendre la structure permettent en même temps de se rendre compte de la structure et des rapports de production de toutes les formes de société disparues avec les débris et les éléments desquelles elle s'est édifiée, dont certains vestiges, partiellement non encore dépassés, continuent à subsister en elle, et dont certains simples signes, en se développant, ont pris toute leur signification, etc. L'anatomie de l'homme est la clef de l'anatomie du singe. Dans les espèces animales inférieures, on ne peut comprendre les signes annonciateurs d'une forme supérieure que lorsque la forme [119] supérieure est elle-même déjà connue. Ainsi l'économie bourgeoise nous donne la clef de l'économie antique, etc. Mais nullement à la manière des économistes qui effacent toutes les différences historiques et voient dans toutes les formes de société celles de la société bourgeoise. On peut comprendre le tribut, la dîme, etc., quand on connaît la rente foncière. Mais il ne faut pas les identifier. Comme, de plus, la société bourgeoise n'est elle-même qu'une forme antithétique du développement historique, il est des rapports appartenant à des formes de société antérieures que l'on pourra ne rencontrer en elle que tout à fait étiolés, ou même travestis. Par exemple, la propriété communale. Si donc il est vrai que les catégories de l'économie bourgeoise possèdent une certaine vérité valable pour toutes les autres formes de société, cela ne peut être admis que *cum grano salis* (avec un grain de sel). Elles peuvent recéler ces formes développées, étiolées caricaturées, etc., mais toujours avec une différence essentielle. Ce que l'on appelle développement historique repose somme toute sur le fait que la dernière forme considère les formes passées comme des étapes menant à son propre degré de développement, et, comme elle est rarement capable, et ceci

seulement dans des conditions bien déterminées, de faire sa propre critique — il n'est naturellement pas question ici des périodes historiques qui se considèrent elles-mêmes comme des époques de décadence — elle les conçoit toujours sous un aspect unilatéral. La religion chrétienne n'a été capable d'aider à comprendre objectivement les mythologies antérieures qu'après avoir achevé jusqu'à un certain degré, pour ainsi dire (virtuellement), sa propre critique. De même l'économie politique bourgeoise ne parvint à comprendre les sociétés féodales, antiques, orientales que du jour où eut commencé l'autocritique de la société bourgeoise. Pour autant que l'économie politique bourgeoise, créant une nouvelle mythologie, ne s'est pas purement et simplement identifiée au passé, sa critique des sociétés antérieures, en particulier de la société féodale, contre laquelle elle avait à lutter directement, a ressemblé à la critique du paganisme par le christianisme, ou encore à celle du catholicisme par le protestantisme.

De même que dans toute science historique ou sociale en général, il ne faut jamais oublier, à propos de la marche des catégories économiques, que le sujet, ici la société bourgeoise moderne, est donné, aussi bien dans la réalité que dans le cerveau, que les catégories expriment donc des formes d'existence, des conditions d'existence déterminées, souvent de simples aspects particuliers de cette société déterminée, de ce sujet, et que par conséquent cette société ne commence nullement à exister, **du point de vue scientifique** aussi, à partir du moment seulement où il est question d'elles **en tant que telle**. C'est une règle à retenir, car elle [120] fournit des indications décisives pour le choix du plan à adopter. Rien ne semble plus naturel, par exemple, que de commencer par la rente foncière, par la propriété foncière, étant donné qu'elle est liée à la terre, source de toute production et de toute existence, et par elle à la première forme de production de toute société parvenue à une certaine stabilité — à l'agriculture. Or rien ne serait plus erroné. Dans toutes les formes de société, c'est une production déterminée et les rapports engendrés par elle qui assignent à toutes les autres productions et aux rapports engendrés par celle-ci leur rang et leur importance. C'est comme un éclairage général où sont plongées toutes les couleurs et qui en modifie les tonalités particulières. C'est comme un éther particulier qui détermine le poids spécifique de toutes les formes d'existence qui y font saillie. Voici, par exemple, des peuples de bergers. (De simples peuples de chasseurs et de pêcheurs sont en deçà du point où commence

le véritable développement.) Chez eux apparaît une certaine forme d'agriculture, une forme sporadique. C'est ce qui détermine chez eux la forme de la propriété foncière. C'est une propriété collective et elle conserve plus ou moins cette forme selon que ces peuples restent plus ou moins attachés à leur tradition : exemple, la propriété communale chez les Slaves. Chez les peuples à agriculture solidement implantée — cette implantation constitue déjà une étape importante — où prédomine cette forme de culture, comme dans les sociétés antiques et féodales, l'industrie elle-même, ainsi que son organisation et les formes de propriété qui lui correspondent, a plus ou moins le caractère de la propriété foncière. Ou bien l'industrie dépend complètement de l'agriculture, comme chez les anciens Romains, ou bien, comme au moyen-âge elle imite à la ville et dans ses rapports l'organisation rurale. Le capital lui-même au moyen-âge — dans la mesure où il ne s'agit pas purement de capital monétaire — a, sous la forme d'outillage de métier traditionnel, etc., ce caractère de propriété foncière. Dans la société bourgeoise, c'est l'inverse. L'agriculture devient de plus en plus une simple branche de l'industrie et elle est entièrement dominée par le capital. Il en est de même de la rente foncière. Dans toutes les formes de société où domine la propriété foncière, le rapport avec la nature reste prépondérant. Dans celles où domine le capital, c'est l'élément social créé au cours de l'histoire qui prévaut. On ne peut comprendre la rente foncière sans le capital. Mais on peut comprendre le capital sans la rente foncière. Le capital est la force économique de la société bourgeoise qui domine tout. Il constitue nécessairement le point de départ comme le point final et doit être expliqué avant la propriété foncière. Après les avoir étudiés chacun en particulier, il faut examiner leurs rapports réciproques.

Il serait impossible et erroné de ranger les catégories économiques dans l'ordre où elles ont été historiquement déterminantes. [121] Leur ordre est au contraire déterminé par les relations qui existent entre elles dans la société bourgeoise moderne et il est précisément à l'inverse de ce qui semble être leur ordre naturel ou correspondre à leur ordre de succession au cours de l'évolution historique. Il ne s'agit pas de la relation qui s'établit historiquement entre les rapports économiques dans la succession des différentes formes de société. Encore moins de leur ordre de succession "dans l'idée" (Proudhon) (conception nébuleuse du mouvement historique). Il s'agit de leur hiérarchie dans le cadre de la société bourgeoise moderne.

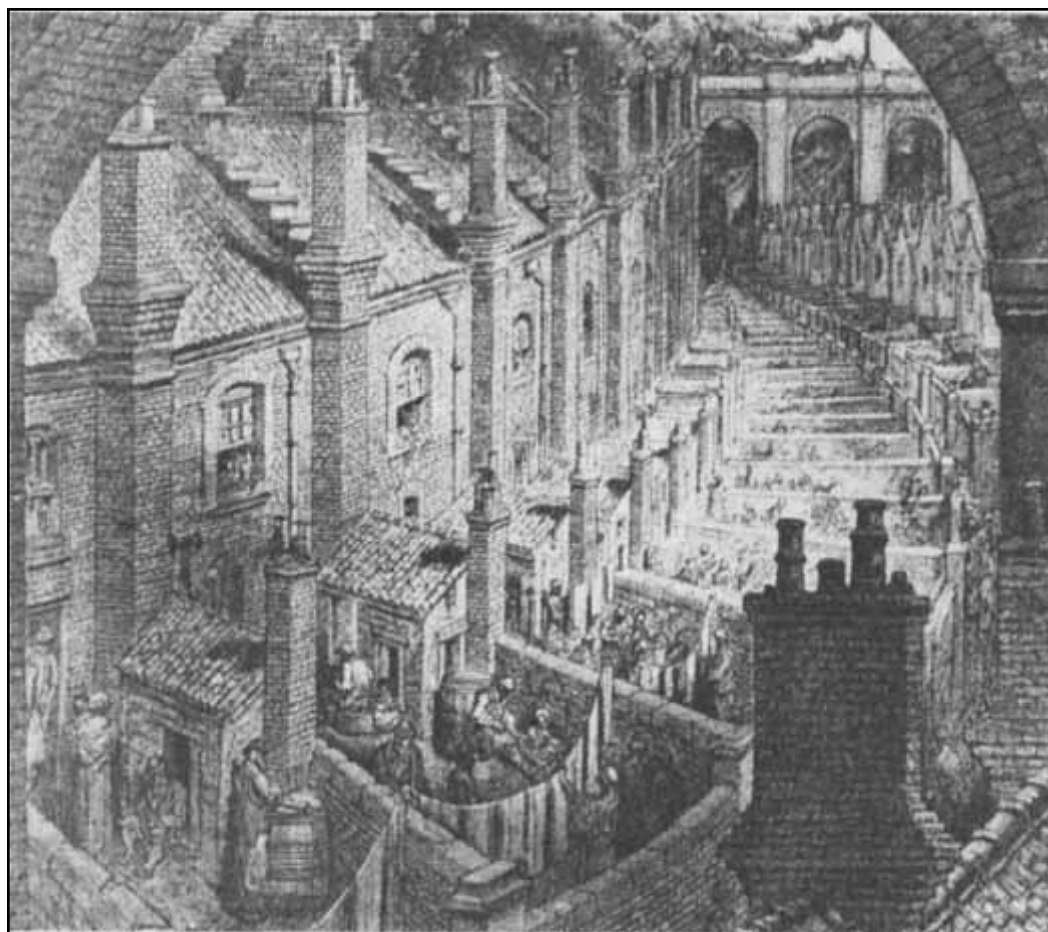
L'état de pureté (détermination abstraite) dans lequel apparurent dans le monde antique les peuples commerçants — Phéniciens, Carthaginois — est déterminé par la prédominance même des peuples agriculteurs. Le capital en tant que capital commercial ou capital monétaire apparaît précisément sous cette forme abstraite là où le capital n'est pas encore l'élément dominant des sociétés. Les Lombards, les Juifs occupent la même position à l'égard des sociétés du moyen-âge pratiquant l'agriculture.

Autre exemple de la place différente qu'occupent ces mêmes catégories à différents stades de la société : une des dernières formes de la société bourgeoise : les *joint stock-compagnies* (sociétés par actions). Mais elles apparaissent aussi à ses débuts dans les grandes compagnies de commerce privilégiées et jouissant d'un monopole.

Le concept de richesse nationale lui-même s'insinue chez les économistes du XVII<sup>e</sup> siècle — l'idée subsiste encore en partie chez ceux du XVIII<sup>e</sup> — sous cette forme ; la richesse est créée pour l'État seulement, mais la puissance de celui-ci se mesure à cette richesse. C'était là la forme encore inconsciemment hypocrite qui annonce l'idée faisant de la richesse elle-même et de sa production le but final des États modernes, considérés alors uniquement comme moyens de produire la richesse.

Le plan à adopter doit manifestement être le suivant : 1<sup>o</sup> les déterminations abstraites générales, convenant donc plus ou moins à toutes les formes de société, mais dans le sens exposé plus haut ; 2<sup>o</sup> les catégories constituant la structure interne de la société bourgeoise et sur lesquelles reposent les classes fondamentales. Capital, travail salarié, propriété foncière. Leurs rapports réciproques. Ville et campagne. Les trois grandes classes sociales, l'échange entre celles-ci. Circulation. Crédit (privé). 3<sup>o</sup> Concentration de la société bourgeoise sous la forme de l'État. Considéré dans sa relation avec lui-même. Les classes "improductives". Impôts. Dette publique. Crédit public. La population. Les colonies. Emigration. 4<sup>o</sup> Rapports internationaux de production. Division internationale du travail. Echange international. Exportation et importation. Cours des changes. 5<sup>o</sup> Le marché mondial et les crises.

[122]



[123]

**Interventions économiques**  
*pour une alternative sociale*

**No 1**

## “ESPACE POLARISÉ ET SOUS-DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL”

**Ronald CAMERON**

[Retour au sommaire](#)

Un aspect important de l’élection du gouvernement du Parti Québécois en novembre 1976 a été de relancer à fond de train le débat sur les divers aspects économiques de l’avenir du Québec. Tous les économistes bourgeois, canadiens ou québécois, se font un point d’honneur d’intervenir publiquement sur les voies possibles à l’aménagement des conditions qui permettent le plein épanouissement de la croissance et du développement économique du Québec.

Dans leur ensemble, tous s’entendent pour affirmer que des mesures conjoncturelles ne suffisent plus à impulser une croissance durable ; qu’il faut chercher à modifier les aspects structurels de l’économie québécoise afin de poser une fois pour toute, les bases à la résorption des inégalités régionales et sociales.

[124]

Pour eux, modifier les structures économiques ne signifient pas de balayer le mode de production capitaliste. Tout au plus, pour certains ministres péquistes (et pas tous), cela signifie de modifier, dans certains secteurs et de façon marginale, la structure de propriété. Il est maintenant connu que le gouvernement péquiste envisage d’acheter, au gros

prix, “Asbestos Corporation”, l’entreprise qui est dotée des plus vieilles installations dans le secteur de l’amiante.

En général, modifier les structures économiques pour ces idéologues, se résume au transfert d’emplois des secteurs “mous” en déclin vers les secteurs à plus forte technologie et à l’intégration dans la croissance nationale, du développement régional. Dès lors, tout le problème est de trouver comment y arriver sans modifier la structure d’appropriation privée des richesses.

### ***L’ESPACE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DANS LE MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE***

Aux origines de la constitution du mode de production capitaliste, on retrouve les fondements même de la désarticulation spatiale de l’économie. En effet, la tendance fondamentale de l’accumulation capitaliste qui, au XX<sup>e</sup> siècle, connaît une internationalisation poussée, nécessita la création d’un marché national intégré.

La mise en place d’un marché national a pour fonction la suppression des barrières féodales, obstacles principaux à la socialisation du procès de travail. L’objectif du marché national était double : créer un bassin de main-d’oeuvre disponible et fournir un espace pour l’écoulement des marchandises.

Le marché national constitue l’héritage du capitalisme libéral qui, loin d’être la “concurrence parfaite”, lui permet de se développer et d’asseoir la division du travail à l’échelle mondiale.

Au stade actuel du développement du capitalisme, c’est à dire l’impérialisme, les frontières nationales perdent en partie le sens qu’elles possédaient au début du capitalisme. Alors que la nation constituait la référence [125] des premiers moments de la concurrence capitaliste, aujourd’hui, les sociétés multinationales brisent littéralement les frontières nationales, entraînant du même coup l’accentuation de l’oppression des nationalités.

*marché national et espace régional*

En général, dans une économie nationale, les diverses régions sont des parties intégrantes de cette économie nationale. Même plus, la hiérarchisation régionale est, en général, fonction de la formation de l'économie nationale.

En effet, la croissance économique et l'industrialisation capitaliste se sont développées dans les régions urbaines qui se sont appropriées les régions rurales à la fois comme marché d'appoint et comme bassin de main-d'œuvre.

L'industrie capitaliste, concentrée dans une région, a besoin de l'espace économique national pour connaître la croissance suffisante à l'accumulation qui lui permettra de croître. Ainsi, historiquement, les foyers industriels régionaux ont pu se développer qu'avec la constitution d'une économie nationale comprise non seulement comme un espace, mais aussi comme réalité.

La création du marché national se définit par des actes positifs : sans la création d'un minimum d'infrastructure, d'un réseau unifié des moyens de transports, d'une initiative industrielle, commerciale et bancaire au niveau national, le marché national ne serait qu'une potentialité et non une réalité économique. <sup>25</sup>

Par contre, pour que le marché national se réalise, les régions en voie d'industrialisation ont dû conquérir cet espace national par l'intégration des régions rurales dans des hiérarchies spatiales.

Ainsi le sous-développement est une donnée naturelle dans le système capitalisme. Il ne peut manquer de développer un foisonnement d'idéologies régionalistes qui accentuent la polarisation d'un état bourgeois national ou, de surcroît, multinational.

---

<sup>25</sup> MANDEL, Ernest, "Capitalisme et économie régionale", dans la revue **Socialisme** 69, revue du **Socialisme international et québécois**, avril-mai-juin 1969, no17, Montréal, p.28.

[126]

*sur le sous-développement régional*

Nous n'avons pas besoin de discourir bien longtemps pour démontrer que, dans une économie atomisée où l'agent individuel recherche son profit personnel, celui-ci est amené à diriger son investissement là où les avantages comparés lui sont les plus favorables.

En effet, M. Alban d'Amours nous l'a prouvé lui-même dans une étude publiée en 1973 : "Théoriquement, nous pouvons dire que la décision entourant la localisation d'une entreprise manufacturière est essentiellement un exercice de maximisation de profit". <sup>26</sup>

Donc l'accumulation capitaliste conduit non seulement à la concentration financière et à la constitution de monopoles, mais aussi, et de façon concomitante, à une concentration géographique. Elle conduit donc à une occupation tout à fait anarchique du territoire qui apparaît de façon frappante, au Québec, dans la répartition de l'emploi et de la valeur ajoutée par régions.

Les mécanismes de constitution du sous-développement régional s'opèrent par des transferts importants de valeurs et de richesses des régions sous-développées vers les régions les plus développées.

Une partie du surproduit social provenant des régions les moins développées sert à engraisser des métropoles qui ne sont pas nécessairement les capitales nationales, provinciales ou régionales.

L'échange inégal qui se développe entre les métropoles et leurs satellites, se découvre à travers les investissements de capitaux, les déplacements de main-d'œuvre, la balance commerciale des échanges interrégionaux. Les tableaux input-output interrégionaux sont particulièrement instructifs pour fonder les hypothèses marxistes sur le développement du sous-développement, selon la formule consacrée d'André Gunther Frank.

---

<sup>26</sup> D'AMOURS, Alban, **Les facteurs de localisation industrielle dans l'Estrie**, Centre de Recherche en Aménagement Régional (CRAR) de l'Université de Sherbrooke, 1973, p.70.

### *les théories du maillon et de la chaîne*

Lénine fut le premier à discuter du tissu économique et social que tissait l'impérialisme dans son hégémonisation du marché mondial au début du siècle. <sup>27</sup> Pour [127] lui, l'actualité de la révolution russe s'établissait non seulement sur la réalité du capitalisme en Russie, mais surtout sur les faiblesses structurelles de la domination impérialiste.

Le sous-développement économique en Russie tzariste procurait à l'impérialisme mondial une base d'accumulation et de surexploitation, mais aussi une base de déstabilisation du régime. C'est sur ce caractère de combinaison économique que Lénine développe la théorie du maillon faible de la chaîne impérialiste.

André Gunther Frank, pour sa part, consacra de nombreux travaux à l'examen de la domination coloniale et impérialiste en Amérique latine. Ses études l'ont amené à approfondir ce champ de la théorie marxiste.

Il démontra que les relations entre satellite et métropole n'existent pas seulement au niveau impérial ou international. À l'intérieur même des pays ou des colonies, se structure et s'interpénètre "toute une chaîne de constellations de métropoles et de satellites (qui) relie toutes les parties du système d'ensemble". <sup>28</sup>

Ses études l'ont entraîné à confirmer que le sous-développement est le produit du capitalisme lui-même. Ce que ne fait pas Celso Furtado, économiste latino-américain qui fut un des premiers à discuter de la théorie du centre et de sa périphérie en Amérique Latine.

Frank conclue également que, dans le cadre de cette structure métropole-satellite en système capitaliste, les métropoles tendent à se développer tandis que les satellites tendent à se sous-développer.

---

<sup>27</sup> LÉNINE, **Le développement du capitalisme en Russie et L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.**

<sup>28</sup> FRANK, André Gunther, "Le développement du sous-développement" dans la revue **Critique de l'économie Politique** (CEP), no3, avril-mai-juin 1971, Ed. François Maspéro, Paris, p.7.

### *le rôle du sous-développement*

Dans le mode de production capitaliste, il apparaît donc que le rôle essentiel du sous-développement régional est de maintenir un taux de profit acceptable aux capitalistes. La hiérarchisation structurelle des régions plus ou moins développées permet à la fois de fournir des zones principales de main-d'oeuvre tout en procurant des débouchés d'appoint importants pour l'essor de l'industrie et du commerce capitaliste.

L'inadéquation entre la concentration de la production et la répartition territoriale de la force de travail [128] nous permet de comprendre le nœud de l'interdépendance structurelle du sous-développement régional en système capitaliste.

C'est dans le maintien même de zones de suremploi et de zones de sous-emploi que les capitalistes peuvent escompter des écarts régionaux dans les taux de salaires par le jeu de l'offre et de la demande de main d'œuvre. Le moteur de la croissance capitaliste repose sur la réalisation de profits supérieurs à la moyenne. L'imbrication du sous-développement régional à l'économie nationale est donc la meilleure garantie aux capitalistes pour retrouver de bas salaires et une main-d'oeuvre disponible.

Par contre, le rôle du sous-développement n'est pas seulement d'aider au maintien d'une croissance économique capitaliste. Encore faut-il qu'elle puisse se reproduire pour assurer une croissance à plus long terme.

Ainsi le rôle du sous-développement est donc également de se reproduire dans un cadre structurel différent des périodes historiques antérieures. En effet, le processus de la croissance tend périodiquement à éclater à la mesure de la croissance des forces productives. Les innovations technologiques et la productivité plus grande du travail rendront des bassins de main d'œuvre régionaux plus attrayants pour les capitalistes qui chercheront à y canaliser leurs investissements. Les nouvelles richesses produites pourront se mesurer à la valeur de celles qui sont détruites dans les régions jadis plus développées.

Alors que les apologistes du système tenteront de soutenir que l'inégalité régionale est un facteur naturel inscrit dans la dotation initiale en

ressources humaines et physiques, l'essentiel de l'histoire économique nous enseigne tout le contraire.

**Le développement inégal de l'économie des diverses régions et nations est donc le produit du capitalisme lui-même**, bien plus qu'il ne résulte de facteurs historiques précapitalistes. Ce qui confirme le plus clairement cette thèse, c'est le fait que cette inégalité de développement régional se modifie au cours de l'histoire du capitalisme. Non pas qu'une tendance au nivèlement spontané entre régions se manifeste, mais dans ce sens que les régions jadis surindustrialisées ont tendance à se transformer à leur tour en régions sous-développées, tandis que de nouvelles régions surindustrialisées surgissent ailleurs qu'antan. <sup>29</sup>

[129]

Les causes “naturelles” du sous-développement, c'est à dire celles qui semblent immuables pour les économistes bourgeois, sont insuffisantes pour expliquer le retard ou les faiblesses de ces régions. La dotation initiale en ressources humaines et physiques ou l'état des institutions économiques peuvent accélérer ou freiner la croissance économique. Mais le moteur du développement capitaliste repose sur la réalisation de profits supérieurs à la moyenne.

## **LES THÈSES SUR LA CROISSANCE POLARISÉE**

Les faiblesses structurelles de l'économie québécoise combinées aux disparités régionales à l'échelle pan-canadienne alimentent les discussions des économistes à tous les niveaux et ce depuis plusieurs années. La recherche opérationnelle en matière de stratégie économique vise partout à dynamiser le développement industriel des secteurs de pointe, afin de diminuer le poids des secteurs en plein déclin. Au centre de la discussion, la question suivante est posée : comment combiner croissance nationale et croissance régionale ? Avant d'aborder les

---

<sup>29</sup> MANDEL, Ernest, op. cit., p.32.

réponses que certains économistes apportent, nous devons examiner l'interpénétration de l'économie canadienne et québécoise.

*comment l'économie canadienne  
est-elle construite ?*

La crise de l'unité canadienne, avec l'accession du Parti Québécois au gouvernement du Québec, force la bourgeoisie impérialiste à redoubler d'ardeur dans le maintien et la construction de l'unité canadienne. Bien entendu, elle s'est dotée d'une offensive chauvine contre les nations opprimées, mais elle doit également veiller au maintien de l'essentiel des structures économiques canadiennes. La bourgeoisie canadienne s'est érigée en tant que bourgeoisie impérialiste reconnue sur la base de la destruction de l'indépendance économique du Québec et de la subordination de cette économie à axe économique est-ouest. C'est sur cette garantie que la bourgeoisie [130] canadienne a pu intégrer les diverses économies régionales du pays tout entier.

La confédération canadienne de 1867 est le sacre politique de l'espace économique national canadien. Le marché national par contre fut réellement matérialisé par des actes positifs des gouvernements fédéraux de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. En 1879, la formulation de la première "National Policy" expose clairement les nécessités et les mesures à prendre pour doter l'économie canadienne d'une réalité infrastructurelle :

Deux mesures caractérisent cette politique : i) la mise en place d'un tarif douanier protecteur pour inciter les entreprises à s'établir au nord de la frontière plutôt qu'au sud ; ii) la construction des chemins de fer transcontinentaux pour combattre la propension naturelle des échanges Nord-Sud et accentuer les échanges Est-Ouest. <sup>30</sup>

---

<sup>30</sup> LANDRY, Bernard, (Ministre d'État au développement économique du Québec), "Le Québec et le fédéralisme : éléments de bilan économique", allocution reproduite dans le livre **Economie et Indépendance**, Coll. Economie et développement, Ed. Quinze, Montréal, 1977, p.20.

L'économie canadienne est construite sur cinq grandes régions géographiques, l'Ouest, les Prairies, le bassin ontarien, le couloir du St-Laurent et les provinces maritimes. Le centre économique canadien est modelé sur deux pôles économiques : Toronto et Montréal. L'espace que ces pôles polarisent, draine l'essentiel des forces productives modernes de l'économie canadienne. Facilement intégrables dans la structure économique américaine, ces pôles demeurent tout de même soumis aux prérogatives des intérêts de la bourgeoisie canadienne.

La polarisation géographique qu'exercent Montréal et Toronto sur le tableau territorial canadien, correspond à la concentration industrielle et financière des livres de l'économie canadienne dans son ensemble.

Montréal est donc une métropole canadienne dans l'économie québécoise. Le centre urbain montréalais est l'expression régionale de la domination économique canadienne.

L'état fédéral est l'outil d'organisation de la domination de la bourgeoisie canadienne. De par son intégration dans le marché national canadien <sup>31</sup> d'une part et de par sa spécialisation industrielle dans des secteurs d'extraction des ressources naturelles, ou dans des secteurs [131] peu productifs et à bas salaires dans la transformation <sup>32</sup>, l'économie du Québec est non seulement dominée politiquement par les intérêts de la bourgeoisie canadienne, mais aussi économiquement.

Enfin, le Québec connaît une domination économique de la part de l'impérialisme américain qui prit pied au Québec avec le consentement de la bourgeoisie canadienne. L'impérialisme américain, par la pénétration de ses intérêts, consacre l'intégration de l'économie du Québec dans le marché national canadien.. L'impérialisme a su trouver au Québec les taux de salaires suffisamment bas et un taux de profit plus élevé que le taux de profit moyen.

---

<sup>31</sup> Voir à ce sujet, Pierre-Paul Proulx, Paul Forest et Ronald Cameron, "**Les exportations économiques Québec-Canada : nos exportations vers les autres provinces sont-elles vouées à un déclin probable ?**" dans le journal *Le Devoir*, mai 1977, p.5.

<sup>32</sup> Voir à ce sujet, Pierre-Paul Proulx, Paul Forest et Ronald Cameron, "**Les exportations économiques Québec-Canada : nos exportations vers les autres provinces sont-elles vouées à un déclin probable ?**" dans le journal *Le Devoir*, mai 1977, p.5.

### *la désarticulation spatiale*

Le mode spécifique d'intégration de l'économie du Québec dans le marché national et l'évolution du marché mondial en général détermine l'actuelle désarticulation de l'économie du Québec. La fin de la période d'expansion longue de l'après deuxième guerre mondiale n'a pas tardé à se faire sentir sur la structure de l'économie canadienne.

“Montréal n'est plus la métropole du Canada” constataient les économistes au tournant des années '70. La perte de vitesse de Montréal sur Toronto annonçait une déstabilisation qu'on commençait à craindre. Le processus inflationniste se mit en branle immédiatement et le gouvernement fédéral de Trudeau chercha à l'endiguer par une politique de gel des prix et des salaires en 1975. Les mesures de crise de la bourgeoisie canadienne n'ont réussi qu'à combiner la désarticulation dans l'ensemble de l'économie canadienne. C'est maintenant autour de la “Ville Reine”, Toronto, à connaître des difficultés structurelles importantes.

Face à cette situation, la bourgeoisie canadienne n'a pas de réponse cohérente au niveau économique, pas plus que le gouvernement du Québec d'ailleurs. La seule réponse qu'ils peuvent offrir est une offensive en règle contre les travailleurs canadiens et québécois. D'ailleurs, un aspect central de l'offensive sur l'unité canadienne [132] est de faire reculer la combativité des travailleurs québécois.

La crise politique ouverte de la confédération exige de la part de l'impérialisme canadien, le maintien de l'essentiel de son marché national. Sans constituer en soi une solution à la crise et au-delà de toute réforme économique, la bourgeoisie canadienne cherche à conserver son poids sur les deux pôles centraux, Montréal et Toronto, socles de l'axe Est-Ouest qui vertèbre l'ensemble du marché national canadien.

Voilà pourquoi, de nombreux économistes canadiens et québécois proposent le maintien de Montréal comme pôle de croissance pour la région québécoise. Pierre-Paul Proulx, professeur à l'Université de Montréal, a repris le flambeau de Higgins-Martin-Raynault. M. Proulx, dans de nombreux textes, reprend la problématique du rapport remis au Ministère de l'Expansion Economique Régional (MEER) en 1970 par

trois économistes québécois, MM. Benjamin Higgins, professeur à l'Université d'Ottawa, Fernand Martin, professeur à l'Université de Montréal et André Raynault, député libéral d'Outremont et ex-président du Conseil Economique du Canada.

### *le fondement des thèses sur la croissance polarisée*

Higgins-Martin-Raynault et P. P. Proulx se réclament tous de François Perroux, économiste français et père de la théorie des pôles de croissance. Celui-ci suggéra cette notion dans l'élaboration d'une stratégie industrielle.

Pour M. Perroux, il existe trois sortes d'espace économique : *l'espace dit homogène* se mesurant par l'uniformité des conditions socio-économiques choisies pour évaluer la région circonscrite géographiquement, *l'espace-plan* comme aire administrative et *l'espace polarisé* par un champ de forces économiques qui agit par la diffusion dynamique des effets de croissances économique dans un champ spatial interne à la structure économique du pôle et de ses satellites.

[133]

Une première critique complètement insuffisante mais nécessaire, consiste à dévoiler la mystification que peuvent opérer nos idéologues bourgeois dans la manipulation de concepts tel l'espace polarisé. Ce qui est remarquable chez Perroux-Hirshman-Proulx-Higgins-Martin-Raynault, c'est leur incompréhension du fondement même de l'existence de l'espace polarisé.

Pour Perroux, un centre domine ses satellites, une "firme dominante contrôle l'activité économique et un marché économique" <sup>33</sup>. Mais la domination qu'exerce un pôle ne s'exprime qu'avec sa grandeur, sa capacité d'emprunt ou sa capacité de provoquer des flux. L'explication est physique ou biologique, mais pas économique. Ce qui n'est pas

---

<sup>33</sup> PERROUX François, "Economic space : Theory and Applications" dans la revue *Quarterly journal of Economics*, LXIV, février 1950 ; aussi PERROUX François, "Economic space : Theory and Applications" dans la revue **Quarterly Journal of Economics**, LXIV, février 1950 ; aussi **La notion de pôle de croissance**, Économie du XX<sup>e</sup> siècle.

révélé et qui détermine l'intelligibilité même de l'approche, c'est la domination monopoliste de l'espace polarisé, qui, avec sa capacité d'accumulation rend possible la formation de rapports métropole/ satellite. Ce qui reste caché surtout, c'est la concentration sans cesse croissante des leviers de décisions et d'activités dans les mains d'entrepreneurs privés spatialement situés.

Ceci dit, la principale faiblesse de l'approche par espace polarisé est de justifier la construction de stratégies de développement économique. Constaté l'existence de centre polarisant l'activité économique d'une région est une chose, mais déterminer, sur ce constat, une stratégie de développement concerté en est une autre. On est conduit à prendre **l'objet de l'analyse pour l'outil de la stratégie.**

Nous retrouvons ici une autre forme de mystification, celle d'une stratégie de développement qui justifie le capitaliste à investir là où le taux de profit est alléchant. La croissance économique dans une région ne se développe que si le taux de profit est acceptable. Une stratégie de développement qui ne s'appuie que sur les pôles de croissance ne peut conduire qu'à masquer le développement du sous-développement.

Certes, on distingue les activités de croissance de celles de développement, mais ces dernières n'ont pour but que de développer d'autre pôle de croissance par l'introduction d'innovation. Ainsi, les pôles de croissance se font et se défont à la mesure du développement. [134] Jamais, elles ne s'attaquent aux disparités régionales pour les résorber.

Enfin, une dernière critique interroge la nature même des pôles de croissance.

L'approche du développement polarisé fait une distinction stricte entre espace géographique et espace économique. Elle visualise l'espace économique comme étant composé d'industries motrices et d'industries entraînées.

Mais, qu'elles sont-elles ces industries motrices et entraîantes ? Les entreprises à productivité élevée, les entreprises qui permettent de réduire les coûts de production, les entreprises qui développent des technologies nouvelles aptes à réduire le volume des salaires en augmentant la productivité de travail.

Mais on ne mentionne pas les industries productrices de biens, dont la population peut avoir besoin. Ces industries coûtent trop chers aux capitalistes même si elles enrichissent le bien-être de la population.

Cette approche est théorisée dans une dialectique fort simpliste dit du “tertiaire-moteur”. On justifie la position en affirmant que l’économie moderne connaît un transfert d’emplois important du secondaire au tertiaire, que ce tertiaire constitue l’avenir de la civilisation. Certains apologistes parleront de société des loisirs, celle où le salarié sera tenu de travailler trente heures par semaine pour publier des circulaires qui expliquent les mécanismes écrasants des appareils bureaucratiques des monopoles ou de l’État.

Le tertiaire dit “moteur” constituerait l’élément dynamique du développement économique d’une région. Les pôles de croissance comportent nécessairement un secteur tertiaire-moteur qui déterminerait son avenir en tant que pôle de croissance lui-même. Ce secteur serait un levier au développement de l’ensemble structurel de l’économie.

Alors que certaines qualités théoriques peuvent se rencontrer dans la problématique des pôles de croissance, François Perroux la réduit à un dynamisme étriqué du tertiaire sur le primaire et le secondaire.

Nous touchons ainsi un aspect-clé de l’incompréhension de Perroux et ses disciples entre la croissance dans [135] le système capitaliste mondial et le développement économique régional. Si le tertiaire-moteur peut soutenir la croissance anarchique du capitalisme, il n’est pas une solution au développement économique régional.

La solution se situe dans le développement d’industries productrices de biens, capables d’enrichir les travailleurs de la région et de répondre à leurs besoins. Encore faut-il que les travailleurs puissent contrôler la production et ainsi décider du cours du développement économique de leur région.

*les thèses de HMR et de P. P. Proulx :  
une caricature “canadienne-française”  
de F. Perroux*

Le modèle qui a servi depuis 1970 et qui sert encore à fouler les politiques économiques du gouvernement fédéral, se retrouve dans le rapport de Higgins-Martin-Raynault et dans les divers travaux de Pierre-Paul Proulx et ses collègues.

L'économie canadienne est structurée sur deux pôles. Montréal est celui qui polarise l'essentiel de l'économie régionale québécoise. Pour que l'économie du Québec grandisse, il faut accélérer le développement de ... Montréal.

La réification théorique est totale et la caricature est de mauvais goût. Nos apologistes tombaient dans le piège implicite de la problématique perrouxienne : il existe des pôles de croissance, profitons-en pour les grossir encore plus, ça nous donnera une stratégie de développement !...

Si la théorie de l'espace polarisé par la voie d'une relation conflictuelle de domination entre une métropole et ses satellites est intéressante, c'est bien entendu dans le but de comprendre les mécanismes de la croissance économique régionale en système capitaliste. Et non pas de fonder mécaniquement une stratégie de développement.

Maintenir la structure économique du sous-développement régional de la bourgeoisie canadienne, voilà les objectifs stratégiques de HMR et de Proulx. Il s'agit pour eux de veiller à préserver la mainmise de l'impérialisme [136] canadien sur le Québec via le maintien de Montréal comme métropole intégrée dans l'axe de Toronto.

En effet, les thèses de HMR ne font que répéter l'histoire du développement économique passé, au prix voilé de la congestion de l'espace et de la destruction de l'environnement.

Pour eux, il est naturel de voir les régions étranglées par leur assujettissement aux métropoles qui les dominent : “Le pôle a besoin d'une zone pour mériter son nom. La zone est son marché, son réservoir de ressources, son domaine de souveraineté et de juridiction” (10). Effectivement, il est naturel de voir ce type de pôle dans une économie

capitaliste dominée par les monopoles. Mais cela constitue l'inverse de la rationalité sociale du développement économique.

De plus, **HMR** et **P. P. Proulx** formulent crûment le fétichisme du dynamisme du “tertiaire-moteur”.

La circulation et la gestion d'informations et de capital effectuées dans le cadre du secondaire supérieur et dans le tertiaire moteur et exportateur sont des assises très importantes pour le développement économique. <sup>34</sup>

Ils sont donc portés à mener une lutte implacable aux illusions du secondaire producteur de biens de nécessité. Pour M. Proulx, “Qu'on doive **tabl**er sur ce qui existe dans les secteurs primaires et secondaires, semble normal” <sup>35</sup>.

La solution concrète des thèses “Montréal-centristes” et du fétichisme du tertiaire est bien simple : la structure industrielle du Québec est faible, donc détruisons-la. Ainsi, parviendrons-nous plus rapidement (sic) à une économie de tertiaire vers laquelle on est condamnés inévitablement par l'histoire du capitalisme mondial.

En plus d'amalgamer la théorie de l'espace polarisé au néo-dynamisme du tertiaire-moteur, **ils évacuent la nécessité objective de colmater les faiblesses structurelles de l'économie du Québec.**

Ces faiblesses, diront-ils, proviennent du vide du tertiaire dynamique au Québec, Non, ces faiblesses sont dues à la crise du secondaire productif accentuée par l'absence de ce tertiaire nécessaire. La politique industrielle [137] de HMR et de Proulx ne peut conduire qu'au déchiement encore plus prononcé de l'économie du Québec.

<sup>34</sup> Dossier no 12 du CRDE de l'Université de Montréal, Vers **une problématique globale du développement de la région de Montréal**, recueils de textes réalisés entre octobre 1973 et juin 1972, et publiés sous la direction de Pierre Paul Proulx, p.1-54.

<sup>35</sup> PROULX, Pierre Paul, **Étude préliminaire des moyens et critères pour l'identification de secteurs à développer afin de faciliter l'adaptation industrielle au Canada**, Conseil Economique du Canada, 27-28 juin 1974, p.12. Aussi voir **L'Economie du Québec en transition**, Le Devoir, 4 novembre 1977, p.5.

La tâche centrale pour le développement économique du Québec est de remettre sur pied une structure industrielle intégrée. Seule une stratégie, qui a comme priorité le développement des secteurs de biens manufacturés, permettra de rassembler les conditions de la transcroissance en économie moderne.

S'occuper prioritairement du secteur secondaire nous conduit à poser les termes du développement organique d'un secteur de services utiles et liés à la production.

Mais dans un système où règne le profit, cette perspective est vouée à l'échec. Les secteurs du vêtement, des textiles, du meuble et du papier, les secteurs "mous" comme on les appelle cyniquement, sont des secteurs peu productifs en profits, à trop forte composition de travail et dans lesquels trop d'argent s'engloutit. Le capitalisme ne peut pas assumer les frais du maintien même de ces secteurs. Il doit chercher à faire passer la croissance ailleurs, dans des secteurs à haute productivité, à haute composition organique du capital. Le chômage est donc inévitable.

L'hypercongestion proposée par les ténors francophones de la bourgeoisie canadienne n'est pas la seule faiblesse de leur stratégie empiriste d'une croissance polarisée centralement à Montréal. Ils suggèrent de maintenir la croissance anarchique d'une métropole canadienne-française en perte de vitesse. Cette problématique naît d'une vision étriquée du développement économique.

[138]

## ***POUR UNE PLANIFICATION CENTRALISÉE DÉMOCRATIQUEMENT ET SOUS CONTRÔLE OUVRIER***

Si la notion de croissance s'interpelle en fonction d'une analyse objective du mode de production, il en va tout autrement de la notion de développement :

La notion de développement économique implique une transformation des structures, même s'il n'y a pas une entente générale quant au contenu de ces transformations.<sup>36</sup>

C'est donc dire que le développement économique est un acte conscient, volontaire où seul les agents de la production de valeurs sont en mesure de le déterminer. Or la rationalité privée du capitaliste avide de profits maximums s'insurge contre la rationalité sociale de la vaste majorité de la population en quête d'un bien-être collectif.

C'est donc dire que c'est à ceux qui produisent les richesses qu'il revient de déterminer le développement de la société. Les travailleurs, de par leur rapport dans la production et de par leurs objectifs de socialisation du travail productif et des moyens de production, sont les seuls à pouvoir fournir le socle à la construction d'une stratégie de développement.

Ainsi défini, un tel cadre d'organisation de la production pourra permettre la croissance harmonisée, parce que planifiée, de l'économie québécoise.

Il sera nécessaire de dégager une perspective qui embrasse l'infrastructure économique du Québec comme une totalité. Elaborant l'édification de pôles de développement décentralisés dans toutes les régions du Québec, la stratégie centralement définie devra s'attacher

---

<sup>36</sup> GILL, Louis, “[Croissance et Asservissement : une critique de deux thèses](#)”, dans *Socialisme Québécois*, no 23, 1<sup>er</sup> trimestre 1972, p.27.

prioritairement à solutionner l'intégration harmonieuse des secteurs producteurs de marchandises. L'assainissement de la production de textiles, de vêtement, de papier et de meubles sera la première victoire d'une planification socialiste. Elle permettra, la transcroissance d'une économie manufacturière à une économie post-industrielle, la diminution radicale du temps de travail et l'émancipation véritable de tous les travailleurs. La technologie sera [139] organiquement inscrite dans le développement économique par la réappropriation par les travailleurs du devenir de leur propre production manufacturière. Le "tertiaire-moteur", compris comme le secteur de support à la production, ne constituera plus un des maux de tête qu'il faut centraliser. Au contraire, il sera diffusé largement pour accélérer la harmonisation du développement régional.

Mais l'établissement d'une telle vision stratégique du développement ne peut pas se comprendre dans le cadre d'une économie de marchés qui reproduit inévitablement une croissance anarchique et le développement du sous-développement. Elle ne peut se réaliser qu'à partir d'une association libre des producteurs, c'est à dire sous le contrôle des travailleurs.

La nationalisation sous contrôle ouvrier des secteurs essentiels de l'économie du Québec est une précondition au développement harmonieux des économies régionales. L'harmonisation des régions ne signifie aucunement le développement dans chaque région de tous les secteurs industriels. Le socialisme poussera à son terme la division internationale et régionale du travail.

On doit comprendre l'harmonisation du développement régional et sectoriel comme l'établissement d'une productivité équivalente du travail entre les entreprises, les régions et les nations.

Si le développement régional harmonieux est un objectif du socialisme et de la socialisation des moyens de production par les travailleurs, il ne peut se réaliser qu'à partir d'une planification centralisée mais **démocratiquement**.

L'arbitraire bureaucratique dont le régime stalinien représente le prototype, mais nullement le seul exemple, peut engendrer un renversement de la tendance naturelle en économie socialisée et planifiée, qui est celle de l'harmonisation progressive du niveau de développement des diverses régions du pays. <sup>37</sup>

La démocratie ouvrière est la condition nécessaire à l'établissement de la supériorité du système de la planification centralisée sur la rationalité privée d'une économie atomisée.

*Ronald Cameron*

[140]

## NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

*Post Scriptum* : J'aimerais remercier Bernard Rioux pour ses remarques judicieuses.

---

<sup>37</sup> MANDEL, Ernest, *op. cit.* p.40.

[142]

## PROCHAIN NUMÉRO : LIBÉRATION NATIONALE ET L'IMPÉRIALISME AU QUÉBEC

Vous êtes tous et toutes cordialement invité(e) à nous faire parvenir vos textes, travaux, lettres et commentaires sur l'impérialisme et la question nationale au Québec. Les textes peuvent être économiques, politiques ou sociologiques ; empiriques et/ou théoriques. Ce qui importe, c'est que vos contributions alimentent le débat actuel.

Cette année qui vient aura lieu le référendum québécois et déjà le débat est amorcé à l'occasion de la campagne électorale fédérale qui se fera essentiellement sur la question de l'unité canadienne. Déjà, les congrès syndicaux du CTC à Québec et du Conseil central de Montréal (et bientôt ce sera celui de la CSN) ont été secoués par ce débat : le droit à l'auto-détermination, l'indépendance et le socialisme. Le PQ n'a évidemment pas mobilisé sur l'indépendance. Il oscille entre la souveraineté-association et le fédéralisme "vrai" et renouvelé (dixit Lévesque à Toronto et Boston). Si son discours reflète la timidité politique qui caractérise son projet basé sur la "paix sociale", le compromis et l'évolution tranquille vers une indépendance "acceptable" par les multinationales et les impérialistes, le PQ s'est tout de même servi du sentiment nationaliste des travailleurs et des travailleuses pour tenir ses sommets économiques : réussite bourgeoise de récupération des luttes sociales sans précédent depuis la "révolution tranquille".

Il est évident que l'enjeu politique central au Québec dans la période actuelle, c'est la libération nationale dans le contexte de la lutte pour le socialisme. Et les intellectuel(le)s et les étudiant(e)s progressistes doivent s'impliquer dans le débat pour combattre les discours démagogiques des fédéralistes, des dirigeants du PQ et des bureaucraties syndicales. Les travailleurs et les travailleuses du Québec ont besoin de vérité scientifique pour ne pas être charrié(e)s par la bourgeoisie et les opportunistes de tout poil.

C'est pourquoi le prochain numéro de la revue INTERVENTIONS critiques portera d'abord sur la question de la libération nationale du peuple québécois, s'inscrivant ainsi directement dans le champ politique. CONTRIBUEZ AU DÉBAT ! FAITES-NOUS PARVENIR VOS TEXTES !

*L'équipe de la revue.*

[143]

**Interventions**  
*critiques en économie politique*  
**No 1**

# NOTES

[Retour au sommaire](#)

[143]

**Interventions économiques**  
*pour une alternative sociale*

**No 1**

## “NOTES SUR L’INFLATION.”

**Daniel BOUTAUD**

### ***1- Perception de l’inflation***

[Retour au sommaire](#)

L’inflation est perçue comme une conjoncture pathologique. La définition est statistique et descriptive : elle désigne un taux annuel “excessif” de hausse des prix. Pratiquement, il faut comprendre la hausse de certains indices de prix. À l’empirisme de la perception répond l’éclectisme de la théorie économique quant à la nature des “causes” du phénomène : déséquilibre Offre-Demande au niveau global ou au niveau sectoriel (Demande excédentaire), hausse des coûts (particulièrement des coûts salariaux), augmentation excessive de la masse monétaire.

De là, on peut rapidement se satisfaire de tenir des responsables : l’État, les syndicats, les monopoles, la banque centrale, les consommateurs, les pays producteurs de matières premières, etc... Chaque agent peut trouver un responsable en face de lui. Tout le monde peut être responsable, sauf le système lui-même.

Il faut dire que la vision la plus courante des gouvernements, relayée par les médias, place les travailleurs comme responsables privilégiés de

l'inflation ("ils réclament des hausses de salaires supérieures à ce que les gains de productivité autorisent").

[144]

L'inflation est considérée comme un mal ; un mal étranger aux mécanismes NORMAUX de l'économie. Les gouvernements doivent maîtriser ce phénomène par "une bonne politique économique". Nous voudrions marquer ici que cette perspective doit être inversée. L'inflation peut bien être ressentie comme un mal par les travailleurs qui voient s'éroder leur pouvoir d'achat, il ne s'en suit pas que l'inflation doivent être comprise comme extérieure à la sphère de gestion du capitalisme (ce que l'on cherche à faire croire). L'inflation est un phénomène tenant à la structure même du système. A baptiser n'importe quelle hausse de prix "inflation", on confond des phénomènes absolument différents les uns des autres, il faut lâcher l'empirisme et faire de l'inflation un concept dont le sens soit commandé de façon précise par le développement de la théorie. Ceci suppose que le concept de prix lui-même soit correctement produit par la théorie.

## *2- Les indices de prix et l'inflation comme mythe*

L'inflation est mesurée comme hausse de certains indices de prix. Elle est décrite sous la forme d'un chiffre : "la hausse de l'indice des prix à la consommation a été de X% l'année dernière". Sous ces termes, on fait référence à un ménage type de revenu moyen. L'indice des prix est la valeur d'un panier de marchandises dont l'importance est pondérée par le montant qu'elles représentent dans les dépenses du ménage. Ainsi, l'indice présenté comme représentatif du phénomène pour tous n'est que relatif à une moyenne. En retenant la moyenne, on ne fait qu'occulter ce qui constitue un élément irréductible à la compréhension du phénomène. **L'inflation est perçue inégalement par les différents groupes d'individus selon les prix avec lesquels ils sont en relation.** On pourrait ainsi construire autant d'indices de prix qu'on retiendrait de catégories de revenus. Que signifie la moyenne ? Le mythe inflationniste réside justement dans ce que la représentation ultra-simplifiée du phénomène visé absorbe toute sa signification.

Considérons un tableau figurant les différentes hausses ayant affecté diverses branches. Pour l'exemple, retenons que la disparité des valeurs présentées par les indicateurs d'inflation dans le tableau s'établisse de 1.4% à 7.2% soit un écart absolu de 5.8%. Ceci signifie que le prix de détail des services (deuxième indicateur) croît cinq fois plus vite que celui des biens de consommation industriels (premier indicateur) ; donc le prix relatif des biens industriels par rapport aux services s'est modifié de manière significative. Ce qu'il est important de voir, c'est que **l'inflation porte en elle des disparités qui établissent à court terme comme à [145] long terme la modification des prix relatifs**. Suivant la définition courante, si on observait que tous les prix croissent de manière homothétique, on parlerait d'inflation ; mais ne couvrant aucune modification des prix relatifs son effet sur l'économie nationale ne serait que faible (les problèmes d'anticipation se poseraient d'ailleurs d'autant moins).

Les modifications de la répartition du produit national représentent la dimension fondamentale de l'étude de l'inflation (ce qui peut apparaître pour le moins significatif au regard de la théorie néo-classique).

### ***3- L'inflation et la théorie néo-classique***

L'économie néo-classique reproduit une dichotomie entre les sphères réelle et monétaire. D'un côté on détermine les prix relatifs, de l'autre le niveau général des prix. Don Patinkin a entrepris de concilier la dichotomie néo-classique avec une économie monétaire mais la tentative a échouée (v. Bernard Schmitt, "**Monnaie, salaires et profits**", P.U.F. 1966, Castella 1975). Au niveau global, le modèle statique Offre globale-Demande globale conjure tout équilibre. Il ne peut persister de déséquilibre inflationniste parce que la théorie a été construite pour garantir cette convergence. La validité du mécanisme n'est valable que localement. Le mécanisme amenant la détermination d'équilibre suppose que l'on soit suffisamment proche du point d'équilibre (variations marginales). Cette logique du système repose sur des conditions très spéciales : celles qui permettent de tracer les courbes d'Offre et de Demande suivant "la bonne présentation" (A la Marshall).

Les néo-classiques tentent d'établir les lois par lesquelles les relations en quantité commandent aux relations entre prix (le prix est un indice de rareté relative). La critique des Cambridgiens surtout Robinson, Garegnani et Pasinetti) a permis de dégager que les résultats néo-classiques s'appuient sur la postulation de **l'absence d'effets tenant à la répartition. Dans les "Fondements logiques de la théorie néo-classique de l'échange"**. Fradin montre d'ailleurs que l'axiome de la Convexité porte la signification d'une absence postulée des effets de répartition dans l'économie d'échange. Il voile le postulat du Numéraire et supprime indûment le problème fondamental de l'homogénéisation. Que ce soit pour la production ou la consommation, on ne peut dégager les relations monotones (prix-quantité) nécessaires à la conceptualisation néoclassique. Dès que l'état de la répartition change, la convergence n'est plus assurée en cas de déséquilibre. Et avec la présentation orthodoxe de l'inflation qui s'arrête à la hausse des prix en occultant la dimension de la modification de la répartition dans un [146] contexte de hausse s'échappe l'essentiel du point de vue de direction de recherche ; mais la conception empirique joue bien son rôle positif au niveau du mythe : **sa représentation facilite son travail effectif**. Alors que les modifications opèrent sous la disparité des taux d'inflation, la vision unifiante dissipe, ce qui est apparu, là où les études ont été faites (en Angleterre), à savoir l'accentuation des inégalités sociales. À travers les modifications des prix relatifs, ce sont des **transferts énormes de valeur** qui circulent d'où l'importance à plus long terme de l'influence sur la **déformation de la structure de production**. L'inflation intervient au niveau de la structure de fonctionnement du système, elle joue un rôle fondamental dans sa reproduction et sanctionne le jeu complexe des déplacements de pouvoir.

Notons que l'économie capitaliste contemporaine est une "Economie de la Dette" (2,500 milliards de dollars pour l'économie américaine en 1975). Là encore, les besoins financiers énormes engendrés par l'accumulation du capital doivent être appréciés dans leur dimension structurelle (ils sont liés aux calculs imaginaires sur les anticipations de taux de rendement). L'approche scientifique exige que soit affronté le problème de la formation du pouvoir d'achat.

Signalons encore que si la "Disequilibrium School" se développe à partir de quelques problèmes bien fondés, on ne peut pas en attendre grand chose sur ce point. Si on tient compte de "L'échec

informationnel” (Bénassy) tenant à la spécificité de la monnaie (on n’échange pas directement des produits contre des services), il faut marquer que l’empirisme est encore “fortement” de mise. (On se donne les prix, on postule l’économie monétaire pure “à la Clower”, etc...)

*Daniel Boutaud*

[146]

**Interventions économiques**  
*pour une alternative sociale*

**No 1**

## “NOTES SUR LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE.”

**Sylvie BOUCHARD**

[Retour au sommaire](#)

*C'est en queue de poisson que s'est terminée la conférence fédérale provinciale qui s'est tenue les 14, 15, et 16 février. Le seul point de consensus : le gouvernement fédéral doit faire plus pour encourager les investissements dans le but de créer des emplois.*

*Tout au cours des trois jours, les différents premiers ministres n'ont pu trouver de point d'accord quant aux priorités à établir ou aux solutions à apporter.*

[147]

*Le premier ministre Trudeau de son côté affichait une assurance peu commune — dont on dit qu'elle voulait rassurer les investisseurs - prélude sans doute à son discours devant l'Economie Club à New-York. Discours dans lequel il continue de dire que le Canada a traversé le pire et s'apprête à s'engager sur la pente de la remontée économique.*

*Davis, premier ministre ontarien, met l'accent sur le chômage et propose un plan en dix points visant à favoriser la création d'emplois et incluant l'accélération de projets énergétiques majeurs ainsi qu'une proposition d'un conseil national sur l'économie dont les membres seraient des représentants du milieu des affaires, du travail et du gouvernement. Ce projet fut appuyé par Lévesque.*

*Ce dernier, pour sa part, reproche à Ottawa d'avoir organisé une propagande pré-électorale plutôt qu'une conférence économique — l'attitude "rassurante" de Trudeau semble lui donner raison...*

*Grosso modo, on a affaire à un dialogue de sourds. Beaucoup de critiques et de suggestions, peu de solutions concrètes...*

*D'une part on se plaint de l'état non concurrentiel du marché canadien, et on veut tout faire pour rassurer les investisseurs privés. D'autre part, on hésite à lancer des projets énergétiques majeurs qui profiteraient à une infime partie des chômeurs seulement.*

*Quant à Lévesque, c'est une attitude très coopérative qu'il affiche - mettant la pédale douce sur l'autonomie (on a oublié l'indépendance...) faisant dire à un journaliste de La Gazette qu'il est moins autonomiste que Duplessis... Mais lui non plus ne peut présenter de solution concrète.*

*Ainsi, malgré un débat stérile sur plusieurs questions telles les conséquences de mesures à court-terme sur le chômage, ou encore la division est-ouest qui s'est établie autour de la question des investissements miniers, on n'a pas remis en question les politiques fiscales et monétaires du gouvernement fédéral.*

*Fidèles aux traditions et malgré l'état lamentable de l'économie, le million de chômeurs et l'inflation, on s'est contenté de se lancer à la figure des solutions parcellaires, opposées et souvent périmées.*

*Le cul de sac dans lequel a abouti cette conférence démontre l'incapacité de la théorie économique officielle et de ses défenseurs à saisir la globalité et l'importance du problème sous toutes ses facettes. On en arrive à proposer des solutions bidons, un peu au hasard comme on lancerait des dés, tout en espérant qu'ils tombent sur un bon numéro...*

*En ne considérant le problème que sous son aspect strictement économique, donc en le vidant de ses causes et implications sociales et politiques, on ne peut que se retrouver devant des solutions traditionnelles, qui sont difficilement applicables (ou rarement efficaces) puisque faisant référence à un contexte théorique falsifié. La théorie veut que notre système soit des plus positifs, malheureusement on ne peut camoufler si facilement un million*

[148]




---

 Nous voulons que l'École

Nous voulons que l'École

CESSÉ d'être un terrain d'expérimentation aux dépens de l'enfant.

ÉDUQUE NOS ENFANTS À DES VALEURS CHRÉTIENNES:

CESSÉ d'être inhumaine dans ses dimensions et dans son enseignement,

QUI leur permettront d'utiliser l'instruction qu'ils reçoivent pour le bien de la société et non pour sa destruction.

CESSÉ d'être un terrain de propagande matérialiste,

QUI leur permettront d'apprécier cette instruction et d'en être reconnaissants à la société qui la leur procure si généreusement.

CESSÉ d'être un gaspillage d'équipement mis au rancart alors qu'il est encore utilisable. (Ecoles neuves ou encore utilisables désaffectées, équipement, etc.).

QUI les aideront à revaloriser la famille, cellule de base irremplaçable de la société.

NOUS VOULONS QUE L'ÉCOLE SOIT VRAIMENT UNE ÉCOLE

C'est-à-dire le lieu privilégié où se prépare et se forme

L'Homme chrétien de demain

---

 Publicité du Mouvement scolaire confessionnel

[149]

*de chômeurs et une course folle des prix vers on ne sait quel but. On part donc en croisade contre ces déviations du système, ces écarts à la sacro-sainte théorie économique...*

*On se demande pourtant qui on veut leurrer...Je ne crois pas que les travailleurs qui subissent à longueur de semaines les difficultés de la survie, les chômeurs que se font répéter qu'ils sont des parasites, et les autres, ne soient dupes quant à la valeur de tels pèlerinages...*

*Je ne crois pas non plus que les "businessmen " ne veuillent laisser relâcher les rênes de leur pouvoir financier, ce, malgré les recommandations d'une conférence quelconque.*

*Faut-il croire alors que les politiciens tentent de se raconter des histoires ? Peut-être... en fait ne sont-ils pas bien placés pour vouloir maintenir le statu-quo ?*

*Sylvie Bouchard*

[149]

**Interventions économiques**  
*pour une alternative sociale*

**No 1**

## “NOTES SUR UN DISCOURS DE M. LAURIN.”

**Christian DEBLOCK**

[Retour au sommaire](#)

*On ne pouvait passer sous silence dans cette rubrique d'actualité, la brillante intervention qu'a fait en février, à la chambre de Commerce de Montréal, le directeur des HEC, P. Laurin.*

*C'est devant une salle avide de bonne chère et de bonnes paroles, que celui-ci est venu en effet, exposer sa conception de l'éthique capitaliste. Centrée sur le thème de la “réhabilitation de l'homme d'affaire québécois”, sa conférence fut surtout pour lui l'occasion d'exposer ses vues sur l'absence d'une véritable morale au Québec.*

*Selon lui, l'école ne remplit pas le rôle qu'on attend d'elle. En tant que directeur d'une école modèle, gérée selon de bons principes, M. Laurin peut évidemment parler en connaissance de cause. Au lieu d'apprendre à respecter les hommes d'affaires, eux qui nous procurent emploi et aisance, les écoles, particulièrement les Cégeps (on s'y attendait) n'apprennent qu'à contester et à dénigrer. Au lieu de lire Friedman, on lit Marx.*

*La chanson de Laurin est somme toute bien connue. Seulement ce sur quoi il y a lieu de s'interroger c'est l'insistance avec laquelle des hommes publics comme Laurin, reviennent continuellement sur la question des valeurs et de son enseignement. Ce qui peut nous éclairer,*

*c'est un discours anodin en apparence, qu'avait fait l'année dernière aux États-Unis, un membre de la fameuse Trilatérale sur l'enseignement des sciences humaines. Pour ce notable, les sciences sociales devaient se transformer en théologie*

[150]

M. Pierre Laurin, avant d'affirmer qu'il existe dans les cégeps, "en nombre critique", des cours visant à conditionner systématiquement les jeunes contre l'entreprise, a mené sa petite enquête. Il en a ramené quelques perles dont celle-ci extraite d'un travail commandé à un étudiant.

Le professeur demandait de préciser "ce qu'est l'exploitation dans une société capitaliste". Voici le début de la réponse citée par Pierre Laurin :

Elle est basée sur le signe de piastre. Le travailleur est considéré comme un outil et il vend sa force de travail. Elle est rémunérée non pas par sa valeur humaine mais par le rendement que ses mains ou son propre corps peut donner. Le capitaliste ne donne pas la juste valeur pour le travail accompli par l'ouvrier. C'est ce qui produit la plus-value. Exemple : un ouvrier produit pour \$100, il n'est payé que pour \$50 de production, le restant équivaut ou s'appelle la plus-value. Les capitalistes prennent la plus-value puis donnent aux ouvriers le nécessaire pour vivre.

On peut lire, dans la marge, le commentaire suivant du professeur "Un peu bref et pas clair".

Le directeur des HEC a également demandé aux étudiants quels étaient les ouvrages de référence recommandés par le professeur. Réponse : "Le manifeste du Parti communiste" de Karl Marx. "L'État et la Révolution" de Lénine. "L'exploitation capitaliste" (chapitre 2 et 3) de Pierre Jalée (sic). Pas question, bien sûr, de Friedman dans tout ça !

Cet exemple, "malheureusement non isolé, précise M. Laurin, soulève de sérieuses questions sur l'éthique professionnelle de l'enseignement !"

"Le Devoir" — 15 février 1978

[151]

*où l'on vanterait les mérites du capitalisme et ses bienfaits, tout comme au moyen âge l'église nous apprenait à vanter les mérites de la noblesse protectrice de la veuve et de l'orphelin. Situé dans cet axe religieux, le discours de Laurin devient tout à fait clair et explicite. Un ne comprendra "l'homme d'affaire québécois" que dans la mesure où on donnera un sens à ce qu'il fait et qu'on croira à son rôle social.*

*En pratique, ceci revient à dire que dans les écoles, notamment dans l'enseignement des sciences humaines, on inculque à la jeunesse de bons principes. Il faut faire en sorte à ce que celui-ci ne vise pas "à conditionner systématiquement les jeunes contre les affaires et à les embrigader dans une des variantes du communisme", mais au contraire à admettre l'ordre social comme un ordre naturel, éternel et visant à l'épanouissement du devenir humain. Un enseignement centré sur l'exploitation de l'homme par l'homme et la lutte des classes, doit irrémédiablement céder sa place à un enseignement centré sur l'harmonie et la communauté d'intérêt. C'est main dans la main, que le patron et l'ouvrier œuvrent dans la production ; c'est pour le plus grand progrès de tous, que l'entreprise fait des profits. Pour Laurin enseigner la théorie marxiste, c'est faire preuve d'un manque d'éthique professionnelle.*

*Heureusement cet enseignement n'est le fait que d'une petite poignée d'agitateurs localisés surtout en science politique. (Ouf) L'enseignement économique en semble exempt. Néanmoins pour être bien sûr de ce qu'on peut avancer sur les questions économiques, M. Laurin propose dans un acte de désintéressement total, d'ouvrir les portes des HEC aux enseignants désirant se recycler. Même si "les cours de propagande ne sont pas le fait des professeurs d'économie", on peut comprendre aisément qu'il faille que le cadre de pensée soit le même pour tous. Ordre naturel, lois divines, mission sacrée de l'homme d'affaire au service de sa communauté, tels doivent être les grands principes qui devront régler l'enseignement. Croire, croire au libéralisme voilà ce à quoi, il doit amener l'étudiant.*

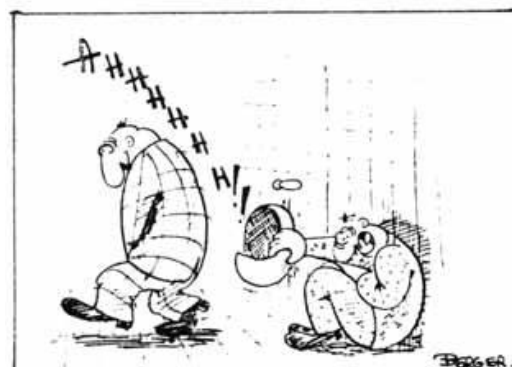
*Seulement attention, il faut aussi que l'homme d'affaire croit en lui-même, qu'il croit en sa mission. Pour cela, Laurin propose que le monde des affaires se dote d'un code moral qui régirait sa pratique. De la sorte, "finis les pots de vin, les transactions louches, les coalitions,*

*la publicité trompeuse..." Comme si, nous aurions pu croire même l'espace d'un instant, que cela eut pu exister !*

*Ovation monstre du public...*

*Christian Deblock*

[152]



OUI, OUI, UN BESOIN, AU SENS ÉCONOMIQUE N'EXISTE QUE S'IL EXISTE UN BIEN OU SERVICE CAPABLE DE LE SATISFAIRE

[153]

**Interventions**  
*critiques en économie politique*  
**No 1**

# RUBRIQUE DE LIVRES

[Retour au sommaire](#)

## Rubrique de livres

### *“La rubrique économique du professeur Crippe”*

P. Berger & P. Chartier,  
Crippe. Sherbrooke 1976.

C'est avec l'aide du ministère de l'industrie et du commerce, un ministère qui depuis certain temps ne ménage pas ses efforts pour l'éducation économique, que le CRIPPE (Centre régional d'initiative pour le progrès économique) vient de publier une plaquette d'initiation économique sous la forme de bande dessinée.

Si cette période de crise nous révèle la crise très profonde que connaît la science économique, jamais n'aura-t-on autant éprouvé chez nos dirigeants un tel besoin d'initier puisque c'est bien de cela qu'il s'agit, le monde aux questions économiques. C'est cette mission que s'est donnée le CRIPPE, et somme toute il y réussit très bien avec sa Rubrique.

Véritable petit catéchisme néoclassique, la plaquette vise à nous inciter au delà du fatalisme des lois économiques, à apprendre à nous débrouiller, à faire de nous de petits malins. Peut être que, tel a toujours été le message de l'économie politique, justifier le laissez-faire dans le fatalisme des lois naturelles et l'enrichissement individuel dans l'esprit d'initiative. Mais contrairement à l'ouvrage de Tremblay qui fait peur avec ses courbes et ses équations, celui-ci passe aisément dans le cadre d'historiettes d'un cynisme qui en révèle gros sur ses auteurs.

[154]

Tout est simple, tout est évident. Du discours néoclassique, il ne reste que des images ; des concepts il ne reste que des mots. L'économie n'est rien d'autre qu'une grosse machine à pop-corn obéissant à des lois physiques qui nous dépassent. Si dans la nature rien ne se perd et rien ne se crée, chacun ne récolte que ce qu'il a semé. A nous de ne pas ménager nos peines et nos efforts pour que la récolte soit belle. Telle est la leçon du progrès.

Et ainsi, en s'accrochant au gros bon sens de notre réalité quotidienne, le message s'inscrit au travers de mots, dans notre pensée. Ce n'est pas seulement notre vocabulaire qui s'enrichit de nouveaux mots comme facteurs de production, secteur, détour de production, besoins primaires etc., mais toute notre pensée qui se devait d'être précisée en ce qui concerne les questions économiques.

Etant ramenés à notre quotidien, notre petit univers, faire pipi, manger un gâteau, boire une petite bière devient l'occasion de parler d'économie comme on peut parler de hockey, d'argent ou des amours de nos vedettes. De la société, il ne reste que la contrainte, la police qui nous empêche de faire tout ce que l'on veut. L'inflation est bien là pour nous le rappeler quand nous en voulons trop.

Alors soyons sages. N'oublions pas l'histoire de la poule aux oeufs d'or.

Ps. Vous pouvez toujours essayer de voler la plaquette pour vous la procurer. Principe de Crippe, pas vu pas pris !

---

### ***Homo Aequalis.***

L. Dumont. Gallimard 1977

“La clé de nos valeurs est facile à trouver. Nos deux idéaux cardinaux s'appellent égalité et fraternité. Ils supposent comme principe unique et représentation valorisée l'idée de l'IN-DIVIDU humain ; l'humanité est constituée d'hommes, et chacun de ces hommes est conçu comme représentant, malgré sa particularité et en dehors d'elle, l'essence de l'humanité”. *Homo Hierarchicus*. p.17.

Si nous avons repris cette citation d'un ouvrage antérieur de L. Dumont c'est parce que son ***Homo Aequalis*** procède d'une interrogation sur les raisons qui nous amènent à une mésinterprétation totale des sociétés différentes des nôtres. Baignant dans un système de valeur centré sur l'homme, sur l'individu, nous sommes incapables de comprendre non seulement d'autres systèmes de valeurs mais aussi, par là même la nature et la raison d'être de [155] ces systèmes. Comme tant d'autres anthropologues, Dumont note que la transposition de l'interprétation

que nous faisons des relations économiques, à d'autres type de société soulève de nombreuses questions non seulement sur la signification de cette transposition mais sur l'interprétation elle-même. C'est là que l'"Homo Aequalis" dont l'auteur veut faire une investigation dans le champ de la pensée économique, prend toute sa signification. Dévoiler l'anthropologie de l'homme sous-jacente à la pensée économique, tel est le but de l'ouvrage.

Cette question de l'anthropologie de l'individu, du sujet avait été soulevée par Althusser dans "**Lire le Capital**" mais, ici nous avons affaire à une étude systématique d'auteurs. C'est là que réside l'originalité du livre. Plutôt que de s'interroger sur la nature des relations économiques, Dumont préfère voir la manière dont nous saisissons celles-ci. La démarche est indirecte mais combien fondamental, parce que se plaçant de plein pied dans le champ de l'idéologie, elle oblige à nous interroger non seulement sur la méthodologie, mais sur les concepts que nous utilisons en économie. Pour lui, la pensée économique est indissociable d'un système de pensée, d'un système de valeurs qui est le nôtre dans toute son évidence et sa quotidienneté. Etudier le développement de la pensée économique, c'est donc étudier au delà de celle-ci et des concepts qu'elle introduit, la signification d'un discours, c'est révéler la nature de la société dans laquelle il se pose.

Dumont a particulièrement bien choisi ses auteurs ; Quesnay, Locke, Mandeville, Smith et Marx. Une absence cependant, Ricardo. Si l'analyse de chacun d'eux s'avère extrêmement intéressante, on doit malgré tout s'interroger sur le fil conducteur de l'œuvre. De Quesnay à Marx, l'histoire de la pensée économique semble suivre la ligne continue de l'épanouissement de l'individualisme ; Marx étant le point d'achèvement. A en croire l'auteur, la pensée de Marx serait davantage orientée sur ce qu'on pourrait appeler l'anarchisme que sur le socialisme. Assurément le modèle marxiste s'intègre dans le cadre d'une société centrée sur l'individu ; le socialisme marxiste n'est pas un retour en arrière, vers des formes romantiques de sociétés "holistes". Mais ce que semble oublier quelque peu Dumont, c'est que le capitalisme repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme et que ce socialisme vise précisément la suppression de cette exploitation.

Malgré cette critique, tout l'ouvrage mérite d'être lu mais sans doute, pas pendant vos vacances...

---

[156]

Gérard Duménil.

*“Marx et Keynes face à la crise”.*

Economica, 1977

L’auteur confronte deux approches théoriques différentes à l’étude des mouvements économiques. Celle de Marx centrée sur la notion de crise, celle de l’école de Cambridge centrée sur le déséquilibre.

Approche un peu difficile mais malgré tout intéressante pour ceux qui s’intéressent à la question de la reproduction du capitalisme.

---

J. Robinson.

*“What are the questions ?”*

*Journal of Economic literature*. Décembre 1977. Vol.XV.no4.

Mrs Robinson n’a jamais beaucoup aimé les néoclassiques, tant pour leur approche que pour leur esprit souvent borné. Les questions qu’elle pose sur l’état de la science économique actuelle, sont pour elle une nouvelle occasion de porter quelques flèches contre ceux-ci.

Même s’il se dégage du texte l’impression que la science économique s’est arrêtée avec Keynes, nous ne reprendrons pas la critique malfaisante qu’avait fait Hahn sur Kaldor, en lui conseillant de renouveler sa bibliothèque. Mrs Robinson nous fait état de quelques problèmes fondamentaux qui se posent en économie et le moins qu’on puisse dire, c’est que les réponses apportées par les néoclassiques, ne peuvent être très satisfaisantes dans la mesure où dans l’ensemble pour ceux-ci, les problèmes n’existent plus.

---

V. Levant.

***“Capital et Travail”.***

L’Etincelle 1978.

Il ne s’agit pas là d’un ouvrage d’économie. Ce serait même plutôt un ouvrage dans le genre que M. Laurin, le directeur des HEC, affectionne particulièrement, puisqu’il porte sur la nature des rapports existant entre le capital et le travail.

Le but de V. Levant dans son livre, est de situer l’origine et la philosophie sous-jacente, des syndicats de boutique. Si la famille Rockefeller a bâti son empire financier dans le sang de ses concurrents et de ses travailleurs, elle a toujours su être extrêmement généreuse envers ceux qui ont su dans leurs écrits, auréoler ses exploits et en faire des bienfaiteurs de l’humanité. Mackenzie King fut de ceux-ci.

---

Fin du texte